

INSTRUCTION

N° 97-098-B1-A7 du 25 août 1997

NOR : BUD R 97 00098 J

Texte publié au BOCP

PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES

ANALYSE

Rappel des principes relatifs à l'exécution de la dépense. Campagne de commercialisation 1997.
Remboursement de primes indûment perçues. Paiements hors campagne.

Date d'application : 25/08/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; PRIME AU MAINTIEN DE LA VACHE ; EXPLOITANT AGRICOLE ; INDEMNITÉ ; PAIEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 96-075-B1-A7 du 17 juillet 1996

DOCUMENTS À ABROGER

Ins n° 86-121-B du 7-10-86 - Ins n° 87-110-B1 du 18-09-87 - Ins n° 88-135-B1 du 1-12-88
Ins n° 90-006-B1 du 16-01-90 - Ins n° 91-080-B1 du 18-06-91 - Ins n° 92-007-B1 du 15-01-92
Ins n° 93-129-B1 du 25-11-93 - Ins n° 95-045-B1 du 10-04-95 - Ins n° 95-076-B1 du 19-07-95

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG									

DIFFUSION

CS 34

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

SOMMAIRE

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Références individuelles.	4
1.2. Plafond de densité.	4
1.3. Période de dépôt des demandes 1997.	5
1.4. Dates de paiement.	5
1.5. Montant de la prime en 1997 ().	5
1.5.1. Prime de base :	5
1.5.2. Complément extensification :	5
2. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE.	6
2.1. Imputation budgétaire.	6
2.2. Forme des engagements et nature du contrôle.	6
2.2.1. Contrôle financier déconcentré.	6
2.2.2. Justification des engagements.	6
3. CONTRÔLE DU MANDATEMENT.....	7
3.1. modalités de contrôle.	7
3.1.1. Composition du dossier.	7
3.1.2. Contrôles avant mise en paiement.	7
3.2. la matérialisation des contrôles.	8
4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	9
4.1. le support de paiement.	9
4.2. l'exercice de la compensation légale.....	9
5. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES.....	9
5.1. Constatation de la créance.....	9
5.2. Comptabilisation des remboursements de primes indûment perçues.	9
6. DISPOSITIONS COMPTABLES.....	10
6.1. Accord mensuel avec l'ordonnateur.	10
6.2. Centralisation des informations.....	10
6.2.1. Opérations de dépense.	10

6.2.2. Opérations de recette.	11
7. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE).	11
8. AUDIT INTERNE.	11

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Règlement communautaire (CEE) n° 3886/92 de la Commission au 23 décembre 1992, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2311/96 de la Commission du 2 décembre 1996.	13
ANNEXE N° 2 : Circulaire DPE/SPM/C97/ n° 4009 du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (hors annexes).	35
ANNEXE N° 3 : Eléments figurant sur l'état de prévision 85	85
ANNEXE N° 4 : Etat comptable mensuel.....	87
ANNEXE N° 5 : Modèles de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au paiement des primes 88	88
ANNEXE N° 6 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT - Remboursement des sommes indûment perçues.....	92
ANNEXE N° 7 : Lettre CD-3151 du 19 juin 1997 relative au FEOGA-GARANTIE : fonction d'audit interne.....	92

La plupart des dispositions introduites en 1993 relatives aux modalités d'octroi de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA), dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune, sont maintenues. Pour la campagne de commercialisation 1997, il y a lieu de se référer aux dispositions contenues dans le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2222/96 du Conseil du 18 novembre 1996 et dont les modalités sont précisées par le règlement n° 3886/92 de la Commission du 23 décembre 1992, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2311/96 de la Commission du 2 décembre 1996 (copie en annexe 1).

Le dispositif fait l'objet d'une circulaire DPE/SPM/C97/n° 4009 du ministère de l'agriculture et de la pêche diffusée à l'appui de la présente instruction (annexe 2).

Par ailleurs, la procédure d'apurement des comptes des dépenses financées par le FEOGA-Garantie a été réformée par le règlement du Conseil (CE) n° 1287/95 et le règlement d'application (CE) n° 1663/95 de la Commission. Cette réforme portée à la connaissance des trésoriers-payeurs généraux par instruction n° 95-116-B1 du 6 novembre 1995 introduit une procédure d'agrément des organismes payeurs des dépenses financées par le FEOGA-Garantie.

L'attention des comptables a été appelée à plusieurs reprises, et en dernier lieu par lettre CD-3201 du 24 juin 1997 sur *l'impérative nécessité de mettre en oeuvre les dispositions* résultant des recommandations de l'inspection générale des finances et du COPERCI suite à l'audit relatif à l'agrément de l'organisme payeur "services déconcentrés du ministère de l'agriculture et du Trésor public".

La présente instruction a pour objet de présenter les modalités *d'engagement, de contrôle et de suivi comptable de la PMTVA* pour la campagne de commercialisation 1997.

Il convient de s'y conformer strictement.

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

La campagne 1997 de la PMTVA se situe entre le 1er novembre 1997 et le 30 juin 1998.

L'exercice financier du FEOGA 1998 s'exécute du 16 octobre 1997 au 15 octobre 1998.

1.1. RÉFÉRENCES INDIVIDUELLES.

Le dispositif de limitation individuelle de droits à primes reste inchangé. Les primes versées à chaque producteur sont plafonnées sur la base des droits notifiés à chaque éleveur par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF).

1.2. PLAFOND DE DENSITÉ.

Le nombre total de vaches allaitantes pouvant bénéficier de la PMTVA est limité par l'application d'un plafond de densité de l'exploitation, qui est fixé comme en 1996 à 2 Unités de Gros Bétail (UGB)/ha de surface fourragère (SF) en 1997.

Si leur facteur de densité est inférieur à 1,4 UGB/ha SF, un montant complémentaire est octroyé pour chaque vache allaitante primée.

Dans le cas où l'éleveur déclare plus de 15 UGB, l'absence de déclaration de surfaces entraîne systématiquement l'application du plafond de 15 UGB et exclut le producteur du bénéfice du complément extensification.

1.3. PÉRIODE DE DÉPÔT DES DEMANDES 1997.

Pour la campagne 1997, une *seule période* de dépôt des demandes de PMTVA est retenue pour l'ensemble des producteurs (producteurs traditionnels et producteurs détenant des troupeaux mixtes) :

- France métropolitaine à l'exception de la Corse : du 1er mars au 15 juin 1997 ;
- Corse : du 15 octobre au 15 novembre 1997.

Chaque producteur ne peut effectuer qu'une seule demande.

1.4. DATES DE PAIEMENT.

Délais de paiement : Les dossiers déposés en 1997 doivent être payés avant le 30 juin 1998. Une tolérance est toutefois admise par la Commission européenne(cf. § 7).

Date de paiement : le paiement ne peut intervenir qu'à l'issue de la période de 6 mois obligatoire de détention et pas avant le 1er novembre 1997.

Le versement du complément extensification ne pourra intervenir à partir du début de l'année 1998, dès lors que le nombre total de bovins (bovins mâles et vaches allaitantes) éligibles sera établi. Il ne pourra donc s'effectuer en même temps que le règlement de la prime de base lorsque celui-ci intervient en novembre 1997, décembre 1997 ou janvier 1998.

1.5. MONTANT DE LA PRIME EN 1997 (1).

1.5.1. Prime de base :

	Part communautaire	Part française 40 premières vaches	Part française vaches suivantes
MÉTROPOLE	957,82 F	199,56 F	39,93 F
CORSE ET HAINAUT	1 117,45 F	39,93 F	0

Pour les GAEC, le plafond de 40 vaches applicable à la part nationale est multiplié par le nombre d'associés éligibles du GAEC (nombre de parts "PAC").

1.5.2. Complément extensification :

Le complément de prime aux élevages extensifs (exploitations de moins de 1,4 UGB/Ha SF) financé uniquement par le FEOGA s'établit pour la campagne 1997 à :

- 343,73 F (52 écus) pour les exploitations dont le chargement est inférieur à 1 UGB/ha SF ;
- 237,96 F (36 écus) pour les exploitations dont le chargement se situe entre 1 UGB/ha SF inclus et 1,4 UGB/ha SF exclus.

(1) Sous réserve de parution de l'arrêté de campagne au journal officiel.

2. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE.

2.1. IMPUTATION BUDGÉTAIRE.

La prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes est imputée sur le chapitre 44-55 « Valorisation de la production agricole - orientation des productions », article de prévision 30 « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Cependant, pour éviter toute confusion entre les primes versées au titre de la campagne précédente et celles réglées au titre de la présente campagne, l'imputation des sommes mandatées s'effectue sur deux articles d'exécution :

- article 33 : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part nationale) - campagne de commercialisation 1997 :

paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.

- article 34 : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part communautaire) - campagne de commercialisation 1997 :

paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs traditionnels) (régime A) ;

paragraphe 16 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs de troupeaux mixtes) (régime B).

paragraphe 17 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification aux bénéficiaires traditionnels).

paragraphe 18 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification aux éleveurs de troupeaux mixtes).

paragraphe 19 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément pour les zones défavorisées : Corse - Hainaut - DOM).

2.2. FORME DES ENGAGEMENTS ET NATURE DU CONTRÔLE.

2.2.1. Contrôle financier déconcentré.

Ce type de dépenses fait l'objet d'un engagement spécifique soumis au visa individuel.

Toutefois, le montant de la PMTVA étant fixé par un arrêté contresigné par le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le contrôleur financier déconcentré peut autoriser un engagement global donnant lieu à examen global, comme le précise la lettre n° 1C.97.124 du 9 avril 1997 fixant la liste des catégories d'intervention susceptibles de faire l'objet d'engagements globaux.

2.2.2. Justification des engagements.

Compte tenu des conditions particulières de liquidation de cette dépense, il n'y a pas lieu de prévoir de justifications autres que celles qui sont établies pour le mandatement.

3. CONTRÔLE DU MANDATEMENT.

Le mandatement intervient sous forme de mandats pluri-créanciers à imputation multiple (articles d'exécution 33 (part nationale) et 34 (part communautaire) du chapitre 44-55) établis au nom de divers créanciers.

3.1. MODALITÉS DE CONTRÔLE.

Chaque agent doit disposer d'une liste des contrôles à effectuer sur les dossiers de PMTVA.

3.1.1. Composition du dossier.

Les pièces justificatives qui doivent accompagner le mandat sont la demande de chaque bénéficiaire accompagnée du relevé d'identité bancaire correspondant et les listages informatiques édités par la DDAF. Ceux-ci sont au nombre de quatre :

- la liste des créanciers ;
- l'état des données de chargement, c'est-à-dire les éléments de référence concernant chaque exploitation, nécessaires pour établir le nombre d'UGB-PMTVA primables et le chargement de l'exploitation ;
- le bordereau récapitulatif des paiements, détaillant par bénéficiaire le nombre de vaches primées au titre de la prime de base (part communautaire et part nationale) et du complément extensif, le cas échéant. Un bordereau distinct est établi pour les producteurs traditionnels et les éleveurs de troupeaux mixtes ;
- l'état reprenant le total général du mandatement, revêtu de la signature du DDAF et récapitulant les informations à communiquer mensuellement à l'ACCT (cf infra § 6.2.1.).

Dans l'hypothèse où certains listages sont communs à plusieurs mandats, ils doivent être joints au premier mandat et la référence à ce classement doit être portée sur les autres mandats.

Chaque mandat doit par ailleurs être appuyé d'un certificat de l'ordonnateur attestant que chacun des bénéficiaires en cause satisfait aux conditions posées par les textes relatifs à la prime versée et, notamment que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

Il est rappelé que toute altération sur les documents transmis par la DDAF (listage et demande d'aide) doit être certifiée par l'ordonnateur.

Les trésoreries générales peuvent également être destinataires d'états de prévisa.

3.1.2. Contrôles avant mise en paiement.

Ces contrôles s'inscrivent dans le cadre de dispositions des articles 12B et 13 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. En l'espèce, le contrôle de la validité de la créance porte sur les éléments suivants :

3.1.2.1. Présence de la demande de prime par le bénéficiaire.

La trésorerie générale doit être destinataire du volet n° 2.

L'imprimé doit être daté et signé par le demandeur. Dans le cas des GAEC et co-exploitants, l'imprimé doit être signé par chacun des membres ou associés et, pour les autres personnes morales, par le gérant ou le président.

L'imprimé doit être revêtu du cachet de la mairie, du visa du maire et de la date de dépôt de la demande.

Tout retard constaté dans le dépôt d'une demande est sanctionné conformément aux modalités décrites au point 2.2.1. de la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche jointe en annexe.

La liste des vaches déclarées peut être constituée par le listage préimprimé par la DDAF, le cas échéant, modifié ou complété par l'éleveur, certifié et daté par celui-ci.

3.1.2.2. Rapprochement entre les dossiers de demande et les éléments figurant sur l'état des données de chargement édité par la DDAF.

- Concordance des bénéficiaires entre les deux documents ;
- Concordance du nombre de vaches déclarées.

Les paramètres figurant sur l'état des données de chargement sont explicités en annexe n° 3. Il est précisé que cet état permet d'établir d'une part, le nombre d'UGB PMTVA primables, d'autre part, le facteur de densité de l'exploitation. Si celui-ci est strictement inférieur à 1,4 UGB/ha, le complément de prime aux élevages extensifs peut être versé.

Dans l'hypothèse où le versement du complément extensification est dissocié de celui concernant la prime de base, le dossier doit être appuyé d'un certificat de l'ordonnateur attestant, d'une part, de l'existence d'une demande d'aide par les éleveurs, d'autre part, de la production de celle-ci à l'appui du dossier relatif à la prime de base.

3.1.2.3. Contrôle de l'exactitude des éléments de liquidation.

Il est effectué *par sondage*, par application des barèmes de la campagne, au nombre d'UGB-PMTVA primables tel que défini supra.

Il porte sur les primes liquidées à taux plein et à taux réduit pour écart minime et/ou pour retard. Dans ce dernier cas, les pénalités sont décomptées conformément aux modalités décrites dans la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche respectivement aux points 3.7.3.3. et 2.2.1.

3.1.2.4. Vérification de l'existence du relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) et contrôle de l'acquit libératoire.

Il s'agit de vérifier la parfaite cohérence entre l'identification du demandeur et celle du titulaire du compte crédité. Elle suppose un rapprochement des nom, prénom et adresse, entre le RIB (ou RIP), la demande et les données saisies par le DDAF. Elle nécessite de disposer de RIB *complets*.

3.1.2.5. Contrôle de conformité.

Il est effectué entre le montant global du mandatement et celui figurant sur l'état édité par la DDAF.

3.2. LA MATÉRIALISATION DES CONTRÔLES.

Tous les contrôles effectués avant la mise en paiement par le comptable doivent être matérialisés par des signes apparents de pointage (marquage au crayon d'une couleur particulière par exemple).

L'identification de l'agent ayant procédé au contrôle (initiales de l'agent) doit être mentionnée.

Les états de préliquidation transmis par l'ordonnateur au comptable, avant l'émission du mandatement collectif, devront être revêtus d'un cachet de la trésorerie générale, tel que « vu, bon à payer », ainsi que le bordereau récapitulatif des paiements.

La liste des dossiers sélectionnés pour le contrôle de la liquidation devra être formalisée et figurée au dossier de paiement correspondant.

4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT.

4.1. LE SUPPORT DE PAIEMENT.

Le paiement de la part communautaire et du complément national fait l'objet d'un seul versement représentant la totalité des sommes dues sans arrondi au franc supérieur ou inférieur.

Le règlement s'exécute par virement conformément au protocole NDL.

L'utilisation de disquette de virement "HOPAYRA" est désormais formellement proscrite.

4.2. L'EXERCICE DE LA COMPENSATION LÉGALE.

Les comptables sont invités à appliquer la compensation légale de façon à éviter de verser une prime à un éleveur qui serait, par ailleurs, redevable d'une somme indûment perçue au titre de la PMTVA (cf § 5).

Cela suppose un *rapprochement préalable entre les services « dépense » et « recouvrement - produits divers »* à la connaissance duquel cette instruction doit impérativement être portée.

5. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES.

5.1. CONSTATATION DE LA CRÉANCE.

La constatation de la créance donne lieu à émission par l'ordonnateur de deux titres de perception exécutoires émis à l'encontre de chaque débiteur concerné.

Ces titres font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », spécification 811-91 pour la part nationale, principal, intérêts et pénalités s'y attachant, et *spécification 805-11 pour la part communautaire*, principal, intérêts et pénalités s'y attachant.

Pour satisfaire aux exigences communautaires en matière de restitutions d'information, chaque titre doit comporter les renseignements suivants :

- campagne de référence de l'aide indûment versée ;
- le nom du débiteur et son numéro d'identifiant (n° ADAGE) ;
- montant de l'aide indûment perçue (principal) ;
- montant des intérêts ;
- montant des pénalités ;
- nombre de vaches correspondant ;
- mesure concernée : prime de base, complément extensification, zones défavorisées (CORSE, HAINAUT, DOM) ;
- origine du reversement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

5.2. COMPTABILISATION DES REMBOURSEMENTS DE PRIMES INDÛMENT PERÇUES.

Les reversements de trop-perçus font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », spécification 811-91 pour la part nationale (principal, intérêts, pénalités), et *spécification 805-11 pour la part communautaire* (principal, intérêts, pénalités).

Il est précisé qu'en cas de paiement fractionné, les versements doivent être imputés prioritairement sur la part communautaire.

Par ailleurs, en l'absence d'émission de titre de perception concernant des reversements de PMTVA au cours d'une année, les comptables devront, en l'espèce, s'assurer auprès des DDAF de la normalité de la situation.

6. DISPOSITIONS COMPTABLES.

6.1. ACCORD MENSUEL AVEC L'ORDONNATEUR.

Un état de rapprochement mensuel établi par le DDA selon le modèle proposé par le ministère de l'agriculture et de la pêche repris en annexe 4, est transmis au comptable assignataire pour *accord et visa* avant le 5 de chaque mois.

Il porte d'une part, sur les montants imputés et payés sur le chapitre 44-55 articles 33 et 34 ainsi que sur le nombre de vaches primées, d'autre part, sur les reversements demandés.

6.2. CENTRALISATION DES INFORMATIONS.

6.2.1. Opérations de dépense.

L'attention des comptables est appelée sur la nécessité de transmettre à l'agence comptable centrale du Trésor (ACCT), *au plus tard le 3ème jour ouvrable de chaque mois*, les informations relatives aux primes payées au titre du mois écoulé sous forme de télécopie.

Il convient, pour ce faire, d'utiliser le modèle transmis d'une part, en annexe 5, d'autre part, par TEDECO, de façon à être renseigné par moyen bureautique par les trésoreries générales.

Ce document doit être servi avec le plus grand soin. Il répond aux impératifs de restitutions d'informations fixées par la réglementation communautaire et sert pour la déclaration mensuelle des dépenses au FEOGA.

Il doit notamment faire apparaître *le montant* des primes payées et *le nombre de droits à primes* correspondant.

Les dépenses déclarées au titre d'un mois doivent correspondre aux paiements effectivement réalisés au cours de ce mois.

Dans l'hypothèse où aucune dépense ne serait effectuée dans le mois, le même document devra être servi avec la mention néant et transmis à l'agence comptable centrale du Trésor pour confirmer les cumuls du mois précédent.

6.2.2. Opérations de recette.

Les comptables doivent également notifier par télécopie à l'agence comptable centrale du Trésor *au plus tard le 3ème jour ouvrable de chaque mois* les informations concernant les versements de PMTVA au moyen de l'état joint d'une part, en annexe 6, d'autre part, par TEDECO, de façon à être renseigné par moyen bureautique par les trésoreries générales.

Il doit en particulier, faire apparaître la campagne de référence, le montant de la part communautaire en distinguant :

- le principal ;
- les intérêts ;
- les pénalités ;
- le nombre de vaches correspondant ;
- la mesure concernée : prime de base, complément extensification ou zones défavorisées ;
- l'origine du versement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

7. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE).

La Commission européenne accepte au titre des dépenses remboursées par le FEOGA-Garantie celles payées en dépassement de délai, dans la limite d'un pourcentage de la dépense totale à payer au titre de chaque mesure. Sont en l'espèce concernées trois mesures :

- PMTVA, prime de base ;
- PMTVA, complément extensification ;
- PMTVA, zones défavorisées (Corse, HAINAUT, DOM).

En conséquence, les trésoriers-payeurs généraux sont autorisés à payer au-delà du 30 juin 1998 les dossiers de PMTVA déposés en 1997 qui n'ont pu être mis en paiement avant cette date, pour cas exceptionnels dûment motivés, et dans la limite de 3 % de la dépense payée au titre de chaque mesure de cette prime, dans chaque département pour la campagne 1997.

Au-delà de ce seuil, les dossiers doivent être transmis pour avis préalable, par les DDAF au ministère de l'agriculture et de la pêche. Celui-ci transmettra la demande au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction de la comptabilité publique, bureau C3), seul compétent pour accorder le paiement à titre dérogatoire.

8. AUDIT INTERNE.

Les dispositions communautaires relatives à la réforme de l'apurement des comptes du FEOGA-Garantie prévoit la mise en place d'une fonction d'audit interne.

A ce titre, une charte de l'audit interne spécifique aux procédures relevant du FEOGA-Garantie a, par ailleurs, été élaborée et portée à la connaissance des trésoriers-payeurs généraux par lettre CD-3151 du 19 juin 1997 (copie en annexe 7).

Cette charte sera complétée par un guide de vérification spécifique à l'audit interne.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau C3 (01-40-24-83-56).

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C,

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Règlement communautaire (CEE) n° 3886/92 de la Commission au 23 décembre 1992, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2311/96 de la Commission du 2 décembre 1996.

établissant modalités d'application relatives aux régimes de primes prévus par le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1244/82 et (CEE) n° 714/89

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2066/92⁽²⁾, et notamment son article 4b paragraphe 8, son article 4c paragraphe 4, son article 4d paragraphes 6 et 8, son article 4e paragraphes 1 et 5, son article 4f paragraphe 4, son article 4g paragraphe 5, son article 4h paragraphe 2, son article 4i paragraphe 4 et son article 4k paragraphe 2,

considérant que les régimes de prime visés aux articles 4a à 4h du règlement (CEE) n° 805/68 tombent dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, du 27 novembre 1992, établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires⁽³⁾ (dénommé ci-après « système intégré »); qu'il convient, en conséquence, de limiter les dispositions du présent règlement à régler les questions non encore résolues de manière horizontale dans le cadre dudit système intégré;

considérant qu'il est opportun de prévoir que le document administratif prévu par l'article 4b paragraphe 7 du règlement (CEE) n° 805/68 pour la gestion de la prime spéciale soit conçu et établi, en principe, au niveau national; que, afin de tenir compte des conditions spécifiques de gestion et de contrôle dans les États membres, il y a lieu d'admettre de différentes sous-formes de documents administratifs; que, au cas où un animal est expédié d'un État membre vers un autre, le suivi fiable de celui-ci requiert toutefois la délivrance d'un document administratif d'échange qui doit être uniforme pour toute la Communauté;

considérant qu'il est indiqué de préciser que l'octroi de la prime spéciale est subordonné au respect des dispositions en matière de documents administratifs et d'identification des animaux; qu'il résulte de l'objectif tant du plafond régional que du facteur de densité que les animaux affectés par l'application desdits instruments ne peuvent plus faire l'objet d'une demande de prime spéciale au titre de la même tranche d'âge; que, en vue notamment de la prime à la désaisonnalisation, il convient de considérer

ces animaux comme ayant été admis au bénéfice de la prime;

considérant que, compte tenu de l'expérience acquise, il est opportun de définir les mêmes périodes d'octroi de la prime spéciale lors de l'abattage que dans le régime précédent; que, afin de tenir compte de l'élément nouveau des deux tranches d'âge, il s'avère toutefois nécessaire de prévoir deux options d'octroi distinctes; que le choix de l'option A présuppose une structure stable de production, notamment en ce qui concerne la présence des animaux auprès de leurs détenteurs; que les particularités de chacune des deux options rend respectivement nécessaire et approprié de déroger à certaines dispositions applicables dans le régime général;

considérant que les problèmes spécifiques de contrôle liés au dépôt des demandes après l'issue de la période de rétention requièrent des précautions particulières comme notamment une déclaration de participation préalable, des exigences complémentaires quant au contenu de la demande et aux preuves à y joindre ainsi que des obligations particulières d'enregistrement des animaux;

considérant que les conditions d'octroi de la prime à la désaisonnalisation doivent être précisées en sorte que cette prime puisse être pleinement opérationnelle dès l'année 1993 conformément à l'article 4c paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68;

considérant que la notion de vache allaitante doit être précisée conformément à l'article 4d paragraphe 8 deuxième tiret; que, à cet égard, il y a lieu de retenir les mêmes races que sous le régime précédent, à l'exception de deux races qui, jusqu'à présent, n'ont pas été considérées comme vaches allaitantes; que, en outre, il est opportun pour l'essentiel de continuer à appliquer les règles de gestion qui déjà étaient valables dans l'ancien régime à la vache allaitante, notamment en ce qui concerne le rendement laitier moyen et la prime nationale complémentaire;

considérant que, en vue de la mise en œuvre du régime de plafonds individuels tel qu'il a été instauré par les nouveaux articles du règlement (CEE) n° 805/68, il y a lieu de préciser les règles relatives à la détermination et à la communication aux producteurs desdits plafonds; que, en outre, certains termes doivent être définis afin de rendre lesdites dispositions opérationnelles;

considérant que, compte tenu de l'effet régulateur sur le marché du régime de plafonds individuels, il convient de prévoir le reversement à la réserve nationale de droits à la prime qui n'ont pas été utilisés par leur titulaire pendant

(¹) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

(²) JO n° L 215 du 30. 7. 1992, p. 49.

(³) JO n° L 355 du 5. 12. 1992, p. 1.

ANNEXE N° 1 (suite)

une certaine période, qu'il est de même indiqué de prendre des mesures appropriées pour assurer que les droits attribués gratuitement par la réserve nationale soient utilisés par les bénéficiaires strictement aux fins prévues ;

considérant que la mise en œuvre uniforme des dispositions relatives au transfert et à la cession temporaire de droits présuppose la détermination de certaines règles administratives ; que, afin d'éviter un surcroît de travail administratif, il convient de fixer le nombre minimal de droits pouvant être transférés et cédés temporairement à un niveau suffisamment élevé, tout en tenant compte de la situation particulière des petits producteurs ;

considérant que ces règles doivent également éviter que ne soit transgressée l'obligation prévue à l'article 4e paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68 de céder, lors de chaque transfert de droits sans transfert d'exploitation, un certain pourcentage des droits transférés à la réserve nationale ; que, en outre, il y a lieu de prévoir que la cession temporaire soit limitée dans le temps afin d'éviter un détournement des règles relatives aux transferts ;

considérant qu'il y a lieu d'assimiler à un transfert d'exploitation le cas particulier d'un producteur qui n'exploite que des terrains à caractère public ou collectif et qui transfère tous ses droits à un autre producteur, en cessant sa production ;

considérant que l'application d'un système administratif de transfert dans lequel tous les transferts de droits sans transfert d'exploitation sont opérés par l'intermédiaire de la seule réserve nationale requiert l'établissement d'un certain cadre juridique visant à conserver la cohérence économique par rapport au système du transfert direct de droits entre producteurs ; qu'il convient notamment de prévoir des critères objectifs pour la détermination du montant à payer par la réserve nationale au producteur ayant transféré des droits ainsi que de celui à payer par le producteur qui recevra des droits équivalents à partir de la réserve nationale ;

considérant que la possibilité de choisir l'année 1990 ou 1991 comme année de référence conduit à des problèmes de transition qui doivent être réglés ; que, tout en assurant que le nombre total de droits existants ne soit pas augmenté au-delà du nombre de droits acquis et/ou potentiels correspondant à l'année de référence choisie, il y a lieu de prévoir l'attribution initiale de droits à certains producteurs se trouvant dans des situations bien spécifiées ; que, afin de tenir compte des circonstances exceptionnelles ayant conduit à ce qu'un producteur n'a pas

demandé la prime pour l'année ou les années suivant l'année de référence, tout en ayant obtenu la prime pour l'année de référence, il y a lieu de prévoir la possibilité pour ce producteur de recevoir des droits de la réserve nationale ; que, en outre, conformément au principe de la confiance légitime, il est nécessaire de prévoir, sous forme d'attribution de droits supplémentaires, une compensation au producteur dont le plafond individuel n'atteint pas son niveau normal, en raison de sa participation à un programme communautaire d'extensification ;

considérant que les îles Canaries ne sont soumises aux dispositions de la politique agricole commune, notamment notamment à celles du régime de prime à la vache allaitante, que depuis le 1^{er} juillet 1992 ; que, pour cette raison, les plafonds individuels des producteurs situés dans ce territoire ne peuvent pas être établis par référence aux primes accordées au titre de l'année de référence ; que, afin de rester cependant le plus proche possible de la situation économique dans l'année de référence, il convient de déterminer les plafonds individuels sur la base et dans la limite du cheptel recensé dans ce territoire dans l'année de référence et en tenant compte des primes octroyées aux producteurs au titre de l'année 1992 ;

considérant que le passage entre le système existant au moment de l'entrée en vigueur du règlement (CEE) n° 2066/92 et le système des plafonds individuels peut entraîner, dans certains États membres, des problèmes particuliers, liés aux transferts des droits à la prime par les producteurs qui ne sont pas propriétaires des surfaces occupées par leurs exploitations ; qu'il y a lieu, pour le bon fonctionnement du marché, de prévoir que ces États membres prennent les mesures appropriées afin de résoudre ces problèmes tout en respectant le lien entre producteur et droits à la prime tel qu'il résulte du régime établi par les articles 4d à 4f du règlement (CEE) n° 805/68 ;

considérant qu'il est nécessaire de déterminer le mode de calcul pour le facteur de densité ; que, pour simplifier l'application pratique dudit facteur, il y a lieu de fixer une date fixe pour la prise en considération de la quantité de référence de lait ;

considérant que les régimes de primes spéciales et à la vache allaitante sont basés sur l'année civile comme période de référence ; qu'il est donc nécessaire de fixer la date déterminant l'imputation des éléments à prendre en considération pour l'application desdits régimes ; que, à cet égard et afin d'assurer une gestion efficace et cohérente, il convient de choisir la date de dépôt de la demande ;

ANNEXE N° 1 (suite)

considérant que, aux fins de l'application de la prime de transformation, certains termes doivent être précisés ainsi que les modalités relatives au dépôt des demandes ; que, afin de mener un contrôle efficace et simple à la fois des opérations de transformation, il y a lieu de prévoir la possibilité pour les États membres de désigner les établissements admis et de spécifier les jours de transformation ;

considérant qu'il faut éviter des abus du régime de prime de transformation ; que, à cet effet, il y a lieu de définir les conditions pour l'octroi de la prime et d'exclure du bénéfice de celui-ci notamment les animaux importés et présentant des anomalies ; qu'il convient également de spécifier les obligations de contrôle des États membres ;

considérant que, aux fins du suivi des mesures prises dans le cadre de la réforme des régimes de primes dans le secteur de la viande bovine, la Commission a besoin d'être pleinement informée des mesures de mise en œuvre prises par les États membres ainsi que des résultats quantitatifs de l'application desdits régimes ; qu'il y a donc lieu de prévoir toute une série d'obligations de communication de la part des États membres ;

considérant que le passage des régimes préexistants aux nouveaux régimes de prime entraîne de nombreuses difficultés administratives et pratiques pour les États membres ; que, afin de leur faciliter ce passage, il convient de prévoir certaines dispositions transitoires ; qu'il est notamment indiqué de ne pas exclure les bovins mâles, ayant déjà bénéficié de la prime spéciale en vertu de l'ancien régime, entièrement du bénéfice de la prime en vertu de l'article 4b du règlement (CEE) n° 805/68 ; qu'il convient en outre d'admettre certains assouplissements quant à l'identification et à l'enregistrement des animaux, compte tenu du fait que les mécanismes y relatifs prévus dans le cadre du système intégré ne seront opérationnels qu'après l'entrée en vigueur du présent règlement ;

considérant que, aux fins de l'application du plafond régional aux îles Canaries, il convient de prévoir des dispositions analogues à celles arrêtées dans le cadre du plafond individuel dans le domaine de la prime à la vache allaitante ;

considérant que la nouvelle définition de la vache allaitante exclut certaines races du bénéfice de la prime qui étaient admises auparavant ; que, afin d'éviter que les producteurs concernés ne subissent des pertes inéquitables et pour faciliter la conversion de leurs troupeaux, il est indiqué, pour une période transitoire portant sur les années 1993 et 1994, de continuer à admettre ces races au bénéfice de la prime, tout en établissant des conditions strictes pour cette dérogation ;

considérant qu'il convient d'abroger les règlements (CEE) n° 1244/82⁽¹⁾ et (CEE) n° 714/89⁽²⁾ ;

considérant que le comité de gestion de la viande bovine n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A ARRETE LE PRESENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le présent règlement établit les modalités d'application des régimes de primes visés aux articles 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j et 4k du règlement (CEE) n° 805/68, sans préjudice des dispositions arrêtées dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (dénommé ci-après « système intégré ») prévu par le règlement (CEE) n° 3508/92.

CHAPITRE PREMIER

PRIME SPÉCIALE

[Article 4b du règlement (CEE) n° 805/68]

Section 1

Régime général

Article 2

Demandes⁽¹⁾

1. En complément aux exigences prévues dans le cadre du système intégré, chaque demande d'aides « animaux » (dénommé ci-après « demande ») comporte :

- a) la ventilation du nombre d'animaux par tranche d'âge ;
- b) les références aux documents administratifs, accompagnant les animaux faisant l'objet de la demande.

2. Ne peuvent faire l'objet d'une demande que des animaux qui à la date initiale de la période de rétention :

- ont au moins huit et au plus vingt mois pour la tranche d'âge unique
- ou
- dans le cas des bovins mâles castrés, ont au moins huit et au plus vingt mois pour la première tranche d'âge, ou ont au moins vingt et un mois pour la seconde tranche d'âge.

Article 3

Documents administratifs

1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour assurer que chaque animal soit suivi, au plus tard à partir de la première demande de prime, d'un document

⁽¹⁾ Voir article 6 paragraphe 1 du projet de règlement du Conseil sur le système intégré. Les autres éléments de la demande sont spécifiés dans les modalités d'application du système intégré.

⁽¹⁾ JO n° L 143 du 20. 5. 1982, p. 20.

⁽²⁾ JO n° L 78 du 21. 3. 1989, p. 38.

(1) Rgt. N° 2311/96

Applicat. au 1/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

administratif national. Ce document doit notamment permettre d'assurer que ne soit octroyée qu'une seule prime par animal et par tranche d'âge.

2. Les États membres peuvent prévoir que le document administratif national soit constitué :

- sous forme d'un document accompagnant chaque animal individuel,
- sous forme d'un *listing* global, tenu par le producteur et reprenant toutes les données prévues pour le document administratif, à condition que les animaux concernés restent, à partir du dépôt de la première demande, auprès du même producteur jusqu'à leur mise sur le marché en vue de leur abattage,
- sous forme d'un *listing* global, tenu par l'autorité centrale et reprenant toutes les données prévues pour le document administratif, à condition que l'État membre ou la région d'État membre ayant recours à cette possibilité procède à des contrôles sur place de tous les animaux faisant l'objet d'une demande, à des contrôles des mouvements de ces animaux ainsi qu'à un marquage indéniable (perforation de l'oreille) de chacun des animaux contrôlés et que les producteurs sont obligés à tolérer.

Les États membres qui décident d'avoir recours à une de ces possibilités en informent la Commission en temps utile et lui communiquent leurs dispositions d'application y relatives. Pour l'application du présent paragraphe, ne sont considérées comme « région d'État membre » que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

3. Pour chaque animal susceptible de bénéficier d'une prime et qui fait l'objet d'un échange intracommunautaire, l'État membre de provenance délivre, sur demande à présenter avant l'échange, un document administratif d'échange dont le modèle figure à l'annexe I.

Sur la base du document administratif d'échange, l'État membre d'arrivée délivre, sur demande, un document administratif national.

Toutefois, au cas où le document administratif national d'un État membre correspond entièrement au modèle précité, il peut être utilisé directement en tant que document administratif d'échange, à condition qu'il soit intitulé ainsi.

4. Les États membres se prêtent assistance mutuelle en vue d'assurer un contrôle efficace de l'authenticité des documents administratifs d'échange présentés.

Article 4

Période de rétention

La durée de la période de rétention est de deux mois à compter du jour suivant celui du dépôt de la demande.

(1)

Toutefois, les États membres peuvent prévoir que d'autres dates initiales puissent être déterminées par le producteur, à condition que celles-ci n'interviennent pas plus tard que deux mois après la date du dépôt de la demande.

Article 5

Plafond régional

1. Au cas où l'application de la réduction proportionnelle conduit à un nombre non entier d'animaux éligibles, il est octroyé pour la partie décimale une fraction correspondante du montant unitaire de la prime. À cet égard, il n'est tenu compte que de la première décimale.

2. Les États membres communiquent à la Commission :

a) au plus tard le 30 juin 1993 :

- les régions déterminées,
- le nombre de bovins mâles par région constituant le plafond régional ;

b) au plus tard le 30 juin de chaque année civile, le nombre des animaux ventilé par tranche d'âge pour lesquels la prime spéciale n'a pas été octroyée au titre de l'année civile précédente en raison de l'application du plafond régional.

Article 6

Plafond individuel

Avant de procéder à l'attribution de plafonds individuels, les États membres en informent la Commission en signalant les critères établis à cet égard.

Article 7

Octroi de la prime

1. Ne sont pris en considération pour l'octroi de la prime :

- que les animaux qui sont suivis de leur document administratif national
- et
- qui sont dûment identifiés conformément aux dispositions nationales et communautaires applicables en la matière.

2. Les animaux qui n'ont pas été admis au bénéfice de la prime, soit en raison de l'application de la réduction proportionnelle visée à l'article 4b paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68, soit en raison de l'application du facteur de densité, ne peuvent plus faire l'objet d'une demande au titre de la même tranche d'âge, et sont réputés avoir reçu la prime.

ANNEXE N° 1 (suite)

Section 2

Octroi de prime lors de l'abattage
[Article 4b paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 805/68]

Article 8

Mode d'octroi

- (1) « Article 8
(3) Mode d'octroi
1. Les États membres peuvent décider d'octroyer la prime spéciale lors de l'abattage ou lors de la première mise sur le marché des animaux en vue de leur abattage par l'octroi au titre de la tranche d'âge unique ou, dans le cas des bovins mâles castrés, de la première ou de la seconde tranche d'âge et par l'octroi groupé au titre des deux tranches d'âge ensemble, à condition que leur structure de production le permette. »

2. Les États membres ayant décidé d'octroyer la prime spéciale selon le système prévu au paragraphe 1 prévoient que la prime soit octroyée également lors de l'expédition d'animaux éligibles vers un autre État membre ou lors de leur exportation vers un pays tiers.

3. Par dérogation aux dispositions des articles 2, 3 et 4, dans le cas d'application du système prévu au paragraphe 1, l'octroi de la prime est subordonné au respect des dispositions suivantes. »

Article 9

Déclaration de participation

Pour bénéficier de la prime au titre d'une année civile, chaque producteur dépose avant le dépôt de la première demande au titre de la même année civile, une déclaration de participation.

Cette déclaration comporte :

- le nom et l'adresse du producteur,
- une indication approximative du nombre d'animaux pour lequel il envisage de demander la prime au titre de l'année civile concernée.

« Toutefois, lorsque le producteur ne souhaite pas apporter des modifications dans sa déclaration de participation, l'État membre peut admettre la continuation de la validité de la déclaration déposée précédemment. »

Article 10

Demande

- (2) 1. La demande d'aide « animaux » est déposée au plus tard six mois après l'abattage ou la première mise sur le marché de l'animal. En cas d'expédition vers un autre État membre ou d'exportation de l'animal vers un pays tiers, la demande est déposée avant sa sortie du territoire de l'État membre concerné.

Les États membres peuvent admettre que la demande puisse être introduite par l'intermédiaire d'une personne autre que le producteur. Dans ce cas, le nom et l'adresse du producteur susceptible de bénéficier de la prime doivent y être indiqués.

2. En complément aux exigences prévues dans le cadre du système intégré, chaque demande comporte :

- a) dans le cas de l'octroi lors de l'abattage, une attestation de l'abattoir certifiant :

- le nom et l'adresse de l'abattoir,
- la date d'abattage, les numéros d'identification et les numéros d'abattage des animaux,
- que le poids de la carcasse est égal ou supérieur à 200 kilogrammes.

L'État membre procède à un contrôle régulier et inopiné de l'exactitude des attestations délivrées ;

- b) dans le cas de la première mise sur le marché :

- le nom et l'adresse de l'acheteur,
- les numéros d'identification des animaux,
- une déclaration que le poids vif de l'animal est égal ou supérieur à 370 kilogrammes ;

- c) dans le cas de l'expédition de l'animal vers un autre État membre ou de son exportation vers un pays tiers :

- le nom et l'adresse de l'expéditeur ou de l'exportateur,
- les numéros d'identification des animaux,
- une déclaration que l'animal a atteint au moins l'âge de dix mois.

Sans préjudice de l'article 15 point a), la demande est accompagnée du document administratif national.

3. Dans le cas de l'expédition vers un autre État membre ou de l'exportation vers un pays tiers, la preuve de l'expédition ou de l'exportation de l'animal visée à l'article 13 est déposée dans un délai de trois mois suivant la date de sa sortie du territoire de l'État membre concerné. (2)

Article 11

Abattage

Dans le cas de l'octroi de la prime lors de la première mise sur le marché, les animaux doivent être abattus dans les quinze jours à compter de la date de leur première mise sur le marché.

Les États membres s'assurent que cette obligation est respectée.

Article 12

Poids et présentation de la carcasse

1. Le poids de carcasse est établi sur la base d'une carcasse satisfaisant aux exigences définies à l'annexe III du règlement (CEE) n° 859/89 de la Commission (1).

Si la présentation de la carcasse diffère de ladite définition, les coefficients de correction figurant à l'annexe du règlement (CEE) n° 563/82 de la Commission (2) sont applicables.

(1) JO n° L 91 du 4. 4. 1989, p. 5.

(2) JO n° L 67 du 11. 3. 1982, p. 23.

ANNEXE N° 1 (suite)

2. Lorsque l'abattage est effectué dans un abattoir qui n'est pas soumis à l'application de la grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins, l'État membre peut admettre que le poids soit établi sur la base du poids vif de l'animal abattu. Dans ce cas, le poids de carcasse est considéré comme dépassant 200 kilogrammes si le poids vif de l'animal abattu a été supérieur à 370 kilogrammes.

Article 13

Expédition ou exportation

1. En ce qui concerne l'expédition d'un animal vers un autre État membre, la preuve de l'échange est apportée à l'aide d'une déclaration de l'expéditeur indiquant notamment la destination de l'animal.

2. En ce qui concerne l'exportation, la preuve de la sortie du territoire douanier de la Communauté est apportée comme en matière de restitution à l'exportation.

Article 14

Registre

Sans préjudice des exigences prévues dans le cadre du système intégré, chaque bovin mâle présent sur l'exploitation doit être inscrit moyennant son numéro d'identification dans le registre particulier du producteur dès le troisième jour suivant celui de son arrivée sur l'exploitation au plus tard.

Article 15

« Particularités du système d'octroi »

« Dans le cas de l'application du système d'octroi prévu dans la présente section : »

- a) les États membres peuvent suspendre l'application du document administratif national. Dans ce cas, ils prennent les mesures nécessaires pour éviter le double octroi de la prime au titre de la même tranche d'âge pour des animaux ayant fait l'objet d'un échange intracommunautaire ;
- b) les États membres prévoient l'octroi de la prime au titre de la seconde tranche d'âge pour les bovins mâles castrés qui, après avoir atteint l'âge de dix-neuf mois, ont fait l'objet d'un échange intracommunautaire ;
- c) la période de rétention est :

— de deux mois avant l'abattage ou de la première mise sur le marché des animaux faisant l'objet d'une demande au titre de la tranche d'âge unique ou, dans le cas des bovins mâles castrés, de la première ou seconde tranche d'âge ; s'agissant des bovins mâles castrés, ne sont pris en considération que les animaux qui, à la date initiale de la période de rétention, tombent dans les

fourchettes d'âge prévues à l'article 2 paragraphe 2. Toutefois, pour les animaux ayant plus de vingt-deux mois lors de l'abattage, les États membres prévoient l'octroi de la prime au titre de la première tranche d'âge, lorsque ces animaux ont été retenus par le même producteur pendant une période minimale de deux mois, à compter de l'âge de vingt mois, jusqu'à leur abattage ou leur première mise sur le marché,

— de quatre mois à partir du premier jour du vingtième mois de la vie des bovins mâles castrés faisant l'objet d'une demande groupée au titre des deux tranches d'âge ;

d) dans le cadre du calcul du facteur de densité, chaque animal faisant l'objet d'une demande groupée au titre des deux tranches d'âge est pris en compte deux fois.

~~Article 16~~

Article 17

Octroi et versement de la prime

La prime est octroyée et versée au producteur qui a introduit la demande ou qui y est indiqué.

Article 18

Communication

Les États membres communiquent à la Commission, avant le début de l'année civile concernée, leur décision d'appliquer le système d'octroi prévu dans la présente section et les modalités y relatives. »

CHAPITRE II

PRIME À LA DÉSAISONNALISATION

[Article 4c du règlement (CEE) n° 805/68]

Article 19

Application de la prime

La Commission décide, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année civile, dans quels États membres la prime à la désaisonnalisation peut être octroyée au titre de l'année civile suivante. En ce qui concerne l'année civile 1993, la Commission décide le « 28 février 1993 » au plus tard.

Article 20

Droit à la prime

1. La prime ne peut être octroyée que pour les bovins qui ont déjà bénéficié de la prime spéciale dans un État membre appliquant la prime à la désaisonnalisation, soit en vertu de l'ancien article 4 bis du règlement (CEE) n° 805/68, soit en vertu de l'article 4b dudit règlement, et qui sont abattus dans un État membre appliquant la prime à la désaisonnalisation.

2. Ne peut bénéficier de la prime que le producteur qui a détenu l'animal en dernier lieu avant son abattage.

ANNEXE N° 1 (suite)

Article 21

Demande de prime

1. Le producteur introduit sa demande auprès de l'autorité compétente de l'État membre dans le territoire duquel son exploitation est située.

2. Chaque demande comporte une attestation de l'abattoir certifiant :

- a) le nom et l'adresse de l'abattoir où les animaux déclarés ont été abattus ;
- b) les numéros d'identification et d'abattage des animaux, et leur date d'abattage.

• La demande est accompagnée des documents administratifs nationaux, sauf pour les animaux ayant donné lieu à l'octroi de la prime spéciale exclusivement en vertu de l'ancien article 4 bis du règlement (CEE) n° 805/68 et dans les cas des États membres appliquant l'article 15 point a) du présent règlement. •

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour vérifier que l'octroi de la prime spéciale a eu lieu et procèdent à un contrôle régulier et inopiné de l'exactitude des attestations susvisées.

CHAPITRE III

PRIME À LA VACHE ALLAITANTE

[Article 4d du règlement (CEE) n° 805/68]

Section 1

Régime général

Article 22

Vaches à orientation « viande »

Ne sont pas considérées comme vaches appartenant à une race à orientation « viande » au sens de l'article 4a troisième tiret du règlement (CEE) n° 805/68, les vaches appartenant aux races bovines indiquées à l'annexe II du présent règlement.

Article 23

Période de rétention

La période de rétention de six mois visée à l'article 4d paragraphes 5 et 6 du règlement (CEE) n° 805/68 commence le jour suivant celui du dépôt de la demande.

Article 24

Demande

1. En complément aux exigences prévues dans le cadre du système intégré, lorsque la prime est demandée au titre de l'article 4d paragraphe 6 du règlement (CEE) n°

805/68, la demande d'aides « animaux » (dénommée ci-après « demande ») comporte :

- a) une déclaration indiquant la quantité de référence individuelle de lait attribuée au producteur au début de la période de douze mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire qui commence dans l'année civile concernée. Au cas où cette quantité n'est pas connue à la date du dépôt de la demande, elle est communiquée à l'autorité compétente dès que possible et
- b) l'engagement du producteur de ne pas augmenter sa quantité de référence individuelle au-delà du plafond réglementaire pendant la période de douze mois à partir du dépôt de la demande.

2. Sans préjudice de l'article 41 paragraphe 2 point a), des demandes peuvent être introduites à l'intérieur d'une période globale de six mois au cours d'une année civile, à déterminer par l'État membre.

Article 25

Rendement laitier moyen

Le rendement laitier moyen est calculé sur la base des rendements moyens figurant à l'annexe III du présent règlement. Toutefois, les États membres peuvent utiliser pour ce calcul un document reconnu par les États membres certifiant le rendement moyen du troupeau laitier du producteur.

Article 26

Prime nationale complémentaire

1. Une prime nationale complémentaire ne peut être octroyée que :

- au producteur qui, au titre de la même année civile, bénéficie de la prime à la vache allaitante communautaire et
- dans la limite du nombre d'animaux admis au bénéfice de cette prime.

2. Les États membres peuvent déterminer des conditions supplémentaires pour l'octroi de la prime complémentaire. Ils en informent la Commission en temps utile avant que ces conditions ne soient mises en application.

3. La Commission décide, au plus tard le 1^{er} août de chaque année civile, quels sont les États membres qui remplissent les conditions visées à l'article 4d paragraphe 7 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 805/68 pour le cofinancement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) de la prime nationale complémentaire. En ce qui concerne l'année civile 1993, la Commission décide le 15 mai 1994 au plus tard. »

(2)

(1) Rgt. N° 538/93
(2) Rgt. N° 1034/94

ANNEXE N° 1 (suite)

<p style="text-align: center;">Section 2</p> <p style="text-align: center;">Plafond individuel, réserves, transferts</p> <p style="text-align: center;">[Articles 4d, 4e et 4f du règlement (CEE) n° 805/68]</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p style="text-align: center;">Plafond individuel</p> <p>1. Les États membres déterminent pour chaque producteur un plafond individuel dans les conditions établies à l'article 4d paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) n° 805/68.</p> <p>2. À ces fins, il est tenu compte du nombre de vaches allaitantes admises au bénéfice de la prime au titre de la période de dépôt de demandes visées à l'article 1^{er} paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1244/82 qui a commencé dans l'année de référence choisie.</p> <p>3. Il est communiqué dès que possible et au plus tard le 31 octobre 1993 à chaque producteur le montant de son plafond individuel, en ce compris les droits additionnels alloués conformément à l'article 4d paragraphe 6 troisième alinéa du règlement (CEE) n° 805/68. Dans le cas où le nombre de primes à verser au titre de l'année de référence n'est pas encore définitivement établi par suite d'un litige entre le producteur et l'autorité compétente, la communication peut se référer à un plafond individuel provisoire.</p> <p>4. Le producteur qui, en raison de son exclusion du bénéfice de la prime par suite de l'application de l'article 4 bis paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 1244/82, n'a pas demandé la prime :</p> <ul style="list-style-type: none"> — pour l'année de référence, est considéré comme ayant bénéficié de la prime pour le nombre d'animaux éligibles constaté lors du contrôle ayant donné lieu à l'application de ladite disposition, — pour une des années suivant l'année de référence et allant jusqu'à 1992 incluse, est considéré comme ayant déposé une demande pour le nombre d'animaux éligibles constaté lors du contrôle ayant donné lieu à l'application de ladite disposition. <p style="text-align: center;">Article 28</p> <p style="text-align: center;">Définitions</p> <p>Pour l'application de l'article 4d paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68 :</p> <p>a) est considérée comme « l'année de référence la plus proche » l'année de référence la plus proche à la fois à l'année de référence choisie et à l'année 1993 dans laquelle les circonstances invoquées n'existaient pas ;</p> <p>b) sont susceptibles d'être considérées comme « circonstances naturelles » les circonstances ayant donné lieu à l'application de l'article 4 bis paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1244/82, ainsi que les circonstances suivantes, à condition que celles-ci aient eu lieu avant « le dépôt » de la demande ou avant la date limite</p>	<p>pour « le dépôt » des demandes de prime au titre de l'année de référence et qu'elles soient reconnues par l'autorité compétente :</p> <ul style="list-style-type: none"> — une catastrophe naturelle grave ayant affecté de façon importante l'exploitation du producteur, — la destruction accidentelle des ressources fourragères ou des bâtiments du producteur destinés à l'élevage de son troupeau de vaches allaitantes, — une épizootie ayant mené à l'abattage d'au moins la moitié du troupeau de vaches allaitantes du producteur. <p style="text-align: center;">Article 29</p> <p style="text-align: center;">Communications</p> <p>Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 31 août 1993 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la somme totale des plafonds individuels, ventilée par type de région (défavorisée et non défavorisée) ; la Commission compare cette somme avec le résultat des primes octroyées, suite à des demandes jugées recevables au titre de l'année de référence, — le nombre de droits à la prime supplémentaires accordés aux producteurs en vertu de l'article 4d paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68, en spécifiant le type de circonstances naturelles invoquées, — le nombre de droits additionnels alloués aux producteurs en vertu de l'article 4d paragraphe 6 troisième alinéa du règlement (CEE) n° 805/68. <p style="text-align: center;">Article 30</p> <p style="text-align: center;">Réserves nationales</p> <p>1. Les États membres informent la Commission au plus tard le 31 décembre 1992 du pourcentage de réduction retenu en application de l'article 4f paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68.</p> <p>2. Les États membres informent la Commission à partir de l'année civile 1994 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — au plus tard le 30 avril de chaque année civile du nombre de droits à la prime ayant été cédés sans compensation à la réserve nationale suite à des transferts de droits sans transfert d'exploitation au cours de l'année civile précédente, — au plus tard le 30 avril de chaque année civile du nombre de droits à la prime accordés en vertu de l'article 4f paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 805/68 au cours de l'année civile précédente, — au plus tard le 30 avril de chaque année civile du nombre total des droits à la prime accordés aux producteurs des zones défavorisées à partir de la réserve additionnelle au cours de l'année civile précédente.
--	---

(1) Rgt. N° 538/93

ANNEXE N° 1 (suite)

Droits additionnels

1. Chaque producteur susceptible de bénéficier de la prime à la vache allaitante au titre de l'année 1993, en vertu de la disposition de l'article 4d paragraphe 6 premier alinéa du règlement (CEE) n° 805/68 peut introduire pendant une période à déterminer par l'État membre à l'intérieur de la période allant du 15 février au 15 mai, une demande d'attribution de droits additionnels au sens de la disposition de l'article 4d paragraphe 6 troisième alinéa. Cette demande comporte toute information nécessaire et notamment :

- le nom et l'adresse du producteur,
- le nombre de droits additionnels à la prime dont l'attribution est demandée,
- une déclaration du producteur d'avoir maintenu, à partir du 1^{er} janvier 1993, un nombre de vaches allaitantes éligibles égal au nombre des droits additionnels demandés et des droits à la prime déjà acquis conformément à l'article 4d paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) n° 805/68,
- l'engagement du producteur de maintenir le nombre de vaches visé au troisième tiret jusqu'au 30 juin 1993 inclus,
- une déclaration indiquant la quantité de référence individuelle de lait attribuée au producteur au début de la période de douze mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire qui commence dans l'année civile 1993. Au cas où cette quantité n'est pas connue à la date du dépôt de la demande, elle est communiquée à l'autorité compétente dès que possible.

2. Les demandes sont soumises à des mesures de gestion et de contrôle analogues à celles prévues par le règlement (CEE) n° 3887/92 de la Commission⁽¹⁾. Lorsqu'il est constaté que le nombre d'animaux maintenu dépasse le nombre d'animaux effectivement constaté, le nombre des droits demandés est éduit moyennant les pourcentages prévus à l'article 9 du règlement précité.

⁽¹⁾ JO n° L 391 du 31. 12. 1992, p. 36.

Article 31

Zones défavorisées

Pour l'application de l'article 4f paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68 et des dispositions du présent règlement est considéré comme producteur en zone défavorisée, tout producteur de viande bovine :

- dont l'exploitation se situe dans les zones définies en application de l'article 3 de la directive 75/268/CEE du Conseil⁽¹⁾
- ou

— dont au moins 50 % de la superficie agricole utilisée de l'exploitation au sens de l'article 5 point b) du règlement (CEE) n° 571/88 du Conseil⁽²⁾ se trouvent dans lesdites zones et sont utilisés pour la production bovine.

Article 32

Droits obtenus gratuitement

Dans le cas du producteur ayant obtenu gratuitement des droits à la prime de la réserve nationale, et sauf cas exceptionnels dûment justifiés, ce producteur n'est pas autorisé à transférer et/ou à céder temporairement ses droits pendant les trois années civiles suivantes.

Article 33

Utilisation de droits

1. Un producteur détenant de droits peut les utiliser en les faisant valoir lui-même, et/ou par cession temporaire à un autre producteur.

2. Au cas où un producteur n'utilise pas au moins 70 % de ses droits pendant chaque année, la partie non utilisée est versée à la réserve nationale, sauf :

- dans le cas d'un producteur détenant au maximum sept droits à la prime. Lorsque ce producteur n'utilise pas au moins 70 % de ses droits pendant chacune de deux années civiles consécutives, la partie non utilisée au cours de la dernière année civile sera versée à la réserve nationale,
- dans le cas d'un producteur participant à un programme d'extensification reconnu par la Commission,
- dans le cas d'un producteur participant à un programme de préretraite reconnu par la Commission qui n'impose pas le transfert et/ou la cession temporaire de droits,

ou

— dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

3. La cession temporaire ne peut porter que sur des années civiles entières et, au moins, sur le nombre d'animaux prévu à l'article 34 paragraphe 1. Sur une période de cinq ans à partir de la première cession, un producteur, sauf en cas de transfert, récupère la totalité de ses droits pour lui-même au cours d'au moins deux années consécutives. Pendant cette période de deux années, le producteur ne peut céder aucun droit. Lorsque le producteur ne fait pas valoir au moins 70 % de ses droits pendant chacune des deux années précitées, l'État membre, sauf cas exceptionnels dûment justifiés, retire annuellement et verse à la réserve nationale la partie des droits non utilisés.

⁽¹⁾ JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 56 du 2. 3. 1988, p. 1.

(1) Rgt. N° 1846/95

ANNEXE N° 1 (suite)

Toutefois, pour les producteurs participant à des programmes de préretraite ou qui se sont engagés, avant l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 1719/94 de la Commission⁽¹⁾, à participer à des programmes d'extensification reconnus par la Commission, les États membres peuvent prévoir une prolongation de la durée totale de la cession temporaire en fonction desdits programmes.

Les producteurs qui s'engagent, après l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 1719/94, à participer à un programme d'extensification conformément à la mesure visée à l'article 2 paragraphe 1 point c) du règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil⁽²⁾ ne sont pas autorisés à céder temporairement ou à transférer leurs droits pendant la durée de leur engagement. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas :

- aux cas où le programme d'extensification permet le transfert et/ou la cession temporaire de droits à des producteurs dont la participation aux mesures autres que celle d'extensification visées audit article 2 requiert l'obtention de droits,
- aux producteurs pouvant démontrer à la satisfaction des autorités compétentes que, avant l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 1719/94, ils avaient déjà notifié à ces autorités le transfert et/ou la cession temporaire de droits conformément à l'article 34 paragraphe 2.

4. Au titre des années 1997 et 1998, le pourcentage de 70 % visé au paragraphe 2 et au paragraphe 3 premier alinéa est remplacé par le pourcentage de 90 %. Dans ce cas, les droits reversés à la réserve nationale ne pourront pas être redistribués pour les années 1998 et 1999.

Article 34

Transfert de droits et cession temporaire

1. Le nombre minimal de droits à la prime pouvant faire l'objet d'un transfert partiel sans transfert d'exploitation est fixé à :

- cinq pour les producteurs détenant plus de vingt-cinq droits à la prime,
- trois pour les producteurs détenant au moins dix et au maximum vingt-cinq droits à la prime.

Pour les producteurs détenant moins de dix droits, les États membres peuvent fixer, en fonction de leurs structures de production, un minimum de droits ne pouvant pas dépasser le nombre de trois droits à la prime.

2. Le transfert des droits à la prime ainsi que la cession temporaire des droits ne peuvent devenir effectifs qu'après leur notification conjointe aux autorités compétentes de l'État membre par le producteur qui transfère et/ou cède ainsi que par celui qui reçoit les droits.

(1) JO n° L 181 du 15. 7. 1994, p. 4.

(2) JO n° L 215 du 30. 7. 1992, p. 85.

Cette notification intervient dans un délai à fixer par l'État membre et, au plus tard, lors du dépôt de la demande de prime par le producteur qui reçoit les droits.

« sauf dans les cas où le transfert de droits est réalisé à l'occasion d'un héritage. Dans ce cas, le producteur qui reçoit les droits doit être en mesure de fournir les documents légaux appropriés attestant qu'il ou elle est l'ayant droit du producteur décédé. »

Article 35

Changement du plafond individuel

En cas de transfert ou de cession temporaire de droits à la prime, les États membres déterminent le nouveau plafond individuel et communiquent aux producteurs concernés, au plus tard 60 jours à partir du dernier jour de la période au cours de laquelle le producteur a présenté sa demande de prime, le nombre de leurs droits à la prime.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où le transfert est réalisé à l'occasion d'un héritage.

Article 36

Producteurs n'étant pas propriétaires de leurs surfaces

Le producteur qui n'exploite que des terrains à caractère public ou collectif et qui décide de ne plus poursuivre l'exploitation de ces terrains et de transférer tous ses droits à un autre producteur est assimilé au producteur qui vend ou transfère son exploitation. Dans tous les autres cas, ce producteur est assimilé au producteur qui transfère seulement ses droits à la prime.

Article 37

Transfert par réserve nationale

Lorsqu'un État membre prévoit que le transfert des droits sans transfert de l'exploitation s'effectue par l'intermédiaire de la réserve nationale, celui-ci applique des dispositions nationales analogues à celles prévues aux articles 33 à 36 du présent règlement. En outre, dans ce cas :

- les États membres peuvent prévoir que la cession temporaire s'effectue par l'intermédiaire de la réserve nationale,
- lors du transfert des droits à la prime ou de la cession temporaire en cas d'application du premier tiret, le transfert à la réserve ne devient effectif qu'après notification par les autorités compétentes de l'État membre au producteur qui transfère et/ou cède, et le transfert de la réserve à un autre producteur ne devient effectif qu'après notification à ce producteur par ces autorités.

(1) Rgt. N° 2526/94

(2) Rgt. N° 1846/95

(3) Rgt. N° 2311/96

Applicat. au 1/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

En outre, ces dispositions doivent assurer que la partie des droits autre que celle visée à l'article 4e paragraphe 1^{er} second alinéa du règlement (CEE) n° 805/68 doit faire l'objet d'un paiement par l'État membre correspondant à celui qu'un transfert direct entre producteurs aurait engendré compte tenu notamment du développement de la production dans l'État membre en cause. Ce paiement est égal au paiement qui sera demandé au producteur qui recevra des droits équivalents à partir de la réserve nationale.

Article 38

Dispositions spécifiques

1. Lorsque des producteurs ont demandé la prime pour la première fois au titre de l'année 1991 ou 1992 :

a) ces producteurs reçoivent, lorsqu'ils ont hérité ou repris l'exploitation d'un autre producteur qui après avoir bénéficié de la prime au titre de l'année de référence a cessé sa production bovine, les droits à la prime que ce dernier aurait obtenus s'il avait continué de produire jusqu'à 1992. Pour l'application du présent point a), ne sont prises en considération que les demandes déposées au titre des exploitations héritées ou reprises ;

b) lorsque cette année a succédé directement à l'année de référence choisie par l'État membre, cet État membre peut accorder, en dehors de l'utilisation des réserves prévues à l'article 4f paragraphes 1 et 3 du règlement (CEE) n° 805/68, à ces producteurs des droits à la prime, à condition qu'ils ne bénéficient pas d'une attribution en vertu du point a). Toutefois, le nombre total des droits ainsi accordés dans chaque État membre ne devra en aucun cas dépasser le nombre total de droits potentiels correspondant aux producteurs ayant obtenu la prime au titre de l'année de référence, et qui ont cessé la production sans successeur ou personne qui ait repris l'exploitation dans l'année civile suivante, ainsi qu'aux producteurs visés au paragraphe 2. Au cas où le nombre de droits ainsi accordés est inférieur au nombre desdits droits potentiels, la différence peut être versée à la réserve nationale.

2. Les producteurs ayant obtenu la prime au titre de l'année de référence mais qui, en raison de circonstances exceptionnelles, n'ont pas demandé la prime au titre de l'année civile 1991 et/ou 1992, mais qui ont néanmoins continué à produire peuvent, le cas échéant, recevoir des droits à la prime de la réserve nationale.

• 3) À sa demande, il est attribué au producteur qui, pendant l'année de référence choisie par l'État membre, participait à un programme d'extensification de la production en vertu du règlement (CEE) n° 797/85 du Conseil (1), et à la fin de sa participation, un nombre supplémentaire de droits à la prime égal à la différence entre le nombre des primes versées au titre de l'année de référence et le nombre des primes versées au titre de l'année antérieure à l'année au cours de laquelle la participation du producteur audit programme a été débutée. Dans ce cas, et sauf cas exceptionnels dûment justifiés, ce producteur n'est pas autorisé à transférer ou céder temporairement ses droits pendant les trois années civiles suivantes.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard avant le 30 avril de chaque année civile, le nombre de droits à la prime accordés à des producteurs qui ont décidé de se faire attribuer les droits supplémentaires qui leur reviennent au titre de leur participation au programme d'extensification susmentionné. Pour les années civiles 1993, 1994 et 1995, cette communication doit toutefois intervenir au plus tard avant le 31 juillet 1995.

(1) JO n° L 93 du 30. 3. 1985, p. 1.

4. Aux producteurs situés sur les territoires des îles Canaries et qui ont demandé la prime pour la première fois au titre de l'année civile 1992 sont attribués des droits à la prime dans les conditions suivantes :

a) il est fixé un plafond régional correspondant aux données statistiques représentant le nombre de vaches allaitantes présentes dans l'année de référence choisie par l'Espagne sur ce territoire sans que ce plafond puisse dépasser un total de 8 000 têtes ;

b) dans la limite de ce plafond régional, un plafond individuel par producteur est fixé en tenant compte du nombre d'animaux pour lesquels la prime a été octroyée au titre de l'année civile 1992, ainsi que des éléments correcteurs visés à l'article 4d paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 805/68.

• Au cours de l'année civile 1993 et dans la mesure où le nombre de droits à la prime à la vache allaitante attribués en vertu du premier alinéa est inférieur au plafond régional, un nombre de droits allant jusqu'au nombre de droits égal à la différence entre ces deux chiffres peut être attribué à des producteurs qui, tout en ayant demandé la prime pour la première fois au titre de l'année civile 1993, peuvent prouver à la satisfaction des autorités compétentes leur condition de producteurs détenant des vaches allaitantes sur les territoires des îles Canaries en 1992. Dans la limite de ladite différence, un plafond individuel par producteur est fixé en tenant compte du nombre d'animaux éligibles pour lesquels la prime a été demandée au titre de l'année civile 1993, ainsi que des éléments correcteurs visés à l'article 4d paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 805/68.

(1) Rgt. N° 1846/95

(2) Rgt. N° 29/94

ANNEXE N° 1 (suite)

5. Les États membres informent la Commission au plus tard le 30 avril 1993 des dispositions nationales d'application ainsi que du nombre de droits à la prime accordés en vertu des dispositions des paragraphes 1 à 4.

« 6. Toute demande présentée pour un nombre d'animaux qui dépasse le plafond individuel fixé conformément à l'article 27 paragraphe 1 sera réduite jusqu'au nombre correspondant audit plafond. »

Article 39

Problèmes particuliers

Les États membres, si nécessaire, prennent les mesures transitoires appropriées en vue de trouver des solutions équitables à des problèmes qui pourraient surgir dans les relations contractuelles existantes lors de l'entrée en vigueur du présent règlement entre des producteurs qui ne sont pas propriétaires de ces terrains en cas de transfert de droit à la prime ou en cas d'autres actions ayant le même effet. De telles mesures ne peuvent être prises que pour résoudre des difficultés liées à l'introduction d'un régime de droit à la prime rattaché au producteur et doivent en tout état de cause respecter les principes régissant ce lien.

Article 40

Droits partiels

1. Lorsque les calculs à effectuer dans le cadre de l'application des dispositions de la présente section aboutissent à des chiffres non entiers, il n'est tenu compte que de la première décimale.

2. Dans la mesure où l'application des dispositions de la présente section entraîne la naissance de droits partiels à la prime, soit auprès d'un producteur, soit auprès de la réserve nationale, ces droits partiels sont additionnés.

3. Lorsqu'un producteur détient un droit partiel, ce droit partiel ne donne lieu qu'à l'octroi de la fraction correspondante du montant unitaire de la prime.

CHAPITRE IV

Dispositions communes relatives aux primes spéciale et à la vache allaitante

Article 41

Demandes

1. Les États membres peuvent, pour des raisons administratives, prévoir que la demande porte sur un nombre minimal d'animaux, à condition que ce nombre ne soit pas supérieur à trois.

2. Les États membres peuvent déterminer :

- a) des périodes et des dates pour « le dépôt » des demandes de prime ;
- b) le nombre de demandes qu'un producteur peut présenter par régime de prime et par année civile.

Article 42

Facteur de densité

1. Pour chaque producteur qui, au titre de la même année civile, introduit :

- la demande d'aides « surfaces » visée à l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3508/92 ainsi que
- au moins une demande de prime spéciale ou à la vache allaitante,

les autorités compétentes établissent le nombre d'unités de gros bovins (UGB) correspondant au nombre d'animaux pour lequel une prime peut être octroyée compte tenu de la superficie fourragère de son exploitation.

2. Le nombre des animaux rentrant en ligne de compte pour l'application de la limite de 15 UGB est calculé conformément à l'article 4g paragraphe 3 premier tiret du règlement (CEE) n° 805/68.

3. Pour l'établissement du facteur de densité :

- a) il est tenu compte de la quantité de référence individuelle de lait attribuée au producteur au début de la période de douze mois d'application du régime du prélèvement supplémentaire qui commence dans l'année civile concernée ;
- b) le nombre de vaches laitières nécessaires pour produire cette quantité de référence est calculé conformément aux dispositions de l'article 25 du présent règlement.

4. Pour déterminer le nombre d'animaux pouvant bénéficier d'une prime :

- a) le nombre d'hectares déterminé conformément aux règles prévues dans le cadre du système intégré est multiplié par le facteur de densité, applicable dans l'année civile en question ;

ANNEXE N° 1 (suite)

b) du chiffre ainsi obtenu est déduit le nombre d'UGB correspondant au nombre de vaches laitières nécessaires pour produire la quantité de référence de lait attribuée au producteur ;

c) du chiffre ainsi obtenu est déduit le nombre d'UGB correspondant au nombre d'ovins et/ou caprins pour lequel une demande de prime est déposée.

• Pour l'application du tableau de conversion figurant à l'annexe 1 du règlement (CEE) n° 2328/91 du Conseil (7), les vaches allaitantes et les vaches laitières correspondent à 1,0 UGB.

Le chiffre final ainsi obtenu correspond au nombre maximal d'UGB pour lequel la prime spéciale et la prime à la vache allaitante peuvent être octroyées.

5. Les États membres informent chaque producteur concerné du facteur de densité constaté à son égard et du nombre d'UGB en résultant pour lequel une prime peut être octroyée.

Article 43

Montant complémentaire

• 1. Les autorités compétentes procèdent à l'identification des producteurs qui, au titre d'une année civile donnée, bénéficient de la prime spéciale et/ou de la prime à la vache allaitante et pour lesquels le facteur de densité constaté pour leurs exploitations au titre de la même année civile est inférieur à 1,4 ou à 1 unité de gros bétail par hectare.

2. Sans préjudice du paragraphe 1, les producteurs qui, en raison de la limite de 15 UGB, sont exemptés de l'application du facteur de densité peuvent bénéficier du montant complémentaire à condition qu'ils aient présenté une demande d'aides « surfaces » conformément à l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3508/92.

3. Les montants complémentaires sont versés aux producteurs éligibles avec les montants du paiement définitif de la prime.

Article 44

Paiement d'avances

1. Sur la base des résultats des contrôles administratifs et des contrôles sur place, l'autorité compétente verse au producteur, pour le nombre des animaux jugés éligibles, une avance d'un montant égal à 60 % du montant de la prime spéciale et à la vache allaitante.

L'avance ne peut être versée qu'à partir du 1^{er} novembre de l'année civile au titre de laquelle la prime est demandée.

• Toutefois, en ce qui concerne l'année civile 1996, l'avance sur la prime spéciale et sur la prime à la vache allaitante peut intervenir à partir du 1^{er} octobre 1996 et cela jusqu'à concurrence de 80 % du montant de ces primes.

(7) JO n° L 218 du 6. 8. 1991, p. 1.

2. Le versement définitif de la prime porte sur un montant égal à la différence entre l'avance payée et le montant de prime auquel le producteur a droit.

Article 45

Année d'imputation

La date de dépôt de la demande constitue le fait générateur pour déterminer l'année d'imputation des animaux faisant l'objet des régimes de primes et le nombre d'UGB à retenir pour le calcul du facteur de densité.

• Toutefois, en cas d'octroi de la prime spéciale selon une des options prévues à l'article 8,

— si l'animal a été abattu ou a été mis sur le marché avant le 31 décembre à minuit

et

— si la demande de prime pour cet animal est déposée après cette date,

le montant de la prime applicable est celui valable le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'abattage ou la première mise sur le marché a eu lieu.

Article 45 bis

Détermination des périodes de rétention

Le dernier jour des périodes de rétention visées aux articles 4, 16, 23 et 57 est le jour, ouvrable ou non, qui précède le jour portant le même chiffre que le jour de départ.

CHAPITRE V

AUTRES PRIMES

[Article 41 du règlement (CEE) n° 805/68]

Section 1

Prime de transformation

Article 46

Définitions

Aux fins de la présente section, on entend par

— « opérateur » : le producteur ou toute autre personne physique ou morale qui exerce des activités commerciales dans le secteur des bovins vivants et qui est inscrit dans un registre public de l'État membre concerné par la mesure sur le territoire duquel se trouve son siège social,

— « transformation » : l'abattage d'un animal en vue de l'utilisation des produits ainsi obtenus conformément à l'article 5 paragraphe 1 point a) V de la directive 64/33/CEE du Conseil (1).

(1) JO n° L 121 du 29. 7. 1964, p. 2012/64.

(1) Rgt. N° 1850/95

(4) Rgt. N° 1433/93

(2) Rgt. N° 1871/96

(5) Rgt. N° 2311/96

(3) Rgt. N° 3484/93

Applicat. au 1/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

— « race laitière » : une des races figurant à l'annexe II du présent règlement.

Article 47

Demande de prime

1. L'opérateur introduit, au plus tard trois jours avant la transformation de l'animal, une demande de prime auprès de l'autorité compétente.
2. Chaque demande comporte :
 - a) le nombre des animaux prévus pour la transformation ;
 - b) le centre de transformation et la date, prévus pour la transformation des animaux déclarés ;
 - c) l'indication que les animaux sont nés dans la Communauté.

Article 48

Conditions de transformation

1. La transformation d'un animal en vue de l'octroi de la prime ne peut avoir lieu que dans un centre de transformation agréé par l'État membre sur le territoire duquel celui-ci est situé.
2. Les États membres peuvent déterminer les jours auxquels les animaux faisant l'objet d'une demande peuvent être présentés et transformés dans les centres susvisés.

Article 49

Octroi, contrôle et montant de la prime

1. Sauf cas de force majeure, l'octroi de la prime est subordonné à ce que chaque animal faisant l'objet d'une demande :

— réponde aux conditions prévues à l'article 4i paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68,

— soit présenté dans un état général ne faisant pas état notamment d'anomalies de santé ou de malformations

et

— soit présenté et transformé au centre de transformation spécifié dans la demande et à la date y indiquée ; toutefois, dans les cas de force majeure, la prime est octroyée à condition que, dans un délai de dix jours suivant l'événement en cause, l'opérateur prouve, à la satisfaction de l'autorité compétente, que l'animal a été transformé dans un centre de transformation agréé et avant de dépasser l'âge maximal prévu à l'article 4i paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68.

2. Chaque État membre assure, les jours déterminés pour la présentation et la transformation d'animaux, un contrôle physique permanent dans les

centres de transformation. Ce contrôle porte sur le respect des conditions pour l'octroi de la prime. Les contrôles effectués font l'objet d'un procès-verbal concernant chaque animal contrôlé.

3. Lorsqu'il est constaté que les animaux présents à la transformation ne correspondent pas à ceux visés au paragraphe 1, la prime est octroyée pour le nombre des animaux présents qui sont éligibles, diminué du nombre des animaux présents qui ne sont pas éligibles.

4. Le montant de la prime par veau éligible est fixé à :

— 120 écus par veau de race laitière

et

— 150 écus par veau de race autre que les races laitières.

Section 2

Prime de mise sur le marché précoce des veaux

Article 50

Conditions d'octroi de la prime

1. Un État membre ne peut octroyer la prime de mise sur le marché précoce des veaux de boucherie (ci-après dénommée « prime ») que pour des animaux abattus sur son territoire et dont le poids de la carcasse est égal ou inférieur au poids indiqué à l'annexe IV. (1)

L'abattage s'effectue dans un abattoir qui s'engage vis-à-vis de l'autorité compétente à participer à la mise en œuvre correcte du régime de la prime, tel qu'il est défini plus précisément aux articles 50 bis et 50 ter.

2. Le poids de la carcasse de chaque animal est fixé selon la spécification de la carcasse utilisée pour la détermination de la production statistique de viande de veau en 1995, communiquée par l'Office statistique de la Commission, le cas échéant après application de coefficients nationaux uniformes utilisés en 1995 afin de tenir compte d'une présentation différente de la carcasse lorsqu'elle est pesée à chaud sur la balance de l'abattoir. (2)

3. La prime à payer est fixée à :

— 65 écus par animal abattu en décembre 1996 et en janvier 1997,

— 60 écus par animal abattu après janvier 1997.

4. Pour bénéficier de la prime :

- a) l'animal doit avoir été détenu sans interruption dans une exploitation située dans l'État membre d'abattage pendant une période minimale de soixante jours précédant immédiatement le jour de l'abattage ou, si l'animal est abattu avant l'âge de soixante jours, pendant toute la durée de sa vie. Toutefois, les États membres peuvent décider :

— que l'animal puisse être détenu dans plus d'une exploitation pendant sa période de rétention,

(1) Rgt. N° 2311/96

(2) Rgt. N° 18/97

ANNEXE N° 1 (suite)

<p>— de ne pas autoriser que la période de rétention soit inférieure à quatre-vingt-dix jours;</p> <p>b) la carcasse ou toute partie de celle-ci doit être conforme aux dispositions de la directive 64/433/CEE du Conseil (7);</p> <p>c) l'animal ne doit pas avoir été abattu dans le cadre de l'application de mesures d'urgence.</p> <p>5. Il ne sera pas octroyé de prime pour les animaux abattus à la date du 1^{er} décembre 1998 ou à une date ultérieure.</p>	<p>3. Les contrôles documentaires dans les abattoirs portent sur au moins 50 % des animaux pour lesquels une demande de prime a été introduite et incluent un contrôle croisé avec les renseignements figurant sur la demande.</p> <p>Les contrôles physiques effectués dans les abattoirs portent, en particulier, sur la vérification du fait que les carcasses entrant en ligne de compte pour la prime sont présentées à la pesée conformément à l'article 50 paragraphe 2. L'autorité compétente tient un registre journalier de ces vérifications, mentionnant, notamment, le numéro d'identification et le poids de la carcasse de tous les veaux abattus le jour considéré.</p>
<p><i>Article 50 bis</i></p> <p>Demande de prime</p> <p>1. Toute demande de prime est à introduire auprès de l'autorité compétente de l'État membre concerné au plus tard dans les trois semaines suivant le jour de l'abattage.</p> <p>Toutefois, les demandes concernant des animaux abattus avant le 25 décembre 1996 peuvent être introduites jusqu'au 15 janvier 1997 inclus.</p> <p>Une demande peut porter sur plusieurs animaux, à condition que les informations nécessaires sur chacun des animaux y figurent conformément au paragraphe 2.</p>	<p>Les données relatives aux mouvements des animaux sont vérifiées par l'examen du registre propre aux animaux. La vérification des registres porte sur au moins 10 % des animaux pour lesquels la prime a été demandée.</p> <p>4. Lorsqu'une demande de prime concerne un ou plusieurs animaux qui, par la suite, se révèlent non éligibles, la prime n'est octroyée que pour le nombre d'animaux éligibles, diminué du nombre d'animaux non éligibles.</p>
<p>2. Chaque demande est accompagnée de toutes les données détaillées nécessaires sur chaque animal, permettant à l'autorité compétente de constater son éligibilité à la prime.</p> <p>Ces données comportent au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'identification individuelle, conformément à la directive 92/102/CEE du Conseil (7), — un certificat de l'abattoir faisant apparaître le nom et l'adresse de celui-ci, la date de l'abattage, l'identité et le numéro d'abattage de l'animal ainsi que le poids de la carcasse visé à l'article 50 paragraphe 2, — une déclaration attestant le respect de la période de rétention visée à l'article 50 paragraphe 4 a) et désignant l'(les) exploitation(s) où les animaux ont été détenus pendant cette période. 	<p><i>Section 3</i></p> <p><i>Dispositions communes</i></p> <p><i>Article 51</i></p> <p><i>Paiement indu</i></p> <p>En cas de paiement indu de la prime, les dispositions relatives à la répétition de l'indu arrêtées dans le cadre du système intégré (7) sont d'application.</p> <p><i>Article 52</i></p> <p><i>Communications</i></p> <p>Les États membres communiquent à la Commission:</p>
<p><i>Article 50 ter</i></p> <p>Contrôles et sanctions</p> <p>1. Il est procédé à des contrôles administratifs et des inspections sur place de manière à assurer une vérification effective du respect des conditions applicables à l'octroi de la prime.</p> <p>2. Les inspections sur place sont effectuées sans préavis et comportent des contrôles documentaires aussi bien que physiques dans les abattoirs concernés ainsi que des contrôles documentaires des registres propres aux animaux tenus par les producteurs sur l'exploitation.</p>	<p>a) au plus tard le 2 décembre 1996 leur choix effectué conformément à l'article 4i paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68;</p> <p>b) en ce qui concerne la prime de transformation:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) les mesures prises pour la mise en œuvre de la prime de transformation, et notamment celles relatives à l'exclusion des animaux retirés avant l'âge de vingt jours de la chaîne alimentaire humaine; ii) les centres de transformation qu'ils ont agréés, et l'informant de chaque retrait d'agrément; <p>(7) Voir le règlement de la Commission établissant les modalités d'application du système intégré à adopter ultérieurement.</p> <p>(7) JO n° 121 de 29. 7. 1964, p. 2012/64.</p> <p>(7) JO n° L 355 de 5. 12. 1992, p. 32.</p>

(1) Rgt. N° 2311/96

(2) Rgt. N° 18/97

(3) Rgt. N° 18/97

Applicat. au 9/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

iii) chaque mercredi, le nombre des animaux pour lesquels la prime a été demandée au cours de la semaine précédente et dès le début du régime, en le ventilant selon le type d'animal visé à l'article 49 paragraphe 4, ainsi que le nombre des animaux acceptés en vue de l'octroi de la prime;

c) en ce qui concerne la prime de mise sur le marché précoce des veaux:

i) les États membres notifient à la Commission les mesures qu'ils ont prises pour mettre en œuvre le régime de prime;

ii) au plus tard le 2 décembre 1996, les États membres notifient à la Commission la spécification de la carcasse utilisée pour les carcasses de veau en 1995 lors de la communication des chiffres de production à l'Office statistique de la Commission;

iii) tous les mercredis, les États membres notifient à la Commission:

- le nombre d'animaux, ventilé en groupes de 10 kilogrammes en partant du poids maximal visé à l'annexe IV, pour lesquels des demandes de primes ont été reçues la semaine précédente,
- le nombre d'animaux faisant l'objet a) d'une demande prime et b) de l'octroi d'une prime depuis le début de la mise en œuvre du régime.

iv) Le 15 de chaque mois, les États membres notifient à la Commission le nombre total de veaux abattus au cours du mois précédent et leur poids carcasse total établi conformément aux dispositions de l'article 50 paragraphe 2.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 53

Conversion en monnaie nationale

La conversion des montants de primes en monnaie nationale s'effectue:

- (5) a) — pour les primes de transformation et de mise sur le marché précoce selon le taux de conversion agricole applicable le premier jour ouvrable du mois précédant immédiatement le mois pendant lequel l'animal a été abattu,
- (1) — pour la prime de désaisonnalisation selon le taux de conversion agricole applicable le 1^{er} janvier de l'année civile pendant laquelle l'animal a été abattu.
- b) pour les autres primes et le montant complémentaire selon le taux de conversion agricole applicable le 1^{er} janvier de l'année civile au titre de laquelle la prime est/ou le montant est octroyé.

Article 54

Nouveaux Länder allemands

Lors de l'application des dispositions de l'article 4k du règlement (CEE) n° 805/68, l'Allemagne tiendra compte des structures agricoles existant dans les nouveaux Länder ainsi que de l'évolution prévisible des structures de leur production agricole.

Article 55

Mesures d'application nationale

Les États membres prennent toutes les autres mesures appropriées nécessaires pour assurer la bonne application du présent règlement. Ils en informent la Commission.

Article 55 bis

Sanctions relatives à l'utilisation ou à la détention illégale de substances ou de produits non autorisés par la réglementation communautaire pertinente dans le secteur vétérinaire

Pour les cas de récidive au sens de l'article 4j paragraphe 1 deuxième alinéa du règlement (CEE) n° 805/68, les États membres déterminent, en fonction de la gravité de l'infraction, la durée de la période d'exclusion du bénéfice des régimes d'aide.

Article 56

Communications

1. À partir de l'année 1993, les États membres communiquent chaque année à la Commission au plus tard le 15 septembre (pour les données relatives au premier semestre de l'année en cours) et le 1^{er} mars (pour les données relatives au second semestre de l'année précédente):

- a) le nombre de bovins mâles qui ont fait l'objet d'une demande de prime spéciale, en le ventilant:
- par tranche d'âge
 - et
 - par type d'animaux (castrés ou non) pour les demandes correspondant à la deuxième tranche d'âge;
- b) le nombre de vaches qui ont fait l'objet d'une demande de prime à la vache allaitante, en le ventilant selon les régimes visés à l'article 4d paragraphes 5 et 6 du règlement (CEE) n° 805/68;
- c) le nombre d'animaux qui ont fait l'objet d'une demande de prime exempte de l'application du facteur de densité;

(1) Rgt. N° 2311/96

(2) Rgt. N° 1264/96

(3) Rgt. N° 1909/93

(4) Rgt. N° 18/97

(5) Rgt. N° 18/97

Applicat. au 9/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

d) le nombre d'animaux pour lesquels des demandes de prime à la désaisonnalisation ont reçu une suite favorable, en le ventilant selon qu'ils ont bénéficié de la première ou de la deuxième tranche de la prime spéciale, ainsi que le nombre de producteurs d'animaux correspondant à chacune des deux tranches d'âge précitées. Toutefois, pour l'année 1993, la ventilation par tranche d'âge peut être omise.

2. À partir de l'année 1994, les États membres communiquent chaque année à la Commission, au plus tard le 30 juin et pour l'année civile précédente :

a) le nombre de bovins mâles pour lesquels des demandes de prime spéciale ont reçu une suite favorable, en le ventilant :

— par tranche d'âge,

— par type d'animaux (castrés ou non) pour les demandes correspondant à la deuxième tranche d'âge

« et en précisant l'octroi, le cas échéant, du bénéfice du montant complémentaire prévu pour les exploitations dont le facteur de densité est inférieur à 1,4 ou à 1 unité de gros bétail par hectare, ainsi que, pour chacune des subdivisions précitées, le nombre de producteurs d'animaux concernés »

b) le nombre de vaches pour lesquelles des demandes de prime à la vache allaitante ont reçu une suite favorable, en le ventilant selon les régimes visés à l'article 4d paragraphes 5 et 6 du règlement (CEE) n° 805/68 et en précisant l'octroi, le cas échéant, du bénéfice du montant complémentaire prévu pour les exploitations dont le facteur de densité est inférieur à 1,4 ou à 1 unité de gros bétail par hectare, ainsi que, pour chacun de ces régimes, le nombre de producteurs concernés ;

c) le cas échéant, l'octroi de la prime nationale complémentaire à la prime à la vache allaitante, en mentionnant :

— les conditions d'octroi

et

— le montant total octroyé par animal ;

d) le nombre d'animaux pour lesquels des demandes de primes exemptes du facteur de densité ont reçu une suite favorable, ainsi que le nombre de producteurs d'animaux concernés ;

e) le cas échéant, le nombre d'animaux pour lesquels des demandes de primes de transformation ont reçu une suite favorable.

Article 57

Transition au nouveau régime de prime spéciale

1. Les animaux pour lesquels la prime spéciale a été octroyée en vertu de l'ancien article 4 bis du règlement (CEE) n° 805/68 ne sont pas éligibles pour l'octroi de la prime spéciale visée à l'article 4b du règlement (CEE) n° 805/68 au titre de la première tranche d'âge.

2. Les États membres qui, en vue de la mise en œuvre des dispositions de l'article 4b du règlement (CEE) n° 805/68, décident de passer du régime général d'octroi de la prime spéciale au régime d'octroi lors de l'abattage ou lors de la première mise sur le marché des animaux en vue de leur abattage, ou *vice versa*, peuvent, pour les demandes introduites jusqu'au 31 mars 1993 ~~au plus tard~~, et du 15 mai au 30 juin 1993 ; appliquer les deux régimes d'octroi en parallèle dans les conditions prévues aux articles 4b et 4g du règlement (CEE) n° 805/68 et aux dispositions du présent règlement. Dans ce cas, les États membres peuvent prévoir que des dispositions en matière de rétention analogues à celles existant sous le régime prévu au règlement (CEE) n° 468/87 du Conseil ⁽¹⁾ soient d'application.

Ils prennent les mesures nécessaires afin d'éviter que l'application du présent article ne conduise au double octroi de la prime au titre de la même tranche d'âge.

3. Jusqu'à la mise en application du système alphanumérique d'identification et d'enregistrement des bovins visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3508/92, le producteur indique dans la demande relative à l'octroi de la prime spéciale au titre de la deuxième tranche d'âge si sa demande concerne des animaux non castrés.

4. Par dérogation à l'article 4 :

a) les États membres peuvent ramener la période de rétention à un mois par tranche d'âge, pour les demandes introduites du 1^{er} janvier au 28 février ;

b) pour les demandes introduites en janvier 1993, les États membres peuvent prévoir que la période de rétention a débuté en décembre 1992. Dans ce cas, la demande doit être assortie d'une déclaration du producteur attestant qu'il a effectivement procédé pendant au moins un mois à l'engraissement de l'animal et que son exploitation dispose des moyens de production ayant permis cet engraissement pendant ladite période.

5. Les producteurs situés sur les territoires des îles Canaries et qui ont demandé la prime spéciale pour la première fois au titre de l'année civile 1992 peuvent bénéficier de la prime dans les conditions suivantes :

a) il est fixé un plafond régional correspondant aux données statistiques représentant le nombre d'animaux éligibles présents dans l'année de référence choisie par l'Espagne sur ce territoire sans que ce plafond puisse dépasser un total de 25 000 têtes ;

(1) Rgt. N° 2311/96
(2) Rgt. N° 1433/93

Applicat. au 1/1/97

ANNEXE N° 1 (suite)

b) si le nombre total d'animaux faisant l'objet d'une demande et répondant aux conditions d'octroi de la prime spéciale dépasse le plafond régional susvisé, le nombre des animaux éligibles par producteur pendant l'année concernée est réduit proportionnellement.

Article 57 bis

Régime transitoire relatif à la prime spéciale

Pour les demandes introduites au titre des années 1997 et 1998 relatives aux bovins mâles non castrés visés à l'article 4b paragraphe 7 bis du règlement (CEE) n° 805/68, sont d'application les mêmes dispositions que celles prévues aux articles 2, 8 et 15 au regard des bovins mâles castrés.

Pour l'application du présent article, sont considérées comme régions de production extensive traditionnelle les régions où les animaux mâles non castrés sont traditionnellement maintenus sur des pâturages pendant la période normale de végétation.

Dans ces régions, ne pourront bénéficier du régime transitoire visé à l'article 4b paragraphe 7 bis du règlement (CEE) n° 805/68 que les bovins mâles non castrés effectivement nourris sur les pâturages pendant la période de végétation. En outre, les producteurs concernés, dans leur demande d'aides «surfaces», doivent démontrer la disponibilité suffisante de surface en pâturage, compte tenu du nombre d'animaux présents dans la ferme et du taux de chargement moyen pour ce type de production dans ces régions.

Lorsque, dans toutes les régions concernées d'un État membre, le nombre total des bovins mâles non castrés faisant l'objet d'une demande pour l'octroi de la deuxième tranche d'âge de la prime spéciale dépasse le nombre maximal tel que défini à l'article 4b paragraphe 7 bis du règlement (CEE) n° 805/68, le nombre d'animaux par producteur éligibles à l'octroi de cette prime pendant l'année concernée est réduit proportionnellement. Cette réduction s'applique après celle visée à l'article 4b paragraphe 3 dudit règlement.

Les États membres qui décident d'appliquer le présent régime transitoire en informent la Commission au plus tard le 31 décembre 1996 en spécifiant les mesures prises pour la mise en œuvre ainsi que les régions qui répondent à la définition précitée.

Article 58

Transition au régime de prime à la vache allaitante

Par dérogation aux dispositions de l'article 22 et pour les demandes à présenter au titre des années 1997 et 1998, les vaches appartenant aux races "Läsuomenkarja", "Länsisuomenkarja" et "Pohjoissuomenkarja", reprises à l'annexe II, sont considérées comme appartenant à une race à orientation "viande".

Article 59

Identification des animaux

Jusqu'à la mise en application du système alphanumérique d'identification et d'enregistrement des bovins visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3508/92 :

- a) sans préjudice des obligations d'identification et d'enregistrement prévues à l'article 4g paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 805/68, les États membres assurent l'identification et l'enregistrement approprié des animaux faisant l'objet d'une demande de prime spéciale et à la vache allaitante, le cas échéant par l'application analogue des dispositions de l'article 7 du règlement (CEE) n° 714/89 et de l'article 1^{er} paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 1244/82 respectivement ;
- b) au cas où l'âge de l'animal ne peut pas être déterminé à l'appui de documents, les autorités compétentes peuvent retenir l'âge déclaré par le producteur, tout en ayant l'obligation, en cas de doute, de recourir à d'autres sources d'information, notamment en cas de demandes de prime spéciale pour la deuxième tranche d'âge pour des bovins non castrés.

Article 59 bis

Transition aux régimes de primes applicable à l'Autriche, la Finlande et la Suède

1. Pour les demandes de la prime spéciale visée à l'article 4 b du règlement (CEE) n° 805/68, introduites entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède peuvent ramener la période de rétention visée à l'article 4 du présent règlement, à un mois par tranche d'âge.

En outre, pour les demandes introduites entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1995, ces États membres peuvent prévoir que la période de rétention a débuté préalablement à la demande. Dans ce cas, la demande doit être assortie d'une déclaration du producteur attestant qu'il a effectivement procédé à l'engraissement de l'animal et que son exploitation dispose des moyens de production ayant permis cet engraissement. Cette déclaration fait l'objet d'une vérification par sondage de la part des autorités compétentes.

(1) Rgt. N° 2311/96

Applicat. au 1/1/97

(2) Rgt. N° 1264/96

(3) Rgt. N° 3269/94

ANNEXE N° 1 (suite)

2. En ce qui concerne les demandes de prime à la vache allaitante visée à l'article 4 d du règlement (CEE) n° 805/68 au titre des années 1995 et 1996, la Suède peut prévoir, par dérogation à l'article 22 du présent règlement, que sont considérées comme appartenant à une race à orientation « viande », au sens de l'article 4 a troisième tiret du règlement (CEE) n° 805/68, les vaches appartenant aux races bovines reprises à l'annexe II du présent règlement ainsi que celles issues d'un croisement entre ces races à condition qu'elles aient été saillies ou inséminées avec des taureaux de race à orientation « viande ».

Le nombre de vaches pouvant bénéficier des dispositions visées ci-dessus ne peut pas dépasser le nombre de vaches allaitantes pour lequel le producteur a reçu la prime, conformément à la législation suédoise, au titre des années 1992 ou 1993.

3. Par dérogation à l'article 27 ainsi qu'à l'article 34 du présent règlement, l'Autriche, la Finlande et la Suède déterminent pendant les deux premières années d'application du régime de primes, les conditions relatives aux attributions de plafonds individuels visés à l'article 4 d paragraphe 1 *bis* du règlement (CEE) n° 805/68, ainsi que celles relatives aux transferts et/ou cessions temporaires de droits à la prime à la vache allaitante. Ces États membres soumettent ces conditions à l'examen de la Commission avant le 31 mars 1995.

4. Les communications à la Commission prévues par le présent règlement ne sont à fournir que pour les données relatives aux périodes prenant cours à partir de l'adhésion.

Article 60

Abrogation de règlements

Les règlements (CEE) n° 1244/85 et (CEE) n° 714/89 sont abrogés avec effet au 1^{er} janvier 1993. Ils restent applicables aux demandes introduites au plus tard le 31 décembre 1992. Toutefois, l'article 7 du règlement (CEE) n° 714/89 et l'article 1^{er} paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 1244/82 restent applicables jusqu'à la mise en application du système alphanumérique d'identification et d'enregistrement des animaux visé à l'article 2 point c) du règlement (CEE) n° 3508/92.

Article 61

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1993, sauf les articles 18 et 30 paragraphe 1 qui sont applicables dès le moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ANNEXE N° 1 (suite)

ANNEXE II

LISTE DES RACES BOVINES VISÉES À L'ARTICLE 22

- Angler Rotvieh (Angeln) — Rød dansk mælkerace (RMD)
- Ayreshire
- Armoricaïne
- Bretonne pie-noire
- Fries-Hollands (FH), française frisonne pie noire (FFPN), Friesian-Holstein, Holstein, Black and White Friesian, Red and White Friesian, Frisona española, Frisona Italiana, Zwartbonten van België/pie noire de Belgique, Sortbroget dansk mælkerace (SDM), Deutsche Schwarzbunte Schwarzbunte Milchrasse (SMR)
- Groninger Blaarkop
- Guernsey
- Jersey
- Kerry
- Malkeborsthorn
- Reggiana
- Valdostana Nera
- «Itäsuomenkarja», «Länsisuomenkarja» et «Pohjoissuomenkarja».

(1)

ANNEXE III

(2)

Rendement laitier moyen visé à l'article 25

Belgique	4 600 kg
Danemark	6 550 kg
Allemagne	5 250 kg
Grèce	3 500 kg
Espagne	4 300 kg
France	5 400 kg
Irlande	4 200 kg
Italie	4 600 kg
Luxembourg	5 300 kg
Pays-Bas	6 200 kg
Autriche	4 100 kg
Portugal	4 400 kg
Finlande	5 500 kg
Suède	6 400 kg
Royaume-Uni	5 350 kg

(1) Rgt. N° 1264/96

(1) Rgt. N° 1850/95

ANNEXE N° 1 (suite)

ANNEXE I

DOCUMENT ADMINISTRATIF D'ÉCHANGE VISÉ À L'ARTICLE 3 PARAGRAPHE 3

Numéro du document : (a)

1. Bovin mâle né le (b) :

2. Identification

Marque auriculaire :

Marque précédente (c) :

3. Situation primes (d)

Demande/Octroi première tranche

oui/non

Demande/Octroi deuxième tranche

oui/non

4. Demandeur du document :

(adresse) :

5. Délivrance — Autorité

Cachet

Date

• (a) Numéro alphanumérique dont les deux premiers chiffres indiquent l'État membre de délivrance (01 = Belgique, 02 = Danemark, 03 = Allemagne, 04 = Grèce, 05 = Espagne, 06 = France, 07 = Irlande, 08 = Italie, 09 = Luxembourg, 10 = Pays-Bas, 11 = Portugal, 12 = Royaume-Uni, 13 = Autriche, 14 = Finlande et 15 = Suède). Ces deux premiers chiffres peuvent être remplacés par les deux lettres qui sont utilisées pour l'identification de l'État membre dans le cadre du marquage auriculaire des bovins. •

(b) Dans l'attente de la mise en œuvre d'un système d'identification harmonisé, l'indication du mois (année) de naissance est suffisante.

(c) Le cas échéant.

(d) Les animaux non admis au bénéfice de la prime en application de la réduction proportionnelle sont réputés l'avoir reçue (article 7 paragraphe 2 du présent règlement).

(1) Rgt. N° 3269/94

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

ANNEXE IV

Poids maximal des carcasses des veaux de boucherie dans les États membres, conformément à l'article 50 paragraphe 1

État membre où l'animal est abattu	(en kilogrammes) Poids maximal de la carcasse
Belgique	136
Danemark	110
Allemagne	112
Grèce	127
Espagne	124
France	108
Irlande	—
Italie	117
Luxembourg	120
Pays-Bas	138
Autriche	82
Portugal	110
Finlande	84
Suède	88
Royaume-Uni	32.

ANNEXE N° 2 : Circulaire DPE/SPM/C97/ n° 4009 du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (hors annexes).

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE
ET DE L'ALIMENTATION

78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP

<p>DIRECTION DE LA PRODUCTION ET DES ECHANGES</p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS</p> <p>Bureau des Viandes</p> <p>Téléphone : 01.49.55.50.19</p> <p>Télécopie : 01.49.55.80.26</p> <p>Mission de gestion des aides</p> <p>Téléphone : 01.49.55.53.81 et 80.77</p> <p>Télécopie : 01.49.55.80.36</p>	<p>CIRCULAIRE DPE/SPM/C97 N° 4009</p> <p>DU 10 MARS 1997</p> <p>CLASSEMENT :</p>
--	--

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE
ET DE L'ALIMENTATION

A

MADAME ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES - ANNÉE 1997

DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

RÉSUMÉ : Cette circulaire expose les conditions d'octroi de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes pour la campagne 1997 ainsi que les modalités pratiques d'instruction, de contrôle et de mise en paiement des dossiers déposés à ce titre.

ANNEXE N° 2 (suite)

<p>POUR EXECUTION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame et Messieurs les Préfets de département (Métropole) - Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (Métropole) 	<p>POUR INFORMATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administration Centrale - COPERCI (20 ex) - D.P.E/M.G.A (20 ex.) - Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la forêt - ACOFA - CERIT (Toulouse) - CFTMA (Nancy) 30 ex) - réserve : 100 ex
---	---

INTRODUCTION

1996 a été une année de crise sur le marché de la viande bovine, provoquée par une baisse brutale de la consommation de viande rouge, suite aux révélations concernant le risque d'une transmission à l'homme de l'agent responsable de l'ESB.

Cette crise a donné lieu à une première série de mesures visant à amorcer une maîtrise de la production de viande bovine. Ces mesures, décidées au cours du Conseil des Ministres européens de l'agriculture de la fin du mois d'octobre 1996, sont transitoires. Elles concernent les deux prochaines campagnes, 1997 et 1998.

En ce qui concerne la PMTVA, les nouvelles dispositions applicables en 1997, précisées ci-dessous, sont liées au complément extensif et aux droits à primes.

ANNEXE N° 2 (suite)

• MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES EN 1997**1) Complément extensif**

Comme pour la PSBM, le complément extensif est revalorisé à 52 écus (343 F environ) pour les exploitations dont le facteur de densité en 1997 sera inférieur à 1 UGB/ha de SF. Il est maintenu à 36 écus (237 F environ) pour les exploitations dont le facteur de densité est compris entre 1 et 1,4 UGB/ha de SF.

2) Droits à primes

Je vous rappelle les nouvelles dispositions liées à la gestion des droits à primes pour les campagnes 1997 et 1998, qui ont fait l'objet d'une note du Bureau des Viandes référencée JYC/PL/n°656 du 10 décembre 1996.

Ces dispositions ne s'appliqueront qu'à l'issue du dépôt des demandes de primes de la campagne 1997. Elles ne concernent pas la gestion des droits de la campagne 1997, que vous devez achever au plus tard le 28 février 1997, en ce qui concerne les droits définitifs.

En 1997 et 1998, le seuil minimum permettant la reprise administrative de la partie des droits non utilisés, aux producteurs en situation de sous-utilisation de leur référence individuelle, passe de **70 à 90%**.

Ainsi, dès lors qu'un producteur fera usage de moins de 90% de ses droits lors de sa demande de primes déposée en 1997, la partie des droits non utilisée sera versée à la réserve. La disposition particulière concernant les détenteurs de moins de 7 droits n'est pas modifiée.

Les droits repris aux producteurs en situation de sous-utilisation en 1997 seront versés à la réserve mais ne pourront pas être réattribués à d'autres producteurs pour la campagne 1998, ni pour la campagne 1999. Ces droits sont donc gelés pour ces deux campagnes. Ce gel vise à limiter le nombre de vaches pouvant bénéficier de la prime et contribuer ainsi à la maîtrise de la production de viande bovine.

Je vous rappelle que les droits prêtés sont considérés comme utilisés par le producteur qui les cède à titre temporaire. Les producteurs en sous-utilisation de leur référence qui pourront prêter leurs droits en 1997 ne sont donc pas visés par ces nouvelles dispositions.

• DEPOT DES DOSSIERS PMTVA**1) Imprimés**

Les imprimés PMTVA pour la campagne 1997 sont pratiquement identiques à ceux de 1996, hormis le fait qu'ils soient dorénavant pluriannuels. Dès réception de ces imprimés, je vous demande d'en assurer la diffusion auprès des mairies.

ANNEXE N° 2 (suite)

2) Période de dépôt des demandes

La période unique de dépôt des demandes de primes en ce qui concerne la métropole (hors Corse) reste, pour la campagne 1997, fixée comme en 1996 :

du 1er mars au 15 juin 1997.

Pour la Corse, le dépôt des demandes s'effectuera aux mêmes dates qu'en 1996, soit du 15 octobre au 15 novembre 1997.

Ces périodes de dépôt s'appliquent aux deux catégories de producteurs éligibles à la PMTVA : les producteurs spécialisés et les producteurs détenant des troupeaux mixtes.

Chaque producteur ne peut effectuer qu'une seule demande de primes.

3) Préimpression des demandes de primes

(cf paragraphe 3.2 de cette circulaire)

Afin de ne pas imposer aux éleveurs de recopier sur l'imprimé l'ensemble des numéros d'identification des vaches qu'ils déclarent, vous pourrez en effectuer la préimpression grâce au logiciel livré par le CERIT en décembre 1996 (Version 5.3 du logiciel VACHE3).

Ce logiciel permet l'édition de la liste des numéros des vaches déclarées en 1996, dont vous avez dû assurer la saisie.

Ces listes, libellées au nom de chaque producteur ayant déposé une demande en 1996 seront jointes aux imprimés de demandes que vous remettrez en mairie. Chaque producteur pourra utiliser la liste préimprimée, qu'il remettra avec sa demande après l'avoir complétée.

4) Dépôt des demandes en mairie et transmission à la DDAF

(cf paragraphe 3.3 de cette circulaire)

Les demandes seront déposées, accompagnées le cas échéant des listes préimprimées complétées par l'éleveur, à la mairie de la commune où est situé le siège de l'exploitation.

Compte tenu de la durée de la période de dépôt, afin de pouvoir débiter l'instruction et surtout les contrôles des dossiers déposés au début de la période, je vous demande de mettre impérativement en place une organisation vous permettant de disposer de ces dossiers au fur et à mesure des dépôts en mairie, sans attendre la fin du mois de juin.

Vous solliciterez donc les mairies afin que les dossiers vous soient transmis en plusieurs envois, selon des modalités qu'il vous revient de définir, sachant que le délai entre deux envois ne pourra pas dépasser trois semaines.

ANNEXE N° 2 (suite)

- **MANUEL DE PROCEDURE ET CONTROLE ADMINISTRATIF**

(cf paragraphe 3.4 de cette circulaire)

Conformément au règlement n°1663/95 de la Commission relatif à l'agrément des organismes payeurs, je vous rappelle que vous devez établir un manuel de procédure, décrivant l'organisation mise en place au sein de la DDAF pour l'instruction et le contrôle des demandes d'aides.

Ce manuel de procédure doit être réalisé pour chaque régime relevant du SIGC et, par conséquent, s'applique aux demandes de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.

Au titre de ce même règlement, vous devez prendre des dispositions pour attester de la réalité des contrôles effectués pour chacun des dossiers, en indiquant le nom de l'agent ayant réalisé le contrôle, à quelle date et les observations en découlant.

- **CONTRÔLE DE L'EFFECTIF DÉCLARÉ**

(cf paragraphe 3.4.5 de cette circulaire)

Après leur mise en place en 1996, les contrôles de l'effectif de vaches déclarées à partir des extraits de fichiers IPG seront poursuivis en 1997 selon les modalités définies dans cette circulaire.

Le logiciel ANIMAGE permet, par le rapprochement systématique entre les demandes de primes à la vache allaitante et un extrait du fichier IPG transmis par l'EDE de contrôler :

- l'effectif de vaches déclarée à la date du dépôt de la demande ;
- le maintien de l'effectif pendant toute la période de rétention.

- **CONTRÔLES SUR PLACE**

(cf paragraphe 3.6 de cette circulaire)

J'insiste enfin sur l'obligation de respecter le taux minimal de contrôle sur place de 10% du nombre des demandes.

Le choix des exploitations à contrôler sera impérativement effectué au moyen d'une analyse de risque, qui devra prendre en compte les résultats des contrôles de l'année précédente et dont vous conserverez une trace écrite.

La réalisation d'un nombre minimum de contrôle sur place, la mise en oeuvre d'une analyse de risque et la rigueur dans les suites à donner à ces contrôles sont considérés par le FEOGA comme des critères déterminants permettant de juger de la conformité de la gestion par un Etat membre.

ANNEXE N° 2 (suite)

• PAIEMENT DES DOSSIERS DÉPOSÉS EN 1997

(cf paragraphe 3.8 de cette circulaire)

Comme pour la campagne 1996, le paiement des dossiers déposés en 1997 sera effectué pour partie en novembre et décembre 1997 et pour partie au début de l'année 1998.

La répartition des crédits qui vous seront délégués entre les années civiles 1997 et 1998 se fera en fonction de la répartition des paiements au cours de la campagne précédente (1996).

Par ailleurs, des contrôles de second niveau portant sur les procédures de gestion et de contrôle mises en place par les DDAF seront réalisés par le COPERCI (mission de suivi et d'évaluation des contrôles des paiements compensatoires), qui recevra l'appui du corps de l'inspection de l'ACOFA.

SOMMAIRE

1. MONTANT DE LA PRIME	43
2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME	44
2.1. BASES REGLEMENTAIRES.....	44
2.2. CRITERES D'ELIGIBILITE	44
2.2.1. Période de dépôt des demandes	44
2.2.2. Eligibilité des demandeurs	45
2.2.3. Définition des vaches allaitantes éligibles	48
2.3. OBLIGATIONS INCOMBANT AUX BENEFICAIRES.....	49
2.4. PLAFONNEMENT DE LA PRIME	51
2.4.1. Plafond individuel par producteur.....	51
2.4.2. Plafond de densité	51
2.4.3. Complément élevage extensif.....	53
3. MODE OPERATOIRE	53
3.1. INFORMATION PREALABLE DE L'ELEVEUR	54
3.2. CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE PRIME	54
3.3. RECEPTION DES DEMANDES	56
3.4. LE CONTROLE ADMINISTRATIF.....	57
3.4.1. Contrôle de la recevabilité de la demande	58
3.4.2. Contrôle de l'éligibilité des demandeurs.....	59
3.4.3. Contrôle de la livraison de lait	60
3.4.4. Contrôle de la référence individuelle	61
3.4.5. Contrôle de l'effectif déclaré	61
3.4.6. Contrôle du plafond de densité	64

ANNEXE N° 2 (suite)

3.4.7. Compte rendu de contrôle administratif	64
3.5. SUIVI DES ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR	64
3.5.1. Cas de circonstances naturelles de la vie du troupeau	64
3.5.2. Cas de force majeure.....	65
3.6. CONTROLE SUR PLACE.....	67
3.6.1. Taux de contrôle minimum	67
3.6.2. Préparation des contrôles	67
3.6.3. Réalisation des contrôles sur place.....	69
3.7. SUITE A DONNER AUX CONTROLES.....	73
3.7.1. Prise en compte du contrôle des surfaces	73
3.7.2. Conformité à la déclaration	73
3.7.3. Non conformité à la déclaration	73
3.7.4. Notification de la décision à l'éleveur	77
3.7.5. Lettre d'observations aux producteurs en cas de non tenue à jour du registre des bovins.....	77
3.7.6. Application au complément de prime aux élevages extensifs	77
3.8. MISE EN PAIEMENT - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	78
3.8.1. Calcul du montant à verser	78
3.8.2. Mise à disposition des crédits et paiement de la prime	80
3.8.3. Régularisation des trop-payés ou des indus	82

Bureaux à contacter :

- **Bureau des Viandes** : Chapitres 1, 2, 3.1 à 3.5 et 3.8
Téléphone : 01.49.55.50.19
Télécopie : 01.49.55.80.26
- **Mission de Gestion des Aides** : Chapitres 3.4 à 3.7.
Téléphone : 01.49.55.53.81 et 80.77
Télécopie : 01.49.55.80.36

ANNEXE N° 2 (suite)

1. MONTANT DE LA PRIME**- PRIME DE BASE :**

Pour la campagne 1997, le montant total (part communautaire et part nationale) de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) sera identique à celui de la campagne 1996, soit ~~4.157,58~~¹ Francs pour les 40 premières vaches pour la France métropolitaine (sauf Hainaut et Corse).

Les montants des différentes composantes de la PMTVA sont les suivants :

- Part communautaire.....144,9 écus
- Part nationale (40 premières vaches)30,19 écus
- Part nationale (vaches suivantes).....6,04 écus.

Le taux de l'écu applicable pour la campagne 1997 est le taux en vigueur au 1er janvier 1997 soit 6,61023 francs pour un écu.

Les montants en francs de ces mêmes composantes sont donc les suivants :

(Sous réserve de parution de l'arrêté de campagne)

	Part communautaire	Part française 40 premières vaches	Part française vaches suivantes
Métropole	957,82 F	199,56 F	39,93 F
Corse et Hainaut (1)	1117,45 F	39,93 F	0

**(1) L'Union Européenne prend en charge une partie de la part nationale
(24,15 écus, soit 159,63 F).**

¹ Il convient de lire 1.157,38 F.

ANNEXE N° 2 (suite)

- COMPLÉMENT EXTENSIF :

Le complément destiné aux élevages extensifs est revalorisé pour les exploitations dont le chargement est inférieur à 1 UGB/ha de SF : il passe, pour la campagne 1997, à 52 écus soit 343,73 francs.

Pour les exploitations dont le chargement est situé entre 1 et 1,4 UGB/ha de SF, le montant du complément extensif est pratiquement inchangé à 36 écus, soit 237,96 francs.

2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME**2.1. BASES REGLEMENTAIRES.**

Les conditions d'octroi de la prime sont précisées dans les règlements suivants, qui figurent en annexe 1 de cette circulaire

- **Règlement (CEE) N° 805/68 du Conseil modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n°2222/96 du Conseil du 18 novembre 1996.**

- **Règlement (CEE) N° 3886/92 de la Commission modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n°2311/96 de la Commission du 2 décembre 1996.**

- Règlement (CEE) N° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant le SIGC.

- Règlement (CEE) N° 3887/92 de la Commission du 23 décembre 1992, portant modalités d'application du SIGC.

2.2. CRITERES D'ELIGIBILITE**2.2.1. PERIODE DE DEPOT DES DEMANDES**

- Pour la campagne 1997, comme pour 1996, **une seule période de dépôt** des demandes PMTVA est retenue pour l'ensemble des producteurs (producteurs spécialisés et producteurs détenant des troupeaux mixtes).

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, à l'exception de la Corse, cette période reste fixée du :

1er mars au 15 juin 1997

Pour la Corse, la période de dépôt des demandes est maintenue du **15 octobre au 15 novembre 1997.**

Chaque producteur ne peut effectuer qu'une seule demande.

ANNEXE N° 2 (suite)

- Dépassement de la date limite :

Un délai de **25 jours consécutifs** au-delà du 15 juin 1997 est accordé avec une réduction de 1% par jour (samedi, dimanche et jours fériés non compris) du montant de l'aide due. Au-delà de 25 jours consécutifs de retard : la demande est irrecevable, soit à partir du 11 juillet 1997 inclus.

Le retard du dépôt de la déclaration de surfaces (sur laquelle figurent des superficies fourragères) entraîne également une réduction de 1% par jour ouvrable de retard sur le montant des primes animales (PMTVA + PSBM).

Le cas échéant, les réductions dues aux dépôts tardifs des deux déclarations (PMTVA - Surfaces) se cumulent.

Le tableau suivant donne le taux d'abattement à appliquer en fonction de la date de dépôt de la demande de prime à la vache allaitante :

Date de dépôt	16 juin	17 juin	18 juin	19 juin	20 juin	21 juin	22 juin	23 juin	24 juin	25 juin	26 juin	27 juin	28 juin
Taux d'abattement %	1	2	3	4	5	5	5	6	7	8	9	10	10

Date de dépôt	29 juin	30 juin	1er juil.	2 juil.	3 juil.	4 juil.	5 juil.	6 juil.	7 juil.	8 juil.	9 juil.	10 juil.
Taux d'abattement %	10	11	12	13	14	15	15	15	16	17	18	19

2.2.2. ELIGIBILITE DES DEMANDEURS

Remarque : ce chapitre est identique à la circulaire PSBM.

2.2.2.1. Principe

Le règlement (CEE) n°3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) relatif à certains régimes d'aides communautaires définit l'exploitant : est considéré comme tel "le producteur agricole individuel, personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques ou morales, quel que soit le statut juridique conféré selon le droit national au groupement ainsi qu'à ses membres, dont l'exploitation se trouve sur le territoire de la Communauté" (Art. 1er paragraphe 4).

Cette définition générale s'applique à tous les régimes d'aides visés par l'article 1 paragraphe 1 du règlement (CEE) N°3508/92 du conseil établissant le SIGC.

ANNEXE N° 2 (suite)

2.2.2.2. Modalités d'application

La situation du demandeur est appréciée au jour du dépôt de sa demande.

1 - Tout chef d'exploitation à titre principal, bénéficiaire des prestations AMEXA est un "producteur" ;

2 - Tout chef d'exploitation à titre secondaire ou accessoire, cotisant de solidarité auprès de la MSA, est considéré comme un "producteur" ;

Pour ces deux catégories, la **production des relevés MSA** atteste de la qualité de "producteur".

3 - Les personnes physiques ou morales exploitant un fonds agricole (dont la SAU est strictement supérieure à un hectare mais inférieur au seuil d'assujettissement aux cotisations de solidarité de la MSA), peuvent également bénéficier des aides communautaires, y compris s'ils sont retraités de l'agriculture ou d'un autre secteur d'activité. En l'absence de cotisations auprès de la MSA un certificat du maire, mentionnant la superficie exploitée, atteste de la qualité de "producteur".

En revanche, les anciens agriculteurs bénéficiant de l'allocation de préretraite agricole ne sont pas reconnus comme « producteurs ». En effet, ils ne peuvent conserver au seul titre de la parcelle de subsistance qu'au maximum 1 ha de SAU pondérée et s'ils sont autorisés par décision préfectorale à conserver une superficie plus importante, faute de repreneurs potentiels, ils doivent impérativement maintenir sur celle-ci un couvert végétal improductif.

4 - Les personnes morales de formes civiles ou commerciales, les établissements publics dotés de la personnalité morale (lycées agricoles, hôpitaux etc...) ayant pour tout ou partie de leur objet une activité de production agricole sont considérés, à la seule exception des GAEC totaux, comme un "producteur" même s'ils regroupent plusieurs associés-exploitants au sens du droit interne.

Les GAEC totaux font l'objet d'un traitement spécifique, qui est précisé dans la circulaire conjointe DPE/SPM/C95 n°4024 et DEPSE/SDSEA/95 n°7045 du 29 décembre 1995.

N.B. : Les GAEC partiels créés avant le 1.07.92 sont considérés comme un producteur unique quelque soit le nombre de leurs associés. Les GAEC partiels créés postérieurement à cette date ne sont pas considérés comme producteurs et les composantes de ces groupements (cf terre, cheptel) sont réparties entre les exploitations propres à chacun de leurs associés.

5 - Les époux exploitant un fonds unique ainsi que les co-exploitants, sont considérés comme un seul «producteur».

Les personnes physiques ou morales définies ci-dessus comme « producteurs » peuvent déposer une demande auprès de la mairie de la commune où est situé le siège de leur exploitation.

ANNEXE N° 2 (suite)

6 - Les sociétés de fait n'étant pas dotés de la personnalité morale ne sont pas autorisés à déposer une demande.

Cas particulier de la mise en pension - baux à cheptel :

C'est le détenteur des bovins c'est-à-dire celui qui a les animaux inscrits sur son registre des bovins qui doit demander la prime. En effet, le décret n°95-276 du 09 mars 1995 relatif à l'identification permanente et généralisée du cheptel bovin précise que l'identification doit être assurée par le propriétaire ou le détenteur de bovins et que cette identification comprenant l'inscription des bovins ne repose donc pas sur la notion de propriété, mais sur celle de cheptel ; c'est-à-dire, qu'il doit y avoir un inventaire par cheptel ou, plus précisément, par ensemble d'animaux regroupés sur un même lieu.

En cas de mise en pension de courte durée ou de mise en estive au cours de la période de détention de six mois, le producteur doit impérativement prévenir la DDAF du nouveau lieu de détention des animaux.

A cette fin, une fiche de notification de changement du lieu de rétention des animaux en cours de période est annexée à l'imprimé PMTVA 1997.

2.2.2.3. Dispositions interdisant tout contournement de la mesure

Les autorités communautaires exigent qu'il ne puisse, d'une manière quelconque être procédé à des démembrements d'exploitations opérés pour contourner les différents plafonds fixés par la réglementation (cf règlement (CEE) n° 3887/92 article 2 paragraphe 2). Outre la jurisprudence interne au titre de l'abus de droit, la loi de modernisation de l'agriculture du 1er février 1995 a traduit en droit interne cette préoccupation (cf art.24).

Celle-ci suppose donc un traitement vigilant des nouvelles demandes.

Par conséquent pour tout nouveau demandeur, il convient de vérifier qu'il n'établit pas de demande de prime sur une exploitation préexistante divisée.

Il vous est demandé d'appliquer les dispositions suivantes :

- Clarification de l'identité du (ou des) producteur (s) qui mettait (taient) en valeur l'exploitation auparavant, puis vérification que l'exploitation ne procède pas de la scission d'un fonds unique préexistant, sauf s'agissant de celles expressément prévues à l'article 24 - §1 de la loi de modernisation du 1er février 1995, à savoir lorsque la division est justifiée, d'une part, par la distance entre les fonds séparés ou l'autonomie des moyens de production des dits fonds et d'autre part, par l'amélioration de la viabilité des exploitations ou le maintien de cette viabilité.

ANNEXE N° 2 (suite)

- Appréciation de l'autonomie de l'exploitation en cause : cette appréciation s'effectuera par analogie avec la démarche visant à déterminer le nombre des exploitations regroupées dans les GAEC, qui, elle-même, correspond à la procédure définie par la circulaire DEPSE C.90 n° 7035 du 9 novembre 1990 concernant les limites opposables à ces groupements en matière d'aides aux investissements. Cette procédure conduit à ne retenir en qualité d'exploitations autonomes que celles disposant au moins d'une SMI foncière assortie des moyens de production correspondants (cf bâtiments, cheptel...).

S'agissant des jeunes agriculteurs s'installant à titre individuel et ayant bénéficié de la DJA, ceux ci sont considérés comme installés sur une exploitation autonome. Les dispositions antérieures aux GAEC sont inchangées.

Remarque sur les producteurs mariés exploitant des fonds séparés : Sous réserve de bien satisfaire aux conditions d'autonomie et d'absence de scission après le 1.07.92, ces producteurs sont chacun habilités à déposer une demande qui leur est propre (qu'ils aient déjà procédé ainsi ou non au cours des campagnes précédentes).

En dehors des découpages fictifs d'exploitation effectués en vue de détourner abusivement différents plafonds qui devront vous amener à qualifier la ou les demandes de fausses déclarations, vous regrouperez les demandes et les traiterez comme celles déposées par un producteur unique.

2.2.3. DEFINITION DES VACHES ALLAITANTES ELIGIBLES

Au sens de la présente instruction, on entend par vache, un animal femelle de l'espèce bovine ayant déjà vêlé, présent sur l'exploitation le jour du dépôt de la demande en mairie.

Seules pourront donner lieu à l'attribution de la prime, les vaches appartenant à une race à orientation viande ou issues d'un croisement avec l'une de ces races et uniquement celles-ci.

Ne sont pas éligibles à la prime vache allaitante, les vaches de race pure appartenant aux races bovines indiquées ci-dessous ou issues d'un croisement entre ces races :

- FRANCAISE FRISONNE PIE NOIRE
- BRETONNE PIE NOIRE
- HOLSTEIN
- JERSEY
- ARMORICAINE

La prime ne peut pas être octroyée pour des vaches appartenant aux races mentionnées ci-dessus ou issues d'un croisement entre ces races même lorsqu'elles ont été saillies ou inséminées par un taureau de race à orientation viande et qu'elles font partie d'un troupeau destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande.

ANNEXE N° 2 (suite)

Remarques :

- Une vache peut être caractérisée comme allaitante quand elle fait partie d'un troupeau destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande. Il doit donc y avoir une certaine cohérence entre le nombre de veaux nés sur l'exploitation et gardés un certain temps sur cette exploitation (au moins 2 mois) et le nombre de vaches déclarées. Un éleveur qui se bornerait à engraisser des vaches de réforme ne peut pas bénéficier de la prime.

• **Génisses pleines :**

A l'occasion des contrôles sur place, vous pourrez admettre que les obligations de détention sont satisfaites par une génisse pleine de remplacement au lieu et place d'une vache déclarée dont l'éleveur s'est séparé. Cette génisse doit répondre aux mêmes conditions en terme de race qu'une vache déclarée.

Dans le cas d'une génisse non visiblement pleine, vous attendrez une attestation de vêlage de l'éleveur ou un certificat fourni par son vétérinaire avant de conclure au caractère éligible de la génisse de remplacement. En revanche, il est totalement exclu qu'une génisse (n'ayant pas vêlé) puisse figurer sur la déclaration de l'éleveur.

• **Cas particuliers :**

Une femelle ayant eu lors de sa première mise bas un veau mort-né peut être considérée comme vache et peut donc être déclarée. Peuvent être aussi admises comme éligibles les femelles ayant eu une première mise-bas prématurée ou un avortement tardif ayant conduit à un début de lactation.

2.3. OBLIGATIONS INCOMBANT AUX BENEFICAIRES

Pour bénéficier de la prime, le demandeur doit déclarer par écrit qu'il s'engage à respecter les obligations suivantes :

- destiner le troupeau bovin présent sur l'exploitation qu'il gère à l'élevage des veaux pour la production de viande.

- maintenir sur son exploitation pendant **une durée minimum de 6 mois à compter de la date du jour suivant celui du dépôt de la demande** en mairie un effectif de vaches allaitantes au moins égal à celui pour lequel le bénéfice de la prime a été demandé.

Les vaches prises en considération sont celles identifiées dans la demande. Toutefois une vache allaitante déclarée pour la prime peut être **remplacée** par une autre vache allaitante ou par une génisse pleine à condition que ce remplacement ait lieu **dans un délai de vingt jours** suivant la date de sa sortie de l'exploitation et que ce remplacement soit inscrit dans le registre des bovins du demandeur au plus tard le troisième jour suivant celui du remplacement.

ANNEXE N° 2 (suite)

- **notifier sous 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris) à la DDAF** tous les cas de mortalité ou d'abattage d'urgence parmi les vaches déclarées ainsi que tout évènement exceptionnel justifiant d'un départ du cheptel à l'intérieur du délai de six mois ;

- être en mesure d'apporter la preuve aux agents de l'administration chargée des contrôles, de **l'exactitude de sa déclaration** et du respect des engagements souscrits.

A cet égard, il doit produire toutes pièces, documents et justificatifs demandés par les services compétents. Il doit également autoriser l'accès à son exploitation pendant les horaires de travail aux agents chargés du contrôle et apporter le concours nécessaire à la réalisation des contrôles sur place.

Les pièces justificatives doivent être gardées pendant un délai de 3 ans suivant la date du dépôt de la demande.

La non-détention et la non-tenue à jour d'un registre des bovins doit être sanctionnée au titre de la réglementation relative à l'Identification Permanente et Généralisée des Bovins (IPG) (cf décret n° 95/276 du 09 mars 1995). Ces sanctions pénales devront être appliquées en cas de non présentation par l'éleveur du registre des bovins.

L'établissement d'un inventaire exact est en effet indispensable pour le contrôle des attributions de primes. Aussi, je vous demande de rappeler aux éleveurs qu'ils sont responsables de leur registre et de sa mise à jour. Aux éleveurs qui n'auraient pas inscrit sur leur registre les mouvements d'animaux, vous enverrez une lettre d'observation rappelant les obligations fixées par le décret n° 95/276 du 09 mars 1995 et les pénalités encourues.

Vous trouverez en annexe 12 de cette circulaire une fiche relative aux exigences réglementaires liées au registre des bovins. Ce document pourra être remis aux éleveurs, notamment lors des contrôles sur place.

- **Livraison de lait :**

Tout éleveur livrant du lait en-dehors de sa ferme doit déclarer la quantité de référence laitière qui lui est attribuée au **1er avril 1997**. Cette quantité de référence doit être inférieure ou égale à **120.000 kg**. De plus le producteur doit s'engager à ne pas augmenter sa référence au delà de ce plafond pendant 12 mois à partir du dépôt de la demande.

La référence à prendre en compte est la somme de la référence « ventes directes » et de celle de la « livraison en laiterie ».

Remarques :

- Tout producteur disposant d'une référence de plus de 120.000 kg mais livrant moins de 120.000 kg n'est pas éligible au bénéfice de la prime.
- Tout producteur disposant d'une référence « livraison en laiterie » est considéré comme producteur de troupeaux mixtes mais le **seuil de 120000 kg** doit être apprécié au regard de la **somme des références laiteries et ventes directes**.

ANNEXE N° 2 (suite)

En revanche, un producteur ne disposant que d'une référence vente directe (même supérieure à 120.000 kg) est considéré comme bénéficiaire traditionnel.

- Tout producteur demandant à bénéficier de la prime vache allaitante au titre des bénéficiaires traditionnels doit :

- déclarer ne pas livrer de lait ou de produits laitiers le jour du dépôt de sa demande en mairie ;

- s'engager à ne pas en livrer pendant un an à compter de cette date et à ne pas destiner le lait produit sur l'exploitation à la fabrication de produits laitiers (par exemple des fromages) pouvant être commercialisés en dehors de la ferme à l'expiration du délai de 1 an susvisé.

2.4. PLAFONNEMENT DE LA PRIME

2.4.1. PLAFOND INDIVIDUEL PAR PRODUCTEUR

Le droit à la prime par producteur est limité à la référence qui lui est notifiée par la DDAF pour la campagne en cours.

2.4.2. PLAFOND DE DENSITE

Le nombre de vaches allaitantes pouvant bénéficier de la prime est limité par un plafond du facteur de densité, fixé, comme en 1996, à **2 UGB/HA Surface Fourragère (SF) pour la campagne 1997.**

2.4.2.1. Définition de la superficie fourragère (cf circulaire relative aux déclarations de surface)

Je vous rappelle que la superficie fourragère, prise en compte pour le calcul du facteur de densité, est la superficie de l'exploitation disponible pour l'élevage des bovins, ovins et caprins du demandeur pendant une période minimale de sept mois commençant le 1er janvier 1996 et exploitée par le producteur lui même.

Sont exclus d'une part les bâtiments, les bois, les étangs, les chemins et d'autre part les superficies utilisées pour d'autres productions qui bénéficient d'un régime d'aide communautaire au titre d'une organisation commune des marchés (et notamment le régime de paiements compensatoires prévu pour certaines cultures arables et celui prévu pour les fourrages séchés ou déshydratés).

2.4.2.2. UGB prises en compte pour la détermination du facteur de densité.

Sont comptabilisés les bovins mâles, vaches allaitantes, ovins et/ou caprins pour lesquels des demandes de primes ont été déposées (dans la limite des droits à prime accordés pour la PMTVA et la PCO) ainsi que les vaches laitières nécessaires pour produire la quantité de référence laitière (laiteries et ventes directes) attribuée au producteur au début de la période de 12 mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire qui commence dans l'année civile concernée (soit la campagne débutant au 1er Avril 1997).

ANNEXE N° 2 (suite)

Aux fins des calculs de conversion, les coefficients suivants sont utilisés :

- 1 vache laitière ou 1 vache allaitante ou 1 bovin mâle de plus de 24 mois = 1 UGB.
- 1 bovin mâle de 8 mois à 24 mois inclus au plus = 0,6 UGB.
- 1 brebis (ou chèvre) ou une agnelle (ou chevrette) éligible = 0,15 UGB.

Calcul du nombre de vaches laitières comptabilisées dans le facteur de densité :

En juillet 1995, les rendements laitiers moyens pris en compte pour ce calcul ont été réévalués pour l'ensemble des Etats membres de l'UE.

Pour la France, ce rendement s'établit depuis la campagne 1996 à **5.400 kg**.

Principe de calcul :

$$\text{Nombre de vaches laitières (A)} = \frac{\text{Référence laitière (laiterie + vente directe)}}{\text{Rendement laitier forfaitaire de 5400 kg ou réel (si l'éleveur est au contrôle laitier)}}$$

Si l'éleveur est inscrit au contrôle laitier, le rendement à prendre en compte (dans le cas où il est supérieur à 5.400 kg) est la moyenne technique du contrôle laitier national de la dernière campagne laitière (1er avril 1997 - 31 Mars 1998).

2.4.2.3. Mode de calcul du plafond d'UGB bovines primables

Plafond de densité applicable pour l'année 1997 : 2 UGB/ha SF.

Plafond d'UGB bovines primables (P) : nombre d'hectares de surface fourragère x 2.

Le nombre d'UGB bovines (X) pouvant bénéficier de la prime spéciale aux bovins mâles et/ou de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes s'obtient de la façon suivante :

- du nombre obtenu (P) est déduit le nombre d'UGB correspondant aux vaches laitières (A) aux ovins et/ou caprins (D) pour lesquels des demandes de primes ont été déposées (animaux déclarés, plafonnés si besoin aux références individuelles) :

$$X = P - (A + D).$$

ANNEXE N° 2 (suite)

Cas des exploitations d'au plus 15 UGB

Est exempt de l'application du plafond de densité le producteur dont le nombre d'animaux à prendre en considération pour le calcul du facteur de densité, n'excède pas un total de 15 UGB. Néanmoins ce calcul est nécessaire lorsque l'éleveur veut bénéficier du complément "élevage extensif".

Par extension, le plafond de 2 UGB/ha est remplacé par un plafond de 15 UGB pour tout bénéficiaire dont la surface fourragère **déclarée** est inférieure ou égale à 7,5 ha. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où la surface fourragère devient inférieure à 7,5 ha après application de pénalités suite à un contrôle.

2.4.2.4. Notification du plafond d'UGB bovines primables

Vous notifierez à chaque producteur le nombre d'UGB bovines qui résulte de ce calcul, sous forme d'une lettre type dont le modèle figure en annexe n°7 de cette circulaire.

Cette notification devra intervenir dès que les éléments nécessaires au calcul (surfaces, demandes PCO, quota laitier et rendement laitier éventuel) seront connus.

Attention : cette notification est obligatoire

2.4.3. COMPLÉMENT ÉLEVAGE EXTENSIF

Dans les élevages où le facteur de densité est inférieur à 1,4 UGB/ha SF, un complément est accordé pour chaque vache allaitante primée.

Le montant de ce complément est variable selon que le chargement est inférieur à 1 UGB/ha de SF ou compris entre 1 et 1,4 UGB/ha de SF (cf paragraphe 1 de cette circulaire : Montant de la prime).

3. MODE OPERATOIRE

Il est rappelé que les informations collectées dans le cadre de la gestion des demandes de primes animales sont des informations individuelles, et que par conséquent aucun usage autre que ceux prévus à la déclaration faite à la CNIL ne peut en être fait (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés). Les informations relatives à un demandeur ne peuvent pas être communiquées aux tiers.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.1. INFORMATION PRÉALABLE DE L'ÉLEVEUR

Il est demandé au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de réunir les organisations professionnelles intéressées pour les informer des conditions de demande et de contrôle de la prime.

Ces informations seront également portées à la connaissance de la presse locale et régionale, afin que la plus large publicité soit donnée à ces conditions, selon les modalités qui seront jugées appropriées.

A cette occasion, les résultats globaux des contrôles des années précédentes peuvent être commentés en insistant sur les causes principales de sanction de dossiers dans le département et sur leurs incidences financières.

Il est aussi demandé aux DDAF d'insister :

- sur la nécessité de notifier sous **10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris)** les cas de **circonstances naturelles** de la vie du troupeau survenues parmi les animaux déclarés et les **cas de force majeure** ;
- sur l'obligation de détention du registre des bovins et sur l'obligation d'une mise à jour de ce registre par l'éleveur lui-même, sous peine de s'exposer à des sanctions.

A ce titre, il convient de rappeler aux EDE leur rôle d'appui aux éleveurs et de formation sur ce problème de la tenue du registre des bovins.

3.2. CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE PRIME

Pour obtenir le bénéfice de la prime, les producteurs doivent formuler une demande en remplissant un formulaire mis à leur disposition dans les mairies. Ce formulaire sera établi **en un seul exemplaire** qui comprend trois volets autocopiants.

Il sera remis complet et non détaché à la mairie qui, après **apposition du visa sur les trois volets**, détachera et remettra au déclarant le volet n°3. Le volet n°1 sera conservé par la DDAF et le volet n°2 transmis par la DDAF au TPG.

Il vous appartient de faire parvenir aux mairies les imprimés vierges qui vous ont été envoyés afin que ceux-ci soient disponibles en nombre suffisant.

- **Préimpression des demandes de primes :**

Afin d'éviter aux éleveurs de recopier l'ensemble des numéros d'identification des vaches déclarées sur l'imprimé de demande de primes, vous pourrez, à partir de la campagne 1997, en effectuer la préimpression grâce au logiciel livré par le CERIT au cours du mois de décembre 1996 (version 5.3 du logiciel VACHE3).

Ce logiciel permet l'édition de la liste, selon le même format que l'imprimé de demande, des numéros des vaches déclarées en 1996, dont vous avez dû assurer la saisie.

ANNEXE N° 2 (suite)

Ces listes, libellées au nom de chaque producteur ayant déposé une demande en 1996 seront jointes aux imprimés de demandes que vous remettrez en mairie. Elles seront diffusées auprès de chacun des producteurs lors du retrait de l'imprimé vierge en mairie.

Chaque producteur pourra alors, s'il le souhaite, utiliser la liste préimprimée, qu'il remettra avec sa demande après avoir :

- corriger les numéros erronés ;
- rayer les numéros des vaches qui ne sont plus présentes en 1997 ;
- ajouter les numéros des vaches qu'il déclare pour la première fois ;
- renseigner pour toutes les vaches déclarées leur race, leur date de naissance, la date de leur dernier vêlage.

Je vous rappelle que chaque demande de prime comporte trois feuillets : un pour le producteur, un pour la DDAF et un que vous devez transmettre à la Trésorerie générale, et que la liste des numéros de vaches déclarées est un élément à part entière de la demande.

Dans le cas où vous réalisez la préimpression, vous devrez donc vous assurer que le producteur conserve un exemplaire de la liste préimprimée des vaches qu'il aura modifiée et qu'il aura joint à sa demande remise en mairie.

• Dépôt de la demande en mairie :

Les demandes de primes dûment remplies seront déposées, accompagnées le cas échéant des listes préimprimées complétées par l'éleveur, à la mairie du siège de l'exploitation jusqu'au 15 juin 1997 inclus (plus le délai de 25 jours consécutifs donnant lieu à l'application de pénalités de retard) sauf cas de force majeure, le visa du maire faisant foi.

Ces délais sont impératifs et aucune demande ne pourra donner lieu à un paiement en dehors de cette période. Néanmoins, vous saisirez ces demandes.

Pour permettre un contrôle efficace, il sera demandé aux mairies de reporter les déclarations individuelles sur un inventaire communal établi en deux exemplaires (cf paragraphe suivant 3.3 Réception des demandes). Le premier exemplaire revêtu du visa du maire ou de son représentant, sera envoyé à la DDAF, le second sera conservé en mairie pour garder la trace du cheptel déclaré.

ANNEXE N° 2 (suite)

- **Informations des mairies :**

Il vous est vivement recommandé :

- de mettre en place à l'usage des maires pendant toute la période de dépôt des demandes, une permanence téléphonique à la DDAF,

- d'appeler l'attention des maires sur l'importance que revêt l'exactitude de la date du dépôt en mairie des déclarations, puisque le délai de 6 mois d'obligation de détention du cheptel court à partir du jour suivant cette date,

- de suggérer aux maires d'afficher l'inventaire communal des déclarations en mairies pendant une période d'un mois au moins.

Il est important de rappeler aux éleveurs et aux maires que les surcharges ou ratures concernant le nombre d'animaux déclarés ne sont pas admissibles et que le tampon de la mairie ainsi que la date de dépôt doivent obligatoirement figurer sur le volet n°3 qui est conservé par l'éleveur.

3.3. RECEPTION DES DEMANDES

Les volets n°1 et 2 des formulaires, portant le cachet de la mairie, la signature de l'éleveur et la date de dépôt en mairie seront retournés à la **DDAF** accompagnés de l'inventaire communal. La DDAF procédera alors à l'instruction des demandes.

Compte tenu de la durée de la période de dépôt, afin de pouvoir débiter l'instruction et surtout les contrôles des dossiers déposés au début de la période, je vous demande de mettre impérativement en place une organisation vous permettant de disposer de ces dossiers au fur et à mesure des dépôts en mairie, sans attendre la fin du mois de juin.

Vous solliciterez donc les mairies afin que les dossiers vous soient transmis en plusieurs envois, selon des modalités qu'il vous revient de définir, sachant que le délai entre deux envois ne pourra pas dépasser trois semaines. Pour la période de dépôt des demandes de trois mois et demi, 5 envois seront nécessaires, un inventaire communal partiel devant être joint à chaque envoi.

ANNEXE N° 2 (suite)

Afin de faciliter le travail des mairies, vous leur adresserez 5 inventaires communaux, en indiquant sur chacun d'eux la date à laquelle elles doivent vous le retourner, conformément au calendrier ci-dessous :

	Date de dépôt des demandes	Date d'envoi à la DDAF
1er envoi	du 1er au 23 mars	le 24 mars
2ème envoi	du 24 mars au 13 avril	le 14 avril
3ème envoi	du 14 avril au 4 mai	le 5 mai
4ème envoi	du 5 mai au 25 mai	le 26 mai
5ème envoi	du 26 mai au 15 juin	le 16 juin

Par ailleurs, afin d'éviter dans la mesure du possible que des dossiers soient égarés ou oubliés à différents niveaux, je vous demande de renvoyer systématiquement aux mairies, à l'issue de la période de dépôt des demandes, un inventaire communal récapitulatif pour confirmation. Cet inventaire récapitulatif reprendra l'ensemble des inventaires partiels qui auront été joints aux différents envois. Il sera renvoyé même lorsque, aucun éleveur n'ayant déposé de demande, celui-ci se résumera à un état néant.

Cette disposition vous permettra, le cas échéant, de rejeter une réclamation qui ne vous semblerait pas fondée ni imputable à une erreur de l'administration.

Dans les communes où le maire ne vous aura pas envoyé un inventaire des déclarations, vous établirez vous-même cet inventaire et le renverrez aux maires pour confirmation, même s'il se résume à un état néant.

3.4. LE CONTROLE ADMINISTRATIF

J'appelle tout particulièrement votre attention sur la nécessité d'effectuer strictement l'ensemble des contrôles administratifs selon les modalités définies ci-après. Celles-ci ont été définies en vue d'en permettre une application pratique dans de bonnes conditions, tout en assurant un contrôle strict des demandes.

Conformément au règlement n°1663/95 de la Commission relatif à l'agrément des organismes payeurs, je vous rappelle que vous devez établir un manuel de procédure, décrivant l'organisation mise en place au sein de la DDAF pour l'instruction et le contrôle des demandes de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.

Les instructions nécessaires à la conception d'un manuel de procédure ont été précisées par la circulaire DPE/SPM/C 96/n°4012 du 30 avril 1996.

ANNEXE N° 2 (suite)

En outre, au titre du même règlement communautaire n°1663/95, vous devez prendre les dispositions nécessaires pour attester la réalité de l'exécution du contrôle administratif. En effet, à l'occasion d'un contrôle tant des instances nationales que communautaires, vous devez être en mesure de dire quel est l'agent qui a fait le contrôle administratif, comment et quand celui-ci a été fait.

Pour cela doit être jointe à chaque demande une fiche récapitulative, précisant la liste des contrôles réalisés sur la demande, dont vous trouverez un modèle en annexe 3 de cette circulaire.

Il vous appartient de fournir des instructions détaillées d'exécution au personnel chargé de la réalisation de ce contrôle, de manière à ce que celui-ci soit réalisé de façon homogène dans votre département, même s'il est assuré pour tout ou partie par du personnel vacataire.

En outre, je vous rappelle qu'il est indispensable de fournir à ces agents des indications précises sur les types de dossiers à mettre de côté en vue de sélectionner ceux qui pourront faire l'objet d'un contrôle sur place. Ces catégories auront été définies préalablement par l'analyse de risques (cf paragraphe 3.6.2.1).

3.4.1. CONTROLE DE LA RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

Vous vous assurerez dans tous les cas que l'ensemble des rubriques a été rempli.

Remarque : la deuxième partie du formulaire où l'éleveur précise le numéro IPG de chaque vache déclarée pourra être remplacée, au souhait de chaque éleveur par une liste préimprimée que vous aurez mis à sa disposition (cf paragraphe 3.2) ou par toute autre pièce (listing informatique ou autre) fournissant des informations identiques.

Vous vous assurerez de la lisibilité des indications portées par l'éleveur. Dans la mesure où vous disposez à la DDAF des informations suffisantes, vous les complétez. Sinon, la demande sera renvoyée à l'éleveur. Les ratures et surcharges ne sont pas admises.

Vous vérifierez :

- que l'imprimé est daté et signé par le demandeur ; dans le cas des GAEC et coexploitants, l'imprimé devra être signé par chacun des membres ou associés et pour les autres personnes morales, par le gérant ou le président ;
- que les volets n°1 et n°2 de l'imprimé sont revêtus du cachet de la mairie, du visa du maire et de la date de dépôt de la demande ;
- que le RIB ou le RIP présenté à l'appui de la demande est bien libellé aux nom et prénom du bénéficiaire.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.4.2. CONTRÔLE DE L'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS**3.4.2.1. Contrôle des nouveaux demandeurs**

Pour tout nouveau demandeur et pour tout demandeur n'ayant pas établi de déclaration de surface, il vous appartient de contrôler l'origine de l'exploitation : exploitation nouvelle, reprise d'une exploitation.

Vous vérifierez qu'il ne s'agit pas d'un découpage fictif d'exploitation en vue de détourner abusivement diverses règles de plafonnement ; si tel ne devait pas être le cas, vous considérerez la demande déposée par le producteur pendant l'année civile en cause comme fausse déclaration.

Remarque : une forte diminution des animaux déclarés d'une année sur l'autre peut constituer une présomption de découpage fictif d'exploitation. Ce contrôle sera essentiellement effectué en vous appuyant sur la déclaration de surface ou l'absence de déclaration de surface du demandeur.

3.4.2.2. Détermination et contrôle du nombre de parts de GAEC

Détermination du nombre de parts : Pour les GAEC déposant une déclaration de surface, cette opération sera systématiquement effectuée à l'occasion de leur instruction.

En revanche, pour les GAEC ne déposant pas de déclaration de surface, vous vous rapprocherez du service assurant le secrétariat du comité départemental d'agrément qui vous communiquera les nombres de parts ayant été notifiés aux GAEC.

Contrôle des GAEC : pour un nombre représentatif de GAEC, vous procéderez à un contrôle approfondi des informations ayant conduit à affecter à ces GAEC un nombre de parts supérieur à 1, en application de la règle de transparence.

Pour ces dossiers, il conviendra de vous assurer :

- qu'aucun des associés présents n'a demandé le bénéfice de la pré-retraite ;
- que les associés ayant atteint l'âge de la retraite sont encore en activité. A cette fin, vous les inviterez à vous fournir un bordereau d'appel de cotisations postérieur au 1er janvier de l'année en cours ;
- que les associés du GAEC sont présents sur l'exploitation. A cet effet, vous demanderez une photocopie des statuts et un extrait Kbis de moins de trois mois ;
- que les GAEC en attente d'une décision conditionnelle d'augmentation du nombre de parts ont présenté les pièces demandées. Si tel n'était pas le cas, vous informerez les GAEC concernés que leurs demandes ne pourront, pour l'instant, être mises en paiement que sur la base du nombre de parts initial.

Remarque : la détermination du nombre de parts des GAEC doit être faite systématiquement pour tous les GAEC demandeurs des aides visées par le SIGC. Le contrôle des GAEC, quant à lui, doit porter sur un nombre significatif de dossiers.

ANNEXE N° 2 (suite)

Ce contrôle pourra être réalisé à l'occasion de l'instruction de toute aide visée par le SIGC, quelle qu'elle soit. Par conséquent, vous veillerez à organiser la répartition des dossiers soumis à ces vérifications entre les différentes aides.

3.4.2.3. Changements de forme juridique et gestion des numéros identifiants

Vous devez attribuer un nouveau numéro identifiant (n°ADAGE) dans les cas suivants :

- **nouveau demandeur d'une aide animale ;**
- **évolution de l'exploitation (modification de son identité ou de sa forme juridique) n'assurant pas la continuité de la personne morale.**

Dans le cas d'une évolution de l'exploitation où vous constatez qu'il y a continuité de la personne morale, vous conserverez le même numéro ADAGE.

3.4.3. CONTROLE DE LA LIVRAISON DE LAIT

Ce contrôle doit être exercé le plus largement possible à deux périodes : au moment du dépôt de la demande et dans les 12 mois qui suivent.

Il convient de distinguer 4 groupes de demandeurs :

- tous les nouveaux demandeurs
- les vendeurs directs (anciens ou nouveaux)
- les anciens demandeurs ne commercialisant pas de lait mais disposant cependant d'une référence laitière,
- les autres anciens demandeurs.

Par application directe du règlement communautaire, le contrôle administratif de la commercialisation du lait doit être réalisé sur la totalité des demandes des 3 premiers groupes. Pour le dernier groupe, le taux de contrôle doit être au minimum de 10%.

De plus, afin de compléter le contrôle administratif de la campagne passée, il convient de contrôler que parmi les éleveurs ayant bénéficié de la prime pour la campagne 1995, ceux-ci n'ont pas au cours des 12 mois suivant le dépôt de leur demande dépassé le plafond de 120.000 kg de référence laitière.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.4.3.1. Contrôle au moment du dépôt de la demande

- Nouveaux demandeurs : faire le bilan à partir du fichier d'adresses d'entreprises laitières.
- Vendeurs directs de lait ou produits laitiers (anciens ou nouveaux) : Seules les ventes directes (du producteur au consommateur) à la ferme sont autorisées. Il convient de vérifier le fichier des services vétérinaires départementaux.
- Anciens demandeurs bénéficiant d'une référence laitière mais ne commercialisant pas de lait : vous devrez vérifier la non commercialisation de lait sur le fichier des ring test au moment de l'instruction du dossier et un an après le dépôt de la demande.
- Les autres anciens demandeurs : Vous procéderez à un contrôle par sondage similaire à celui ci-dessus.

3.4.3.2. Contrôle au bout des 12 mois

Vous devrez contrôler systématiquement la situation vis-à-vis des livraisons de lait de tous les éleveurs qui se sont vus attribuer une référence laitière et de ceux qui, ne s'étant pas déclarés comme troupeaux mixtes au moment du dépôt de leur demande, bénéficiaient néanmoins à ce moment d'une référence non utilisée.

Si ces éleveurs ont livré du lait pendant les 12 mois suivant le dépôt de leur demande, leur demande devra être considérée comme **fausse déclaration** et vous devrez demander le remboursement (avec intérêt) de l'intégralité de la prime perçue, mais également les exclure du bénéfice de l'aide au titre de la campagne suivante si vous considérez qu'il s'agit d'une fausse déclaration faite délibérément.

3.4.4. CONTROLE DE LA REFERENCE INDIVIDUELLE

Vous effectuerez pour tous les éleveurs, la comparaison systématique du nombre de droits attribués et du nombre de primes demandées. Toute demande devra être plafonnée au niveau de la référence individuelle du demandeur.

Dans le cas où lors du contrôle administratif, cette référence n'est pas définitive, vous retarderez les conclusions de ce contrôle.

3.4.5. CONTRÔLE DE L'EFFECTIF DECLARÉ

3.4.5.1. Ensemble des demandeurs

Vous effectuerez la comparaison du nombre de primes demandées par rapport à la demande de l'année précédente. Dans le cas où la déclaration de l'année en cours ferait apparaître une augmentation significative de l'effectif déclaré par rapport à celui de l'année précédente, vous sélectionnerez celle-ci en vue d'un contrôle sur place ou bien vous interrogerez l'éleveur en lui demandant de vous renvoyer par courrier une copie de son registre des bovins à jour.

ANNEXE N° 2 (suite)

Si l'examen de ce dernier conduisait à conclure que la déclaration du producteur n'est pas conforme (vaches déclarées non présentes le jour de la déclaration), vous appliquerez les sanctions prévues à cet effet au chapitre 3.7 de cette circulaire.

3.4.5.2. Contrôle à partir des extraits du fichier IPG transmis par l'EDE

Le fichier IPG constitue le référentiel des bovins détenus dans le département. Vous vérifierez la validité des demandes qui vous sont transmises en rapprochant les informations relatives aux animaux déclarés, écrites sur les demandes d'aide de celles issues du fichier IPG.

Les rapprochements vous permettront de prendre connaissance des alertes :

- Numéro de cheptel inconnu ;
- Numéro de cheptel hors du département ;
- Effectif insuffisant à la date du dépôt de la demande ;
- Effectif insuffisant pendant la période de détention.

Les rapprochements seront effectués après que l'EDE de votre département vous aura transmis un extrait du fichier IPG à jour pour la période que vous souhaitez contrôler. Vous effectuerez l'instruction des alertes en vous rapprochant de l'EDE et, si nécessaire du déclarant concerné. Les alertes dont l'explication ne pourrait être trouvée par cette voie donneront systématiquement lieu à un contrôle sur place à partir des documents détenus par l'éleveur.

Vous établirez un bilan des alertes détectées conformément au tableau joint en annexe n°4 qui devra être transmis à la MGA.

J'attire votre attention sur le fait que ces rapprochements peuvent être réalisés en plusieurs traitements répartis sur l'année au rythme des réceptions d'informations transmises par l'EDE.

Ils devront être effectués sur la totalité des demandes déposées au titre de la campagne PMTVA 1997 et devront être achevés dans un délai compatible avec le respect de la date limite du 30 juin 1998 pour l'achèvement des paiements de la PMTVA 97.

Il vous appartiendra d'en établir le calendrier en fonction des modalités de transmission d'informations que vous aurez arrêtées avec l'EDE de votre département.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.4.5.3. Producteurs de lait - Contrôle du nombre de vaches laitières

Un troupeau mixte, comprenant à la fois des vaches laitières et des vaches allaitantes, peut être géré de deux manières différentes :

- **Troupeau avec race allaitante et race laitière distincte :**

le troupeau peut être composé de vaches laitières de race laitière (par exemple française frisonne), et de vaches allaitantes de **race distincte** (race à viande, par exemple, charolaise) ; dans ce cas, il ne peut y avoir de risque de fausse déclaration de la part de l'agriculteur qui, aux fins d'augmenter la prime, déclarerait une vache laitière comme allaitante. Ce risque est également négligeable si les deux troupeaux font l'objet d'une gestion séparée en des lieux géographiquement distincts.

- **Troupeau avec une race unique :**

Le troupeau peut être composé de vaches d'une **race unique à double fin** (lait et viande, par exemple, normande, salers, etc...), géré en un seul lieu. Dans ce cas, le risque de surdéclaration existe, et la Commission européenne, qui avait initialement prévu de ne pas octroyer la prime à la vache allaitante dans ces cas, a mis en place un contrôle serré afin de s'assurer de la vraisemblance des déclarations des agriculteurs, dès lors que le Conseil lui a demandé d'élargir le bénéfice de la prime à ces agriculteurs.

Dans ce dernier cas, le principe du contrôle consiste à vérifier que le nombre de vaches laitières déclarées par le demandeur permet bien de produire son quota de début de campagne, la norme de production retenue est le rendement moyen français (5.400 kg), sauf si l'éleveur est au contrôle laitier auquel cas le rendement réel peut être pris en compte.

Il convient donc de calculer le **rendement laitier apparent des vaches laitières du demandeur** : ce rendement R est le ratio entre la quantité de référence du producteur et le nombre de vaches laitières indiqué sur la demande.

- **Si $R < 6.200$ kg**, la demande peut être retenue et la prime attribuée aux nombre de vaches figurant sur la demande (sauf plafonnement). En effet, un dépassement du rendement moyen national (5.400 kg) de moins de **15 %** n'est pas considéré comme significatif et n'a pas à être justifié par le demandeur.

- **Si $R > 6.200$ kg**, la demande ne peut être acceptée que si l'éleveur peut justifier son rendement. En effet, tout dépassement de plus de 15 % de la norme nationale doit être justifié.

Cette preuve peut être apportée par les résultats du contrôle laitier ou par le volume livré si par exemple les livraisons sont largement inférieures à la référence; le calcul du rendement laitier doit être refait en fin de campagne une fois connues les livraisons réelles.

Peut aussi éventuellement être prise en compte la généalogie des vaches laitières permettant de présumer, par documents officiels du contrôle laitier, une production unitaire élevée (par exemple, performances de la mère et indexation favorable du père).

ANNEXE N° 2 (suite)

3.4.6. CONTROLE DU PLAFOND DE DENSITE

Sachant que les demandes de primes bovines sont traitées par ordre chronologique de dépôt, il convient de préciser aux éleveurs qu'il leur incombe de s'arbitrer entre les bovins mâles et les vaches allaitantes et que **toute demande considérée comme recevable ne peut être retirée.**

Remarques : le plafond s'applique au nombre d'animaux déclarés, plafonné au nombre de droits à primes notifiés à l'éleveur par la DDAF.

Ainsi un éleveur ayant déclaré un animal « de trop » pour bénéficier du complément réservé aux élevages extensifs ne pourra en aucun cas reprendre sa demande.

Lorsque la demande du producteur dépasse le plafond d'UGB bovines primables, vous limiterez cette demande en ne retenant qu'un certain nombre d'animaux déclarés.

3.4.7. COMPTE RENDU DE CONTRÔLE ADMINISTRATIF

Un rapport de contrôle administratif sera établi pour chaque demande contrôlée administrativement et susceptible d'entraîner l'application d'une sanction.

Vous communiquerez ce compte rendu au producteur en l'invitant à mentionner ses observations et à apposer sa signature sur ce document qu'il devra vous renvoyer sous 10 jours. Si à l'issue de cette procédure vous décidez de ne pas mettre en paiement intégralement la demande, vous notifierez votre décision à l'intéressé, conformément au paragraphe 3.7.4. de cette circulaire.

3.5. SUIVI DES ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Les demandeurs se sont engagés à maintenir pendant 6 mois à compter du jour suivant la date du dépôt de leur demande en mairie un effectif équivalent à celui déclaré. Pendant ce délai de 6 mois toute vache déclarée peut être remplacée par une autre vache ou une génisse pleine, à condition que ce remplacement ait lieu dans un délai de 20 jours après le départ de la vache déclarée et que la femelle remplaçante ait été inscrite sur l'inventaire du demandeur dans les trois jours.

3.5.1. CAS DE CIRCONSTANCES NATURELLES DE LA VIE DU TROUPEAU

Pendant la période de rétention, en cas de circonstances naturelles (exemple : mortalité sur l'exploitation d'un animal porté sur la demande), les demandeurs ont **l'obligation de notifier à la DDAF par écrit et dans les 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris)** suivant la constatation de l'événement en cause (**date de réception à la DDAF**), la diminution du nombre d'animaux déclarés, par lettre ou en utilisant les notifications de pertes jointes aux imprimés de demandes de primes.

ANNEXE N° 2 (suite)

Vous inviterez les bénéficiaires qui auraient pris contact par téléphone avec la DDAF à vous confirmer par écrit leur notification dans ce délai.

La notion de circonstances naturelles est appréciée compte tenu des conditions normales de conduite d'un élevage bovin. Je vous rappelle que la vente d'un animal pour faire face à des échéances financières impératives ne constituent pas des cas de circonstances naturelles de la vie du troupeau.

Si la diminution peut être imputable aux circonstances naturelles de la vie du troupeau, les animaux non maintenus sur l'exploitation ne seront pas pris en compte dans le calcul de l'écart et ne seront pas primés. **En revanche, ils restent pris en compte dans le calcul du chargement de l'exploitation.**

Les cas de circonstances naturelles non notifiés dans les 10 jours ouvrables ne donnent pas lieu à sanction lorsqu'il y a une autre vache ou une génisse pleine qui peut remplacer la vache morte.

3.5.2. CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas où la force majeure est alléguée doivent préalablement être soumis, pour accord, à la DPE - Bureau des Viandes. Il est en effet rappelé que la force majeure, en droit communautaire, est une notion précise, d'interprétation très restrictive puisque la force majeure ne peut être invoquée qu'à l'occasion d'événements soudains, imprévisibles et que le demandeur n'a pu éviter ; en outre tous les cas de force majeure doivent être notifiés à la Commission.

La notification de ces cas est obligatoire et elle doit être faite par écrit à la DDAF dans **un délai de 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris)** à partir du moment où l'exploitant est en mesure de le faire.

Lorsque l'exploitant n'a pas pu respecter son obligation de détention en raison de cas de force majeure, le nombre d'animaux effectivement éligibles n'est pas modifié.

APPLICATION A QUELQUES CAS :

. Incapacité professionnelle justifiant la non-détention du cheptel :

Vous devrez juger si un élément grave, imprévisible au moment du dépôt de la demande (et donc le plus souvent soudain) a véritablement réduit la main-d'oeuvre affectée au troupeau bovin sur l'exploitation. Les cas de réduction progressive d'activité ne peuvent pas être interprétés comme cas de force majeure.

En outre, la Commission estime que, si l'incapacité fait suite à une affection antérieure à la date de dépôt de la demande, le caractère de circonstance « imprévisible » suscite des doutes.

. Cas d'abattage pour maladies contagieuses:

Les abattages dus à une maladie de l'espèce bovine sont considérés comme des cas de force majeure lorsqu'il existe une réglementation sanitaire relative à cette maladie, que cette réglementation soit communautaire ou nationale (y compris une réglementation locale) et à condition que l'éleveur puisse prouver qu'il a respecté cette réglementation.

ANNEXE N° 2 (suite)

A défaut de réglementation en vigueur, les abattages dus à une maladie contagieuse sont considérés comme des cas de force majeure à condition que les agents des services vétérinaires départementaux puissent certifier que les conditions servant à l'appréciation des cas de force majeure sont réunies.

Pour les deux cas, les abattages doivent avoir été prescrits par les services vétérinaires départementaux. En outre, l'éleveur devra prouver que son cheptel fait l'objet d'un suivi sanitaire régulier.

Au cas où l'une de ces conditions ne peut être remplie, les abattages doivent être considérés comme des cas de circonstances naturelles de la vie du troupeau.

Conséquences du non maintien d'une vache déclarée :

1 - Il y a remplacement par une autre vache ou une génisse pleine dans un délai de 20 jours et inscription de ce remplacement sur le registre dans un délai de 3 jours.		Il y a maintien de la prime	
2 - Il n'y a pas remplacement par une autre vache ou une génisse pleine dans un délai de 20 jours ou pas d'inscription sur le registre des bovins dans les trois jours	cas de circonstances naturelles de la vie du troupeau (mort, abattage d'urgence...)	Notification écrite sous dix jours ouvrables	La prime n'est pas versée pour la vache non maintenue. Elle est versée sans pénalité aux autres vaches maintenues.
	cas de force majeure (abattage ou vente si circonstances afférentes au bénéficiaire)		La prime est versée sans pénalité à toutes les vaches éligibles au moment où est survenu le cas de force majeure
	cas de circonstances naturelles ou de force majeure	pas de notification ou notification au bout de plus de 10 jours	il y a rejet total ou partiel de la prime (cf paragraphe 7)
	le non remplacement n'est pas imputable aux raisons citées ci-dessus (vente)		

ANNEXE N° 2 (suite)

3.6. CONTROLE SUR PLACE**3.6.1. TAUX DE CONTROLE MINIMUM**

Le taux minimum de contrôle à effectuer devra être de 10 % du nombre de demandes. Ce taux minimum est à respecter de manière stricte. Au moins 50% des contrôles doivent être réalisés pendant la période de rétention du cheptel.

Si, en cours d'année, vous constatez un nombre d'anomalies significatif, il vous appartient d'augmenter le nombre de ces contrôles.

En outre, la DPE pourra également vous demander d'augmenter ce taux de contrôle sur base des résultats nationaux.

Des moyens spécifiques vous seront délégués selon des indications qui vous seront notifiées par la Direction Générale de l'Administration.

3.6.2. PREPARATION DES CONTROLES**3.6.2.1. Le choix des exploitations**

Les dossiers à contrôler sont à sélectionner en fonction d'une analyse de risque (cf. art. 6 paragraphe 4 du règlement 3887/92).

Cette analyse devra prendre en compte les critères suivants :

- demandes d'aides avec un nombre important de vaches déclarées (supérieur à la moyenne départementale),
- augmentation du nombre de vaches déclarées par un même producteur par rapport à l'année précédente,
- demandes déposées par de nouveaux demandeurs,
- demandes pour lesquelles la date de vêlage n'est pas indiquée pour au moins une des vaches déclarées,
- demandes dont le nombre de génisses mentionné sur la demande est inférieur à 20% du nombre de vaches déclarées,
- demandes pour lesquelles il apparaît peu plausible que certaines femelles déclarées soient des vaches au vu de leur date de naissance,
- demandes pour lesquelles une suspicion d'anomalie soulevée en contrôle administratif n'a pu être levée en interrogeant l'éleveur,
- anomalies rencontrées lors des contrôles pendant l'année précédente au titre de ce régime ou d'un autre régime visé par le SIGC. Les demandeurs ayant réalisé de fausses déclarations en 1996 pour l'un des régimes du SIGC seront obligatoirement sélectionnés, de même que ceux ayant refusé l'accès à leur exploitation pour contrôle en 1996,
- demandes faites par des éleveurs n'ayant pas déposé de déclarations de surfaces en 1997,
- demandes de producteur ayant mis des animaux en pension y compris dans d'autres départements,
- demandes de producteurs pratiquant la mise en estives, alpages et parcours collectifs y compris dans d'autres départements.

ANNEXE N° 2 (suite)

- demandes pour lesquelles des alertes lors des rapprochements avec les fichiers IPG n'auraient pas été expliquées lors du contrôle administratif.

En outre, il convient de sélectionner un échantillon représentatif qui vous conduira à

- assurer la couverture totale du département sur plusieurs années ;
- contrôler toutes les tailles de cheptel et tous les systèmes de production ;
- répartir les contrôles sur toute l'année ; vous veillerez à réaliser un nombre significatif de contrôles en fin de période de rétention des bovins déclarés. Quelques demandes déjà contrôlées en début de période devront être à nouveau contrôlées en fin de période. En outre, il importe de contrôler à nouveau en 1997 un certain nombre d'exploitations visitées l'année précédente.

Vous devez **réaliser ces contrôles sans prévenir** ou en prévenant la veille au soir. Le fait de prévenir systématiquement plus de 24 heures à l'avance n'est pas acceptable.

Vous conserverez une trace écrite de votre analyse de risque en utilisant le tableau relatif à la sélection des demandes de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes joint en annexe n°5.

Le pourcentage de demandes à contrôler pour chaque critère de votre analyse sera fixé en début de campagne en prenant obligatoirement en compte les anomalies rencontrées lors des contrôles de l'année précédente.

Lorsqu'un nombre significatif de contrôles aura été effectué, vous analyserez les résultats de ces contrôles afin de déterminer si, pour les contrôles restant à réaliser, il n'est pas opportun de revoir (augmenter ou diminuer) le pourcentage de demandes à contrôler pour certains critères, voire s'il n'est pas nécessaire d'augmenter le taux initial de contrôles.

3.6.2.2. Désignation des agents chargés du contrôle sur place

Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt désignera les agents qui effectueront le contrôle. Les contrôles les plus difficiles (ex : suspicion de fausse déclaration) devront être confiés à un agent permanent de la DDAF.

Aux agents non munis d'une carte de fonctionnaire, le DDAF délivrera une attestation. Dans tous les cas, les agents doivent suivre une formation pratique et technique dispensée par un agent de la DDAF. Il est recommandé que ces agents aient au préalable une bonne connaissance en matière d'élevage (BTS productions animales, par exemple).

Il apparaît important qu'un suivi hebdomadaire des fiches de contrôle soit réalisé afin de pouvoir examiner les fiches de contrôle avec les agents ayant réalisé ces contrôles.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.6.2.3. Intégration des contrôles des primes à l'élevage

Vous devrez systématiquement rechercher l'existence d'une (ou plusieurs) demande(s) PSBM, ICHN ou PCO déposée(s) au titre de la campagne 1997, par les éleveurs que vous avez sélectionnés pour les contrôler. Au cas où le contrôle PMTVA intervient au cours de la période de détention des animaux déclarés (au titre de la PCO, de l'ICHN, ou de la PSBM pour la campagne), vous devrez contrôler simultanément la ou les demandes d'aides correspondantes.

De même, si le contrôle PMTVA intervient alors que la période de détention de bovins ou de brebis et de chèvres déclarés antérieurement au titre de la PSBM ou de la PCO est terminée, vous pourrez contrôler les demandes correspondantes tout en veillant à respecter systématiquement les obligations suivantes :

- au moins 50% du nombre minimum de contrôles à effectuer (au titre de la PSBM ou de la PMTVA) doit avoir lieu durant les périodes de détention des animaux concernés ;
- les contrôles doivent être répartis sur toute l'année.

3.6.3. REALISATION DES CONTROLES SUR PLACE**3.6.3.1. Contrôles minima à effectuer**

Les contrôleurs devront être munis de la déclaration de l'éleveur dont ils contrôlent l'exploitation ainsi que des notifications éventuellement transmises à la DDAF par l'exploitant contrôlé. Au préalable, ils auront vérifié si une déclaration de surfaces a été déposée en 1997 (ou en 1996 pour les contrôles réalisés avant le 30 avril) par l'éleveur et relevé le nombre d'hectares de superficie fourragère déclarée.

Toute présomption de non conformité de la déclaration de surface fourragère à la suite de la visite de l'exploitation devra être signalée par le contrôleur sur son rapport et conduira à sélectionner la déclaration de surface du producteur en vue d'un contrôle qui sera effectué par les agents de l'ONIC.

a) contrôle du registre des bovins

Le contrôleur devra toujours, avant le contrôle physique des animaux, effectuer un contrôle sur pièces à l'aide du registre des bovins qui doit être tenu à jour. Il se fera communiquer en outre tout autre document utile à la réalisation du contrôle. Il demandera à l'éleveur la spéculation principale de son élevage (naissage, naisage-engraissement, engraissement).

ANNEXE N° 2 (suite)

b) contrôle des bovins déclarés- Contrôle effectué au cours de la période de détention

Un comptage physique des animaux présents sera ensuite effectué. Pour chaque animal déclaré, le contrôleur vérifiera l'exactitude des données portées sur la demande (numéro national d'identification, numéro de travail, sexe, âge). Toute discordance devra être notée sur le rapport de contrôle établi à cette occasion.

- Contrôle effectué en dehors de la période de détention

Le contrôle sera effectué comme indiqué au paragraphe précédent pour les animaux déclarés encore présents sur l'exploitation à la date du contrôle.

En revanche, pour les animaux déclarés et absents à la date du contrôle, seul un contrôle documentaire permettra de vérifier l'exactitude de la demande d'aide et le respect des engagements souscrits par l'éleveur.

Le contrôleur utilisera pour cela le registre des bovins de l'éleveur ainsi que tout autre document permettant la réalisation du contrôle tel que, par exemple, des documents commerciaux. Toute discordance devra être notée sur le rapport de contrôle établi à cette occasion.

d) contrôle des animaux mis en pension, en estive ou en alpage dans votre département, par des producteurs de votre département ou d'autres départements (à la requête des DDAF dont dépendent ces derniers).

Le contrôle de bovins mis en pension, en estive ou en alpage pendant la période de détention comportera obligatoirement l'examen du registre des bovins sur l'exploitation du demandeur ainsi que le contrôle physique des animaux déclarés qu'ils soient situés sur l'exploitation du demandeur ou sur celle du producteur les ayant pris en pension, en estive ou en alpage.

Dans le cas où les animaux seraient situés à l'extérieur de votre département, vous demanderez à la DDAF du département dans lequel se situent ces animaux de contrôler physiquement les animaux concernés. A cette fin, vous lui transmettez copie de la demande et du rapport de contrôle partiel établi par vos soins à la suite du contrôle qui devra toujours avoir débuté chez le demandeur par l'examen du registre des bovins et des animaux déclarés éventuellement restés sur son exploitation.

e) Contrôle de la non-production du lait

Chez les éleveurs qui déclarent ne pas commercialiser de lait, les contrôleurs devront systématiquement demander la date éventuelle d'arrêt de livraison de lait et vérifier qu'aucun signe extérieur apparent ne laisse supposer une livraison de produits laitiers (tank à lait en état de marche, bidons à lait, véhicule pour les livraisons, etc...).

ANNEXE N° 2 (suite)

f) Circonstances naturelles de la vie du troupeau

Pour les vaches déclarées éligibles ayant fait l'objet d'une notification de circonstances naturelles, les contrôleurs demanderont les justificatifs correspondants afin de s'assurer du respect de la notion de circonstances naturelles visée au paragraphe 3.5.1.

g) Génisses de remplacement

Pour les génisses de remplacement, ils apprécieront par un examen visuel le caractère de génisse pleine indiqué par l'éleveur. En cas de doute, un certificat d'insémination et/ou un certificat ultérieur de vêlage pourront être demandés. Les contrôleurs s'assureront en outre que la génisse est venue remplacer la vache déclarée dans un délai de 20 jours maximum suivant le départ de la vache.

3.6.3.2. Contrôle sur place de l'IPG

Deux types de contrôles seront réalisés sur un nombre significatif de demandes :

- * le contrôle de la tenue du registre des bovins (pour tous les bovins détenus par l'éleveur) ;
- * le contrôle de la correspondance entre les DAB détenus par l'éleveur, le registre des bovins et tous les bovins présents.

a) Contrôle de la tenue du registre des bovins

Différents cas peuvent se présenter :

1er cas : l'éleveur ne détient aucun registre des bovins : dans ce cas la prime spéciale ne peut lui être versée.

2ème cas : l'éleveur détient un registre des bovins, mais celui-ci n'est pas disponible le jour du contrôle (l'inventaire se trouve chez le vétérinaire ou au centre de gestion...) : dans ce cas il est demandé à l'éleveur de présenter à la DDAF dans un délai de 48 h son registre mis à jour et une lettre d'observation sur l'exigence de disposer en permanence d'un registre des bovins est adressée à l'éleveur.

Cette lettre doit rappeler l'article 1er du décret 95 - 276 relatif à l'IPG, qui précise les obligations de l'éleveur en matière d'identification et de pré-identification de ses animaux et l'article 9 de ce même décret, relatif aux sanctions prévues en cas de non-respect des obligations relatives à l'IPG.

Vous lui préciserez qu'en cas de récidive, vous saisirez le Procureur de la République. Une copie du décret 95-276 se trouve en annexe 11 de cette circulaire.

ANNEXE N° 2 (suite)

3ème cas : l'éleveur détient un registre des bovins qui n'est pas complètement à jour, mais l'éleveur détient parallèlement les éléments permettant sa mise à jour (facture de vente...) ; vous demanderez à l'éleveur de procéder à sa mise à jour immédiatement, c'est-à-dire pendant le contrôle (une présentation sous 48 h à la DDAF du registre mis à jour pourra également être autorisée).

Une lettre d'observation rappelant les exigences du décret relatif à l'IPG et le risque d'application de sanction en cas de récidive (c'est-à-dire en cas de non inscription d'un événement dans un délai de moins de 20 jours) sera également adressée à l'éleveur, sauf si vous constatez des erreurs sur le registre au moment de sa validation : par exemple des sorties d'animaux non inscrites antérieures à sa validation.

Si tel était le cas, vous seriez amenés à saisir immédiatement le Procureur de la République en lui demandant l'application de l'article 9 du décret 95-276.

Je vous rappelle que la validation de l'inventaire d'étable est effectuée sous la responsabilité de l'éleveur, mais il convient d'adresser une copie du constat que vous aurez effectué auprès de l'EDE.

b) Contrôle de la correspondance entre les DAB détenus par l'éleveur, le registre des bovins et les animaux présents :

Il sera demandé à l'éleveur de présenter tous les DAB en sa possession.

S'il a plus de DAB que de bovins présents (exception faite des bovins déclarés) ceci signifie que l'éleveur aura vendu des animaux sans DAB ou gardé les DAB d'animaux morts ; dans ce cas il conviendra de noter les numéros IPG figurant sur les DAB en surnombre et de demander au producteur de renvoyer sous 10 jours ces DAB à les services vétérinaires départementaux. Si nécessaire, vous saisirez le Procureur de la République. Une copie du compte-rendu de contrôle sera adressée à l'EDE.

Si l'éleveur a moins de DAB que d'animaux présents identifiés (ce qui signifie l'achat d'animaux sans DAB), vous demanderez à l'éleveur de prendre contact sous dix jours auprès de l'EDE à qui vous enverrez une copie de votre compte rendu de contrôle et comme dans le cas précédent, vous pourrez saisir si nécessaire le Procureur de la République.

3.6.3.3. Compte rendu de contrôle

Un rapport de contrôle devra être établi pour chaque demande contrôlée dans une exploitation (exemple: si vous contrôlez dans une même exploitation 2 demandes PSBM et une demande PCO, vous devrez établir 3 rapports de contrôle). Il sera signé par le contrôleur et l'éleveur, ce qui signifie que les contrôles doivent être faits en présence de l'éleveur.

Le formulaire de compte-rendu de contrôles sur place est composé de deux feuillets auto-copiants : l'original sera conservé par la DDAF dans le dossier de l'éleveur, l'autre sera remis directement à l'éleveur le jour du contrôle. Un modèle de ce compte-rendu est annexé à la présente circulaire (annexe 6).

ANNEXE N° 2 (suite)

J'insiste sur la nécessité pour le contrôleur de décrire précisément et dans tous les cas, ses constats sur le rapport de contrôle, dans la mesure où ceux-ci peuvent conduire à l'application de sanctions.

En cas d'impossibilité de conclure à l'issue du contrôle au respect par l'éleveur de ses engagements, vous lui adresserez une lettre recommandée lui demandant de fournir ces preuves dans un délai que vous déterminerez. En cas de non réponse dans le délai indiqué vous en notifierez les conséquences au demandeur.

3.7. SUITE A DONNER AUX CONTROLES

3.7.1. PRISE EN COMPTE DU CONTRÔLE DES SURFACES

Lorsque le contrôle de la déclaration de surface vous a conduit à appliquer les pénalités de l'article 9 du règlement 3887/92 au compartiment "surface fourragère" de cette déclaration, vous utiliserez la surface établie en application des paragraphes 1 à 3 de cet article pour le calcul du facteur de densité.

Dans le cas où la surface fourragère devient nulle en raison de l'application de pénalités liées à un contrôle, je vous rappelle que vous ne devez pas accorder 15 UGB au producteur concerné.

De plus, lorsque ce contrôle vous aura conduit à qualifier de fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave la déclaration de surface fourragère, vous ne pourrez octroyer aucune aide PMTVA à ce demandeur pour la même année civile. Dans le cas de fausse déclaration faite délibérément au cours de la campagne précédente, vous devrez déduire de la surface fourragère établie au titre de cette campagne (voir ci-dessus) la surface refusée pour fausse déclaration au titre de la campagne précédente.

3.7.2. CONFORMITE A LA DECLARATION

La conformité à la déclaration entraîne le maintien de la prime.

3.7.3. NON CONFORMITE A LA DECLARATION

3.7.3.1. Absence de l'éleveur - Refus de contrôle - Voies de fait éventuelles

En cas d'absence de l'éleveur lors d'un contrôle fait inopinément, une lettre recommandée devra lui être adressée par la DDAF pour l'informer qu'un rendez-vous lui sera fixé dans les plus brefs délais. L'absence de l'éleveur lors de la seconde visite entraînera le rejet des demandes que vous deviez contrôler.

L'absence de l'éleveur alors qu'il a été prévenu du contrôle entraînera immédiatement la suppression du bénéfice des demandes à contrôler.

Un refus de contrôle entraînera la même sanction. Sera assimilé à un refus de contrôle, le cas d'un producteur ne présentant pas les pièces en sa possession (registre des bovins, bons d'équarrissage, certificats vétérinaires...) permettant de vérifier l'exactitude de sa demande et le respect des engagements souscrits.

ANNEXE N° 2 (suite)

Toute voie de fait commise à l'encontre des agents chargés du contrôle, entraînera la suppression de la ou des primes et le dépôt d'une plainte auprès des tribunaux.

NB : l'imprimé comporte des obligations à charge de l'éleveur qui devraient vous permettre de réaliser dans de meilleures conditions les contrôles sur place.

Dans tous les cas, une lettre recommandée devra être adressée par la DDAF à l'éleveur lui indiquant le rejet de la ou des demandes que vous deviez contrôler. Je vous rappelle que toute décision doit être explicitée et motivée et indiquer les voies et délais de recours dont dispose le producteur.

3.7.3.2. Fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave

En cas de fausse déclaration, qu'elle soit délibérée ou résultant d'une négligence grave, l'exploitant est exclu du bénéfice du régime de prime octroyée aux producteurs de viande bovine (y compris le complément «extensification») au titre de l'année civile en cause. Cette exclusion concerne aussi les demandes précédentes du bénéficiaire au cours de la même année civile.

De plus, en cas de fausse déclaration que vous estimez avoir été faite délibérément, l'exploitant est exclu du bénéfice du même régime au titre de l'année civile suivante.

Compte tenu des conséquences d'une telle qualification je vous invite à un examen approfondi de ces cas et à recueillir tous les éléments d'information justifiant cette décision. En outre, afin de maintenir l'homogénéité de traitement entre les départements et sachant que la notion de négligence grave est une notion difficile à interpréter, vous pourrez soumettre préalablement pour accord à la DPE les cas concernés. En tout état de cause, les cas de fausse déclaration sont à communiquer à la Mission de Gestion des Aides.-

3.7.3.3. Pénalités

Les pénalités sont à appliquer après avoir vérifié le point 3.7.3.2. En effet, en cas de fausse déclaration ces calculs sont inutiles.

Lorsqu'il y a une différence entre le nombre d'animaux retenus (égal au nombre d'animaux déclarés plafonnés à la référence individuelle en droits à primes) et le nombre de bovins déterminés, la prime est rejetée totalement ou partiellement en application des règles ci-dessous.

On entend par nombre d'animaux déterminés, le nombre d'animaux déclarés éligibles et présents pendant toute la période de rétention auxquels on ajoute les nombres de cas de forces majeures et de circonstances naturelles notifiés.

Cas d'une demande concernant au maximum 20 animaux :

Lorsque l'excédent constaté (nombre d'animaux retenu - nombre d'animaux déterminé) est inférieur ou égal à 4 animaux, le montant unitaire de l'aide est diminué:

- du pourcentage correspondant à l'excédent constaté par rapport au nombre d'animaux **déclarés** lorsque cet excédent est inférieur ou égal à deux animaux.
- du double de ce pourcentage lorsque l'excédent constaté est supérieur à deux et inférieur ou égal à quatre animaux.

ANNEXE N° 2 (suite)

La demande est rejetée en totalité lorsque l'excédent constaté est supérieur à 4 animaux.

Cas d'une demande portant sur plus de 20 animaux :

Lorsque l'excédent constaté est au plus égal à 20 % du nombre d'animaux déterminé ; le montant unitaire de l'aide est diminué :

- du pourcentage correspondant à l'excédent constaté par rapport au nombre d'animaux **déterminé** lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 5 %.

- du double du pourcentage correspondant à l'excédent constaté par rapport au nombre d'animaux déterminé lorsque celui-ci est supérieur à 5% et inférieur ou égal à 20%.

La demande est rejetée en totalité lorsque l'excédent constaté est supérieur à 20 %.

Exemples :

a = nombre d'animaux déclarés, plafonnés le cas échéant à la référence individuelle

CN = circonstances naturelles et FM = forces majeures

b = nombre d'animaux déclarés éligibles et présents pendant toute la période de rétention

c = (b+CN+FM) = nombre d'animaux déterminés

Le pourcentage d'écart injustifié, e, est égal à :

si $a \leq 20$, $e = (a - c) / a$

si $a > 20$, $e = (a - c) / c$

Nbre d'animaux déclarés (1)	Nbre d'animaux déterminé (2)	Excédent constaté (1)-(2) = (3)	(3)/(1) en %	(3)/(2) en %	Taux de réduction du montant unitaire de la prime
20	18	2	10,0		10,0%
18	14	4	22,2		44,4%
18	12	6	33,3		100,0%
36	35	1		2,8	2,8%
36	32	4		12,5	25,0%
27	23	4		17,4	34,8%
27	22	5		22,7	100,0%

ANNEXE N° 2 (suite)

Cas particulier des troupeaux mixtes :

En dehors des cas signifiés ci-dessus, la règle s'applique lorsque l'on constate un écart entre le nombre de vaches allaitantes déclarées par l'éleveur et le nombre maximum de vaches allaitantes qui peuvent bénéficier de la prime compte tenu du nombre de vaches laitières nécessaires pour produire la quantité de référence du producteur, avec un rendement de 6.200 kg (cf paragraphe 3.4.6).

L'excédent constaté est alors mesuré par cet écart auquel s'appliquent les règles mentionnées ci-dessus.

Quelques exemples ci-après permettent d'illustrer ces propos :

Données figurant sur la demande			Calculs à effectuer			Excédent	Excédent en %	Excédent en %	Taux de réduction
référence laitière en kg = Q	V = nb total de Vaches	VA = Nb de VA déclarés (1)	VL1 = Nb de VL calculé = V-VA	Nb * mini de VL VL2 = Q/ 6.200 kg	Nb max VA déclarable= VA max = V-VL2 (2)	VA - VA max (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	de l'aide
48.000	15	7	8	8	7	0	-	-	-
48.000	15	8	7	8	7	1	12,50	-	12,5%
48.000	15	9	6	8	7	2	22,20	-	22,2%
48.000	15	10	5	8	7	3	30,00	-	60,0%
48.000	45	38	7	8	37	1	-	2,70	2,7%
48.000	45	40	5	8	37	3	-	8,10	16,2%
54.000	36	32	4	9	27	5	-	15,6	31,2%
60.000	32	28	4	10	22	6	-	21,4	100,0%

* nombre de vaches laitières nécessaires pour produire la quantité de référence laitière compte-tenu d'un rendement de 6.200 kg (si l'éleveur n'est pas au contrôle laitier). Ce chiffre est arrondi à l'entier supérieur.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.7.4. NOTIFICATION DE LA DECISION A L'ELEVEUR

Si la décision prise à l'encontre de l'éleveur et résultant des contrôles (administratif et le cas échéant sur place), se traduit par un rejet même partiel (application de la règle de l'écart minime) vous devez mentionner dans la notification de la décision à l'éleveur, les délais et voies de recours, ce, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers. A défaut le délai de recours n'est pas opposable.

Vous devrez donc indiquer, dans la notification, :

« Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa réception :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressée au Ministre de l'agriculture , de la pêche et de l'alimentation⁷. L'absence de réponse dans un délai de quatre mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif. ».

J'attire votre attention sur cette notification, qui devra préciser la date à laquelle a été effectué le contrôle ayant donné lieu à l'application de la sanction.

3.7.5. LETTRE D'OBSERVATIONS AU PRODUCTEUR EN CAS DE NON TENUE A JOUR DU REGISTRE DES BOVINS

Sans préjudice de l'application des sanctions décrites au paragraphe 3.7.3, pour chaque éleveur contrôlé qui n'aura pas présenté son registre des bovins à jour, vous adresserez une lettre d'observations lui rappelant ses obligations à ce sujet.

Une fiche, en annexe 12 de cette circulaire, précise l'ensemble des dispositions relatives à la tenue du registre des bovins et rappelle notamment que :

- tout bovin détenu dans un cheptel doit figurer sur un registre ;
- tout détenteur de bovins doit assurer de façon permanente l'enregistrement de tous les mouvements d'animaux de son cheptel sur ce registre ;
- des contrôles liés aux aides animales peuvent être effectués à tout moment sur la base de ce registre ; une mauvaise tenue à jour peut entraîner des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression totale des aides.

Cette fiche pourra soit être remise directement au producteur avant de quitter l'exploitation, à l'issue du contrôle, soit lui être adressée ultérieurement.

3.7.6. APPLICATION AU COMPLEMENT DE PRIME ELEVAGE EXTENSIF

Les suites à donner aux contrôles prévus au chapitre 3.7 (notamment les taux de réduction du montant unitaire de la prime) s'appliquent dans leur intégralité au complément de prime élevage extensif.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.8. MISE EN PAIEMENT - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**3.8.1. CALCUL DU MONTANT A VERSER**

Les rubriques CEE 1, CEE 2, CEE 3 concernent les montants financés par le FEOGA, la rubrique CEE 2 concernant le complément élevage extensif.

Les rubriques FRA 1, FRA 2, FRA 3 concernent les montants financés par le budget français.

Le paiement de la prime pourra se faire en 1 ou 2 versements.

Vous devez comptabiliser de manière séparée les primes versées aux troupeaux mixtes et aux producteurs traditionnels. Le régime A désigne les éleveurs qui ne commercialisent pas de lait (à l'exclusion des ventes directes à la ferme), c'est-à-dire tout le champ des bénéficiaires traditionnels ; le régime B désigne les troupeaux mixtes.

A noter :

- l'exigence communautaire de comptabiliser le nombre de vaches primées ;

- l'obligation en cas d'application de l'écart-minime d'effectuer l'arrondi sur le montant unitaire de la prime et non sur le montant total à verser.

3.8.1.1. Cas général sans réduction de prime

On utilise les rubriques : CEE 1 - CEE 2 - CEE 3

FRA 1 - FRA 2 - FRA 3

CEE 1 : montant financé par le FEOGA : prime de base de 144,9 Ecus,
= 957,82 F par vache sans limitation de nombre.

CEE 2 : montant financé par le FEOGA : Complément extensification,

Montant 1 : 52 écus, soit 343,73 F par vache sans limitation de nombre.
pour un chargement inférieur à 1 UGB/ha SF.

Montant 2 : 36 écus, soit 237,96 F par vache sans limitation de nombre.
pour un chargement compris entre 1 et 1,4 UGB/ha SF.

CEE 3 : montant financé par le FEOGA : prime de 24,15 Ecus réservé Corse et Hainaut,
= 159,63 F par vache sans limitation de nombre.

FRA 1 : montant financé par le budget national : prime de 6,04 Ecus,
= 39,93 F par vache sans limitation de nombre (sauf Corse et Hainaut).

FRA 2 : montant financé par le budget national : prime de 24,15 Ecus,
= 159,63 F par vache avec limitation aux 40 premières vaches.

FRA 3 : montant financé par le budget national : prime de 6,04 Ecus,
= 39,93 F par vache avec limitation aux 40 premières (Corse et Hainaut).

ANNEXE N° 2 (suite)

1er exemple : troupeau de 32 vaches éligibles - élevage non extensif.

Nombre de vaches éligibles	32	
CEE 1	30 650,24	= 32 x 957,82 F
FRA 1	1.277,76	= 32 x 39,93 F
FRA 2	5.108,16	= 32 x 159,63 F
Montant total à verser	37.036,16	

2ème exemple : troupeau 54 vaches éligibles - Elevage extensif, chargement < 1UGB/ha SF

Nombre de vaches éligibles	54	
CEE 1	51.722,28	= 54 x 957,82 F
FRA 1	2.156,22	= 54 x 39,93 F
FRA 2	6.385,20	= 40 x 159,63 F
CEE 2 - Montant 1	18.561,42	= 54 x 343,73 F
Montant total à verser	78.825,12	

Remarque : Cas particulier des GAEC : le plafond de 40 vaches applicable au complément de 159,63 F sera multiplié par le **nombre d'associés éligibles** du GAEC, calculé conformément aux dispositions de la circulaire DPE/SPM/C95 N°4024 et DEPSE/SDSEA/95 n°7045 du 29 décembre 1995.

Ainsi le plafond pour un GAEC avec 2 associés éligibles est porté à 80 vaches (3 associés = 120 vaches). Pour les GAEC créés avant le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal au nombre total d'associés du GAEC. Pour les GAEC créés après le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal à celui des exploitations pré-existantes fusionnées, qui correspondaient avant le regroupement à une exploitation autonome d'au moins 1 SMI foncière.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.8.1.2. Cas où la prime est réduite

Exemple : réduction de prime de 10 % par suite d'un retard de dépôt de la prime (de 10 jours ouvrables) ou de l'application de l'écart-minime ; une réduction de prime de 10 % s'applique aux montants unitaires de la prime, y compris sur le complément « élevage extensif ».

Application à un élevage extensif (chargement = 1,2 UGB/ha) de 45 vaches en Corse :

Nombre de vaches éligibles	45	Calcul avec application d'une réduction de 10%
CEE 1	38.791,71	= 45 x (957,82 x 0,9)
CEE 2 - Montant 2	9.637,38	= 45 x (237,96 x 0,9)
CEE 3	6.465,01	= 45 x (159,63 x 0,9)
FRA 3	1.437,48	= 40 x (39,93 x 0,9)
Montant total à verser	56.331,58	

3.8.2. MISE A DISPOSITION DES CREDITS ET PAIEMENT DE LA PRIME**3.8.2.1. Périodes de paiement des demandes déposées en 1997**

Avant la mise en paiement des dossiers, les contrôles administratifs et sur place doivent avoir été effectués. En outre, conformément au règlement communautaire, les primes bovines ne peuvent être versées avant le 1er novembre de l'année civile pour lesquelles elles sont demandées.

Pour la présente campagne comme pour la campagne 1996, le paiement des dossiers s'effectuera pour partie en 1997 à partir du 1er novembre, et pour partie au début de l'année 1998. Le paiement du complément extensif ne pourra intervenir qu'en 1998 pour l'ensemble des dossiers déposés en 1997.

RAPPEL : Le règlement 2066/92 du Conseil prévoit que le versement de la PMTVA doit intervenir avant le 30 juin suivant l'année civile de demande de primes, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

3.8.2.2. Mise à disposition des crédits

La répartition des crédits qui vous seront délégués entre les années civiles 1997 et 1998 se fera en fonction de la répartition des paiements au cours de la campagne précédente (1996).

- Délégation :

Les délégations de crédits destinés au paiement de cette prime sont imputées sur le chapitre **44.55** « valorisation de la production agricole - orientation des productions » **article 30** « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

ANNEXE N° 2 (suite)

3.8.2.3. Modalités d'engagement au regard du contrôle financier local

Il vous appartient de procéder aux engagements sur le chapitre 44.55 - Article 30 au moyen d'un engagement spécifique à bénéficiaires multiples soumis au contrôle a posteriori.

3.8.2.4. Imputation de la dépense

Pour éviter toute confusion entre les primes versées au titre de la campagne précédente et celles réglées au titre de la présente campagne, l'imputation des sommes mandatées s'effectue sur deux articles d'exécution respectivement libellés :

- **article 33** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part nationale**) - campagne de commercialisation **1997**.

Paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.

- **article 34** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part communautaire**) - campagne de commercialisation **1997**.

Subventions aux entreprises privées agricoles :

Paragraphe 15 : bénéficiaires traditionnels (régime A). Prime de base (144,9 écus)

Paragraphe 16 : Eleveurs de troupeaux mixtes (régime B). Prime de base (144,9 écus)

Paragraphe 17 : complément extensif - bénéficiaires traditionnels

Paragraphe 18 : complément extensif - troupeaux mixtes

Paragraphe 19 : complément régions défavorisées (Corse, Hainaut, DOM - 24,15 Ecus)

Etant donné que le calcul du nombre d'animaux éligibles au complément « élevage extensif » ne pourra être établi qu'en 1986, ce complément est susceptible de ne pas être versé en même temps que la prime ; ceci sera le cas de tous les éleveurs pour lesquels le paiement de la prime de base interviendra en 1997.

3.8.2.5. Modalités de règlement

Le paiement de la part communautaire et du complément national fait l'objet d'un seul et même versement représentant la totalité des sommes dues. L'arrondissement au franc supérieur ou inférieur est formellement proscrit.

Le mandatement intervient sous forme de mandats collectifs à imputation multiple (articles d'exécution 33 et 34 du chapitre 44.55) établis au nom de « divers créanciers » par l'interface avec l'application ADAGE.

ANNEXE N° 2 (suite)

L'ordonnateur, à l'aide de la disquette fournie par l'application ADAGE, met à jour sa comptabilité et édite un bordereau journalier des mandats émis, un mandat "divers créanciers" accompagné du bordereau des mandatements collectifs, ainsi qu'une disquette "virement magnétique" constituée à partir de l'application "AGRI+" selon les dispositions retenues par la comptabilité publique relatives à la dématérialisation des virements papiers.

Afin de permettre au comptable d'appliquer dans les meilleures conditions possibles la règle de la compensation légale, je vous demande, avant tout mandatement, de vous rapprocher du trésorier-payeur général de votre département qui vous communiquera la liste des éleveurs à l'encontre de qui un titre de perception a été émis antérieurement au sujet de cette prime et qui n'auraient pas encore remboursé complètement le montant qui leur était réclamé (état des restes à recouvrer). Cette information vous permettra, lors de la transmission de votre mandatement à la trésorerie générale, de rappeler sur le bordereau les demandeurs pour lesquels une prime reste à rembourser.

3.8.2.6. Justification de la dépense - pièces justificatives

Les pièces justificatives suivantes seront transmises lors du paiement :

- demande de l'intéressé, accompagné d'un relevé d'identité bancaire ;
- état des données de chargement ;
- bordereau récapitulatif, précisant le montant à payer (part communautaire et part nationale, le cas échéant, complément extensif), le nombre d'animaux primés, les réductions de primes pour écarts-minimes et retards ;
- état reprenant le total général du mandatement revêtu de la signature du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

3.8.2.7. Certification de l'ordonnateur

Il vous appartient de certifier par une mention unique appuyant chaque mandat que chacun des bénéficiaires de l'aide en cause satisfait aux conditions posées par les textes précités instituant ces primes, et notamment, que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

3.8.3. REGULARISATION DES TROP-PAYES OU DES INDUS**3.8.3.1. Généralités**

Les textes instituant la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes prévoient qu'en cas de non respect des engagements souscrits, l'administration centrale procède au recouvrement total ou partiel de la prime, augmentée d'un intérêt. Ce calcul d'intérêt valable pour toutes les sommes versées à partir de la campagne 1989-1990 porte sur la part communautaire et sur la part complémentaire nationale de la prime.

La cause du reversement est sans incidence sur l'exigibilité des intérêts à l'exception des cas d'erreur de l'administration qui ne peuvent en aucun cas conduire à l'application d'intérêts. Par contre, ces derniers sont dus dans le cas d'animaux non maintenus sur l'exploitation (et non remplacés) en raison de circonstances naturelles de la vie du troupeau. Ils affectent également la pénalité sur la prime versée en cas d'application de la règle d'écart-minime.

ANNEXE N° 2 (suite)

Les reversements seront traités rapidement.

Le taux d'intérêt à appliquer est le taux d'intérêt légal soit 6,65 % pour l'année 1996.

Ce calcul d'intérêt doit être effectué entre la date du mandatement de la prime émis par la DDAF et la date à laquelle la DDAF émet le titre de perception exécutoire.

3.8.3.2. Liquidation de la créance - émission des titres de perception

La constatation de la créance donne lieu à émission de deux titres de perception exécutoires à l'encontre de chacun des débiteurs concernés. Ces titres sont établis l'un sur la part nationale ainsi que sur les intérêts y afférents, l'autre sur le montant de la part communautaire ainsi que les intérêts s'y attachant. Il n'y a pas lieu d'émettre un titre de perception pour une créance inférieure à 30 F.

Pour éviter tout à recouvrer; risque d'erreur dans la comptabilité de ces reversements, il convient de faire apparaître dans la colonne « observations » du titre de perception :

- la campagne à laquelle se réfère le titre ;
- le nom du débiteur et son numéro identifiant (n° ADAGE) ;
- l'indication du montant de la part nationale et/ou communautaire à laquelle se rapporte le titre ;
- la mesure concernée par le titre (bénéficiaire traditionnel, troupeaux mixtes, complément extensif, complément zones défavorisées, complément POSEIDOM) ;
- le montant de l'aide à recouvrer, en détaillant principal, intérêts et pénalités ;
- l'origine du reversement (trop-perçu ou fraudes/irrégularités).

3.8.3.3. Dispositions d'ordre général

Ces titres de perception sont assignés sur la caisse du trésorier-payeur général du département de l'ordonnateur. Ils font l'objet d'une imputation au compte 901-59 "divers" ligne 811 "récupérations d'indus".

- spécification 811.91 "récupération des autres indus ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits" pour la part nationale et les intérêts s'y rattachant ;
- spécification 805.11 pour la part communautaire et les intérêts s'y attachant.

Il convient de préciser qu'en cas de facilités de paiements accordées au demandeur par le comptable, les remboursements doivent être imputés prioritairement sur le compte 901-59 ligne 805 - spécification 805-11.

3.8.3.4. Accord des comptes et information de l'administration centrale

Etats mensuels établis contradictoirement avec le comptable assignataire

Un état de rapprochement mensuel intitulé « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » est établi par vos soins selon le modèle joint en annexe. Il est communiqué au comptable assignataire pour accord et visa **avant le 5 de chaque mois**.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

L'accord porte à la fois sur les chiffres mensuels et sur les chiffres cumulés depuis le 1er janvier concernant :

- **le montant des mandats visés et enregistrés** par le Trésorier-Payeur-Général de votre département au titre de l'article **33** et de l'article **34** du chapitre 44.55 du budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'accord des comptes ne porte donc pas sur le montant des mandats émis par l'ordonnateur au cours d'un mois donné mais sur le montant des mandats admis par le comptable. Il vous appartient de prendre toute disposition utile avec le Trésorier-Payeur-Général afin que les mandats afférents à un mois donné puissent être traités dans les délais impartis.

- **le nombre total de vaches primées** concernant la part communautaire et celui relatif à la part nationale, ainsi que l'indication du régime A ou B (A = traditionnels B = troupeaux mixtes).

- **le nombre et le montant ventilé** en part communautaire, part nationale et intérêt dû sur chacune de ces parts, des titres de perception émis en remboursement de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes en distinguant ceux émis au titre de la campagne précédente de ceux émis au titre de la présente campagne.

Ces montants sont égaux pour un mois donné au montant des titres de perception émis diminué du montant des titres de réduction ou d'annulation émis le même mois, ces derniers faisant également l'objet d'une ventilation entre part nationale, part communautaire et intérêt dû sur chacune de ces parts.

Traitement des discordances entre ordonnateur et comptable

En cas de désaccord entre le comptable et l'ordonnateur qui ne peut être résolu avant la date d'envoi par le comptable des informations dont il dispose pour un mois donné à l'Agence Comptable Centrale du Trésor, il y a lieu dès que l'erreur est décelée - que celle-ci soit imputable à l'ordonnateur ou au comptable - d'établir un état de rapprochement rectificatif qui mentionne, pour les lignes ayant supporté une erreur, les montants dont il convient de tenir compte pour le mois considéré. L'indication « rectification au mois de.. » doit figurer expressément sur l'imprimé qui est revêtu du visa du Trésorier-Payeur-Général.

Bien entendu, afin de permettre au comptable assignataire de viser les états de rapprochement suivants, il convient de tenir compte des montants portés sur l'état rectificatif à l'occasion de l'établissement de l'état mensuel (montants cumulés).

4. STATISTIQUES DE CONTRÔLE

Les DDAF, à la demande de la Mission de gestion des aides, transmettront leurs statistiques de contrôle administratif et sur place.

ANNEXE N° 3 : Eléments figurant sur l'état de previsa

ÉLÉMENTS FIGURANT SUR L'ÉTAT DE PREVISA

« données de chargement »

- *SFP* : surface fourragère principale
(donnée issue du logiciel « surface » en DDAF)
- *Droits à prime* : $SFP \times \text{plafond de densité}$ (campagne 1997 : 2 UGB/ha)
- *UGB* : unité de gros bétail
- *PCO* : prime compensatrice ovine (payée par l'OFIVAL)
- *PSBM* : prime spéciale bovin mâle (payée par l'OFIVAL)
- *LAIT* : nombre d'UGB « vaches laitières » pour troupeaux mixtes
- *UGB disponibles* :

nombre de droits à primes, diminué du

- nombre PCO
- nombre LAIT
- nombre PSBM pour les demandes antérieures à la PMTVA

- *Vaches déclarées* : cf demande de l'éleveur

- *CN* : circonstances naturelles }
(pas de pénalités, vaches non primées) } colonne renseignée du
- *FM* : force majeure } nombre de vaches concernées
(pas de pénalités, vaches primées) }
- *PRES CONT* : présentes au contrôle }

(pénalités si inférieur au nombre de vaches déclarées)

- **PLAFOND INDIVIDUEL** : nombre de droits à prime dont dispose l'éleveur pour la campagne en cours. Il correspond à :

☞ la référence historique de l'éleveur établie à 97 % du nombre de vaches primées en 1992, (les 3 % restant ayant servi à la constitution d'une réserve nationale) ;

éventuellement majorée ou minorée chaque année depuis la campagne 1993 :

☞ soit au titre de la campagne de transfert de droits définitifs acquis ou cédés par l'éleveur sur sa demande, avant le dépôt de sa demande de prime ;

☞ soit au titre de la campagne de transfert de droits temporaires dès lors qu'il y a une différence entre le plafond individuel et le nombre de vaches déclarées pour la campagne en cause (donc après dépôt de la demande de prime)

- *UGB PMTVA* : nombre PMTVA primable et servant de base à liquidation de la PMTVA. Il doit correspondre au plus petit nombre entre UGB disponibles, vaches déclarées et plafond individuel.

- *UGB SOLDE* : différence entre UGB disponible et UGB-PMTVA primés.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

- *UGB/HA* : quotient entre UGB (PSBM + PCO + LAIT + vaches déclarées primées) et SFP. Il détermine le chargement PAC de l'exploitation et permet de définir l'éligibilité (ou non) de l'exploitation au complément extensification (plafond de 1,4 UGB pour chaque campagne depuis 1993).

ANNEXE N° 4 : Etat comptable mensuel

CAMPAGNE 1997 PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES ETATS COMPTABLES MENSUELS
--

Code ministère :

Code ordonnateur :

Code départemental :

DDAF de :

I - MONTANTS

	Année 1997	Année 1998	Observations
Montant des crédits délégués Chapitre 44-55 article 30			
Montant des engagements Chapitre 44-55 article 30			
Montant des mandatements Chapitre 44-55 article 33 article 34			
TOTAL			

II -EFFECTIFS PRIMES

Régime A (producteurs traditionnels)	Année 1997	Année 1998	Nombre de dossiers concernés
Nombre total de vaches primées - taux plein (part CEE) soit 957,82 F (1117,45 F pour la Corse) - taux plein (part nationale plafonnée à 40)			
Nombre total de vaches primées - taux réduit (part CEE) - taux réduit (part nationale plafonnée à 40)			

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Régime B (troupeaux mixtes)	Année 1997	Année 1998	Nombre de dossiers concernés
Nombre total de vaches primées - taux plein (part CEE) soit 957,82 F (1117,45 F pour la Corse) - taux plein (part nationale plafonnée à 40)			
Nombre total de vaches primées - taux réduit (part CEE) - taux réduit (part nationale plafonnée à 40)			

III - DEMANDES DE REMBOURSEMENT

	CAMPAGNE 1996	CAMPAGNE 1997
Montant de la part communautaire		
Montant de la part nationale		
Montant de l'intérêt dû sur la part communautaire		
Montant de l'intérêt dû sur la part nationale		

A....., le.....

Visa du Trésorier-Payeur Général :

LE DDAF

ANNEXE N° 5 : Modèles de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au paiement des primes

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »
à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-47-03-95-67

Département :.....
Gestion comptable :.....
Mois de paiement :.....

	PART COMMUNAUTAIRE - PRIME DE BASE						
Campagne : 1997	REGIME A - Article 34 § 15			REGIME B - Article 34 § 16			REGIME A + REGIME B
Taux CEE 1: 957,82 F	Dépenses du mois	Antérieurs depuis le 16-10-97	Cumuls exercice FEOGA 1998	Dépenses du mois	Antérieurs depuis le 16-10-97	Cumuls exercice FEOGA 1998	Dépenses du mois
Primes (montants) :							
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							

ANNEXE N° 5 (suite)

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »

à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-47-03-95-67

Département :

Gestion comptable :

Mois de paiement :

Campagne : 1997 Taux CEE : 237,96 F ou 343,73 F	PART COMMUNAUTAIRE - COMPLEMENT EXTENSIFICATION						
	REGIME A - Article 34 § 17			REGIME B - Article 34 § 18			REGIME A + REGIME B
	Dépenses du mois	Antérieurs depuis le 16-10-97	Cumuls exercice FEOGA 1998	Dépenses du mois	Antérieurs depuis le 16-10- 97	Cumuls exercice FEOGA 1998	Dépenses du mois
Primes (montants) :							
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							

ANNEXE N° 5 (suite)

A ne remplir que par les régions concernées*
 MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »
 à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-47-03-95-67

Département :.....
 Gestion comptable :.....
 Mois de paiement :.....

	COMPLEMENT PART COMMUNAUTAIRE (pour régions*)		
Campagne : 1997	Zones défavorisées* - Article 34 § 19		
Taux CEE 3 : 159,63 F	Dépenses du mois	Antérieurs depuis le 16-10-97	Cumuls Exercice du FEOGA 1998
Primes (montants) :			
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...			
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :			
Payées à 100 %			
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...			

* Corse-Hainaut-DOM.

ANNEXE N° 6 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT - Remboursement des sommes indûment perçues.

MODELE DE TELECOPIE POUR TRANSMISSION A L'ACCT
REMBOURSEMENT DES SOMMES INDUMENT PERCUES

TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-47-03-95-67

Département : Mois de recouvrement :
 Gestion comptable : Campagne de référence :
 Mesure concernée ¹ : { prime de base (part communautaire)

ou { complément extensification

ou { zones défavorisées (CORSE/HAINAUT/DOM)

Compte 901-59 spéc. 805.11	Balance d'entrée au 16.10.97	Prise en charge		Recouvrements		Admissions en non valeur		Restes à recouvrer
		du mois	depuis le 16.10.97	du mois	depuis le 16.10.97	du mois	depuis le 16.10.97	
- Principal								
trop-perçu ¹ ou
fraude et irrégularité ¹
- Intérêts
- Pénalités
- Nombre de vaches

¹ Rayer la mention inutile.

ANNEXE N° 7 : Lettre CD-3151 du 19 juin 1997 relative au FEOGA-GARANTIE : fonction d'audit interne.



DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
BUREAUX C3 - SE1
139, rue de Bercy
TÉLÉDOC : 743
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 19 JUIN 1997

CD-3151

Le Directeur de la Comptabilité Publique

à

Mesdames et Messieurs
les Trésoriers-Payeurs Généraux

P.J. : 1

OBJET : FEOGA-Garantie : fonction d'audit interne.

Par lettre n° CD-5784 du 22 octobre 1996, je vous ai informé de l'agrément des services déconcentrés du Trésor public et du ministère de l'agriculture comme organisme payeur de certaines aides financées par le FEOGA-Garantie.

En métropole, le Trésor public intervient dans le paiement de trois régimes d'aide dont la principale est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA). Dans les DOM, il assure en outre les paiements relatifs au programme POSEIDOM-Sucre.

Je vous ai déjà indiqué combien la parfaite exécution de ces dépenses est importante.

L'exemplarité des services déconcentrés du Trésor public se doit d'être sans faille.

En outre, toute défaillance emporte des conséquences financières dommageables pour la France dans le cadre de l'apurement des comptes pratiqué par les services de la Commission européenne.

ANNEXE N° 7 (suite)

C'est dans ce contexte que le contrôle de la PMTVA a été inscrit comme thème de vérification 1997 dans la note de service confidentielle n° 96-024-T-V9 du 5 décembre 1996.

Au-delà de ces mesures immédiates il convenait d'organiser les procédures de contrôle de ces aides en tenant compte des prescriptions des textes communautaires.

Les dispositions communautaires relatives à la réforme de l'apurement des comptes du FEOGA-Garantie instituée par le règlement (CEE) n° 1287/95 du Conseil du 22 mai 1995 et le règlement (CEE) n° 1663/95 de la Commission du 7 juillet 1995 ⁽¹⁾, prévoit la mise en place d'une *fonction d'audit interne*.

La présente transmission a pour objet de préciser la méthodologie applicable en l'espèce. A cet effet, vous trouverez ci-joint une "Charte de l'audit interne relatif aux procédures relevant du FEOGA Garantie".

Ce document pourra être amendé au regard d'une part, des éventuelles demandes des contrôleurs communautaires, d'autre part, des enseignements tirés du thème de vérification précité.

Un guide de vérification spécifique, en cours de préparation, viendra définir de façon approfondie l'ensemble des contrôles à opérer.

Je vous demande de continuer à apporter une attention particulière à ce dossier qui revêt une importance stratégique pour la Direction.

Michel GONNET

ANNEXE N° 7 (suite)


 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
 DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
 BUREAUX C3 - SE1

**CHARTRE DE L'AUDIT INTERNE
 RELATIF AUX PROCÉDURES RELEVANT
 DU FEOGA-GARANTIE**

I - Rappel du dispositif réglementaire communautaire

L'annexe au règlement n° 1663/95⁽¹⁾ sur les orientations pour les critères d'agrément d'un organisme payeur dispose :

Point 3) ...l'organisme comporte normalement...

« i) le service d'audit interne : le service ou son équivalent a pour objet d'assurer le fonctionnement efficace du système de contrôle interne de l'organisme ; le service d'audit interne est indépendant des autres services de l'organisme et rend directement compte aux dirigeants de celui-ci ».

Point 10) « Le service d'audit interne vérifie que les procédures adoptées par l'organisme sont suffisantes pour garantir le respect des règlements communautaires et s'assure que les comptes sont exacts, complets et établis en temps voulu. Les vérifications peuvent se limiter à certaines mesures et à des échantillons de transactions, à condition qu'un programme de travail garantisse que tous les domaines significatifs... soient pris en compte sur une période n'excédant pas cinq ans. Le travail du service d'audit interne... doit être relaté dans des comptes rendus et débouche sur des rapports et recommandations adressées aux dirigeants de l'organisme. Les programmes d'audit et les rapports d'audit doivent être mis à la disposition de l'organisme de certification et des fonctionnaires de la Communauté européenne mandatés pour l'exécution d'audits financiers et à l'unique fin d'évaluation de l'efficacité de la fonction d'audit interne ».

La fonction d'audit interne est également prévue au point 3 de la circulaire d'application ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Diffusé en annexe n° 2 de l'instruction n° 95-116-B1 du 6 novembre 1995.

⁽²⁾ Diffusée en annexe n° 4 de l'instruction n° 95-116-B1 du 6 novembre 1995.

+

ANNEXE N° 7 (suite)

II - L'organisation de la fonction d'audit

Une fonction d'audit interne spécifique aux opérations du FEOGA-Garantie est mise en place afin de satisfaire à la réglementation communautaire. Cette fonction est organisée en prenant appui sur les services de vérification existants au sein du réseau du Trésor public.

Le Directeur de la Comptabilité publique détermine les règles générales applicables à l'audit interne des procédures de paiement des aides agricoles communautaires par le Trésor public.

Il définit, notamment, les outils et les normes nécessaires à la mise en oeuvre de ces audits.

Une coordination régionale permet une mobilisation rationnelle et efficace des moyens.

A l'échelon départemental, le Trésorier-payeur général organise au sein de ses services la fonction d'audit interne. Cette mission est confiée aux inspecteurs principaux vérificateurs du Trésor.

III - Objectifs

L'auditeur interne s'assure que les procédures mises en oeuvre par les services concernés dans le cadre de leurs compétences garantissent le respect des règlements communautaires.

Pour la PMTVA, il vérifie, en particulier, que les instructions afférentes à cette aide ⁽¹⁾ sont correctement mises en oeuvre par chaque service concerné.

Le contrôle d'un échantillon de transactions est, à cet égard, nécessaire.

Les modalités précises de l'audit seront explicitées dans un guide de vérification rédigé par la Direction de la Comptabilité publique et mis à la disposition des Trésoriers-payeurs généraux à l'attention de leurs collaborateurs chargés de l'audit interne.

⁽¹⁾ Pour la campagne 1996 : instruction n° 96-075-B1-A7 du 17 juillet 1996, lettres n° 71815 du 20 septembre 1996 et n° 77354 du 8 octobre 1996 ; diffusion DOM n°47 137 du 7 mai 1997.

ANNEXE N° 7 (suite)

IV - Champ d'intervention

L'audit interne doit couvrir la partie relative aux opérations du FEOGA dans tous les services de la trésorerie générale intervenant dans ce domaine.

Sont donc concernés :

- le service de la dépense : secteur « visa », secteur « règlement », secteur « comptabilité auxiliaire de la dépense » ;
- le service comptabilité ;
- le service recouvrement « produits divers ».

La composante « sécurités informatiques » doit être pris en compte.

L'audit interne pourra être sollicité en tant que de besoin, en cas de contrôles diligents, sur les aides financées par le FEOGA-Garantie, par les représentants des institutions communautaires, par la Commission de certification des comptes des organismes payeurs du FEOGA-Garantie ou autres corps d'inspection.

V - Programmation

Un programme annuel est établi par le Trésorier-payeur général en concertation avec l'échelon régional.

L'audit fait l'objet de missions spécifiques répondant à des aspects ponctuels qui méritent une vigilance particulière ou s'inscrit dans le cadre annuel de vérifications de services.

Ce programme garantit que l'ensemble du champ défini ci-dessus est couvert sur une période de cinq ans.

Pour la PMTVA, il doit tenir compte de la saisonnalité des paiements. Ceux-ci se situent, pour l'essentiel, au cours des premier et dernier trimestres de l'année en métropole (hors Corse) et, au cours du deuxième trimestre en Corse et dans les DOM.

Une copie est adressée à la Direction de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

VI - Rapport de contrôle

A l'issue des travaux, un rapport d'audit est rédigé.

Une procédure d'examen contradictoire du rapport est mise en oeuvre entre l'auditeur et le service contrôlé conformément aux règles en vigueur dans le réseau du Trésor public.

La version définitive est ensuite transmise au trésorier-payeur général et au chef du département « vérifications » de la trésorerie générale de région qui rédige une synthèse régionale adressée à la Direction de la Comptabilité publique.

VII - Suites du contrôle

La Direction de la Comptabilité publique prend toute mesure utile au vu des enseignements dégagés des audits réalisés.

A l'échelon départemental, au vu du rapport d'audit des services placés sous son autorité le Trésorier-payeur général communique à ses collaborateurs, si nécessaire, ses directives de réorganisation, d'adaptation des procédures ou de renforcement des contrôles.